



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 12 août 1967

Quebec, Saturday, August 12, 1967

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on **Wednesday**, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes**Angers construction inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Philippe Angers, constructeur, Albertine Paquet, ménagère, épouse dudit Philippe Angers, tous deux de 219, rue Sociale, Duberger, et Jacques Carette, vendeur, 1620, chemin Gomin, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Angers construction inc. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, boulevard Savard, Neufchâtel, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2934-67

Jean-Paul Arpin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jean-Paul Arpin, marchand, 10, boulevard Couillard-Després, Benoit Danault, gérant, 280, Beauchemin, et Yolande Joyal, secrétaire, épouse contractuelle.

Letters Patent**Angers construction inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philippe Angers, constructor, Albertine Paquet, housewife, wife of said Philippe Angers, both of 219 Sociale Street, Duberger, and Jacques Carette, salesman, 1620 Gomin Road, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Angers construction inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 110 Savard Boulevard, Neufchâtel, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753

2934-67

Jean-Paul Arpin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Arpin, merchant, 10 Couillard-Després Boulevard, Benoit Danault, manager, 280 Beauchemin, and Yolande Joyal, secretary, wife contractually separate as to property of

ment séparée de biens de Jacques Guévremont, 70, du Roi, tous trois de Sorel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Jean-Paul Arpin inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10, boulevard Couillard-Després, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2836-67

**Art and Home Co. Ltd.
Art et Foyer Cie Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juin 1967, constituant en corporation: Roberta Sherr, Martha Bent, toutes deux secrétaires, filles majeures, 1010, ouest, rue Ste-Catherine, suite 410, Manfred Glasel, 2765, place Darlington, app. 21, tous trois de Montréal, et Edward Ordel, 7023, chemin Clover, Côte Saint-Luc, ces deux derniers marchands, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes de tentures, rideaux, dentelles, tissus textiles et synthétiques, sous le nom de « Art and Home Co. Ltd. — Art et Foyer Cie Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2844-67

L'Association des Adultes de Granby inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Demers, contre-maître, 446, rue Bégin, Gérard Thiboutot, opérateur, 555, rue Principale, Germain Rouleau, tailleur, 312, rue St-Viateur, Victor Royer, surveillant de département, 495, rue Dufferin, et Arthur Galipeau, opérateur de machines, 472, rue St-Hubert, tous cinq de Granby, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et administrer des oeuvres secourables à l'avantage de tous individus et/ou organismes, incorporés ou non, sous le nom de « L'Association des Adultes de Granby inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2951-67

Beattie inc.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de corriger les lettres patentes de la compagnie « Beattie inc. », en date du 25 mai 1967, en y remplaçant, à la suite des

Jacques Guévremont, 70 du Roi, all three of Sorel, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Jean-Paul Arpin inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 10 Couillard-Després Boulevard, Sorel, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2836-67

**Art and Home Co. Ltd.
Art et Foyer Cie Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roberta Sherr, Martha Bent, both secretaries, filles majeures, of 1010 St. Catherine Street West, Suite 410, Manfred Glasel, 2765 Darlington Place, Apt. 21, all three of Montreal, and Edward Ordel, 7023 Clover Road, Côte Saint-Luc, the latter two merchants, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of draperies, curtains, laces, textiles and synthetic fabrics, under the name of "Art and Home Co. Ltd. — Art et Foyer Cie Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o

2844-67

L'Association des Adultes de Granby inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Henri Demers, foreman, 446 Bégin Street, Gérard Thiboutot, operator, 555 Principale Street, Germain Rouleau, tailor, 312 St-Viateur Street, Victor Royer, department supervisor, 495 Dufferin Street, and Arthur Galipeau, machine operator, 472 St-Hubert Street, all five of Granby, for the following purposes:

To establish, maintain and direct helpful works advantageous to all individuals and/or organisms, incorporated or not, under the name of "L'Association des Adultes de Granby inc.".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2951-67

Beattie inc.

Notice is given that the Lieutenant-Governor of the province has been pleased to correct the letters patent of "Beattie inc.", dated May 25, 1967, by replacing therein, after the names of the

noms des deux premières personnes mentionnées comme constituées en corporation, le nom « Havelock » par le nom « Covey Hill ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

1374-47 — 2295-67

first two persons mentioned as incorporated, the name "Havelock" by the name "Covey Hill".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

1374-47 — 2295-67

Bonaventure Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, tous trois avocats, et Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de quincaillerie, sous le nom de « Bonaventure Distributors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1010, côte du Beaver Hall, suite 403, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2933-67

Bonaventure Distributors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, all three advocates, and Denyse Marcoux, secretary, fille majeure, 1488 Galt, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hardware merchants, under the name of "Bonaventure Distributors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1010 Beaver Hall Hill, Suite 403, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o

2933-67

Boulangerie et Pâtisserie Adriatica inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Sidney Leithman, Harvey Yarosky, tous deux avocats, et Ezra Leithman, avocat et conseil en loi de la reine, tous trois de 1255, carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boulangers, confiseurs et manufacturiers de biscuits, sous le nom de « Boulangerie et Pâtisserie Adriatica inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2925-67

Boulangerie et Pâtisserie Adriatica inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sidney Leithman, Harvey Yarosky, both advocates, and Ezra Leithman, advocate and Queen's Counsel, all three of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Boulangerie et Pâtisserie Adriatica inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o

2925-67

Brault-Clément inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Jean-Baptiste Brault, 3519, Vendôme, Rodolphe Clément, 1436, Galt, Bernard Clément, 1414, De Champigny, Roger Clément, 1430, De Champigny, tous quatre de Montréal, Normand Brault, 1139, Moffat, Benoit Brault, 5531, Champlain, tous deux de Verdun, et Marcel Brault, 1025, 34^e avenue, LaSalle, tous sept marchands, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tabacconistes et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Brault-Clément inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale, 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 6,000 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Brault-Clément inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Baptiste Brault, 3519 Vendôme, Rodolphe Clément, 1436 Galt, Bernard Clément, 1414 De Champigny, Roger Clément, 1430 De Champigny, all four of Montreal, Normand Brault, 1139 Moffat, Benoit Brault, 5531 Champlain, both of Verdun, and Marcel Brault, 1025, 34th Ave., LaSalle, all seven merchants, for the following purposes:

To carry on business as tobaccoconists, and to deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Brault-Clément inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares of no nominal value, 1,000 preferred class "A" shares of \$100 each and 6,000 preferred class "B" shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2924-67

Butz Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1967, constituant en corporation: Sheldon Findlestein, 5712, Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme garagistes et exercer le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, camions, tracteurs, canots automobiles, appareils de radio, bicyclettes, motocyclettes et accessoires, sous le nom de « Butz Automobile Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 275, boulevard Sauvé, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2817-67

Canadian Customized Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1967, constituant en corporation: Jacques Barbeau, agent manufacturier, Lise Michaud, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Barbeau, tous deux de 4896, Ste-Suzanne, Pierrefonds, et André Barbeau, agent manufacturier, 3, Place Bellerive, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme décorateurs et rembourseurs et faire le commerce de « housses » pour l'intérieur et l'extérieur et tous autres produits semblables, sous le nom de « Canadian Customized Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8657, 8e avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

1764-67

Centre d'Orientation l'Étape inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Germain Bigué, médecin, 980, boulevard Forest, Réal Sureau, comptable, 2, rue des Peupliers, tous deux de Val d'Or, et Jean-Pierre Marquis, secrétaire-général du Conseil de Bien-Être Régional d'Abitibi inc., Édifice Gingras, 7e rue ouest, Amos, pour les objets suivants:

Établir et administrer un institut de transition pour enfants d'âge scolaire, groupant les services de réception, d'accueil, de dépannage, d'observation, d'évaluation et de préparation en vue d'une nouvelle orientation, sous le nom de « Centre d'Orientation l'Étape inc. ».

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2924-67

Butz Automobile Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sheldon Findlestein, 5712 Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, both of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, trucks, tractors, motor boats, radios, bicycles, motorcycles and accessories, under the name of "Butz Automobile Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 275 Sauvé Boulevard, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-0

2817-67

Canadian Customized Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Barbeau, manufacturing agent, Lise Michaud, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jacques Barbeau, both of 4896 Ste-Suzanne, Pierrefonds, and André Barbeau, manufacturing agent, 3 Place Bellerive, Laval, for the following purposes:

To carry on business as decorators and upholsterers and to deal in interior and exterior coverings and all other similar products, under the name of "Canadian Customized Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8657, 8th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

1764-67

Centre d'Orientation l'Étape inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Dr. Germain Bigué, doctor, 980 Forest Boulevard, Réal Sureau, accountant, 2 des Peupliers Street, both of Val d'Or, and Jean-Pierre Marquis, secretary-general of Conseil de Bien-Être Régional d'Abitibi inc., Gingras Building, 7th Street West, Amos, for the following purposes:

To establish and direct a transition institute for school age children, grouping the reception, welcome, repair, observation, evaluation and preparing in view of new orientation services, under the name of "Centre d'Orientation l'Étape inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

1426-67

Cercle Femina de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Madeleine Bourgeois, ménagère, épouse de Rénald Lépérance, 3223, rue Hayes, Rollande Paradis, ménagère, épouse de Roméo Leduc, 9075, rue Marseille, Louise Ricard, ménagère, épouse d'André Canuel, 4655A, rue Lafontaine, toutes trois de Montréal, Henrielle Laplante, ménagère, épouse d'Yves Landry, 7760, Place Blain, Anjou, et Pierrette Comtois, ménagère, épouse de Claude Marchand, 11832, rue Bellevois, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Promouvoir par des organisations sociales et charitables le bien-être physique et moral des infirmes, déshérités et handicapés de toute sorte, sous le nom de « Cercle Femina de Montréal ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 9075, rue Marseille, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2931-67

Chevalier & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Janine Vinet, 1050, boulevard Pie X, Huguette St-Jacques, 1523, rue Lacroix, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Henri Vinet, notaire, 700, rue Bernard, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire l'entretien, la réparation et le commerce de motocyclettes et bicyclettes, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Chevalier & frères inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1830, boulevard Taschereau, Lemoine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2755-67

Club de Raquetteurs « Le Boucanier inc. »

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Villeneuve, contremaître, 4362, Parthenais, Fernand Lacroix, nettoyeur, 1638, rue Amherst, Arthur Bilodeau, rentier, 1917, Papineau, Alfred Lemieux, presseur, 5026, Marquette, tous quatre de Montréal, et Paul St-Pierre, ma-

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753

1426-67

Cercle Femina de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Madeleine Bourgeois, housewife, wife of Rénald Lépérance, 3223 Hayes Street, Rollande Paradis, housewife, wife of Roméo Leduc, 9075 Marseille Street, Louise Ricard, housewife, wife of André Canuel, 4655A Lafontaine Street, all three of Montreal, Henrielle Laplante, housewife, wife of Yves Landry, 7760 Place Blain, Anjou, and Pierrette Comtois, housewife, wife of Claude Marchand, 11832 Bellevois Street, Montreal-North, for the following purposes:

To promote by social and charitable organizations the physical and moral welfare of the disabled, disinherited and handicapped of all kinds, under the name of "Cercle Femina de Montréal".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 9075 Marseille Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753

2931-67

Chevalier & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Janine Vinet, 1050 Pie X Boulevard, Huguette St-Jacques, 1523 Lacroix Street, both secretaries, filles majeures, and Henri Vinet, notary, 700 Bernard Street, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on the business, maintenance and repairs of motorcycles and bicycles, their parts and accessories, under the name of "Chevalier & frères inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1830 Taschereau Boulevard, Lemoine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753

2755-67

Club de Raquetteurs "Le Boucanier inc."

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roland Villeneuve, foreman, 4362 Parthenais, Fernand Lacroix, cleaner, 1638 Amherst St., Arthur Bilodeau, annuitant, 1917 Papineau, Alfred Lemieux, presser, 5026 Marquette, all four of Montreal, and Paul St-Pierre, machinist,

chiniste, 766, 10e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Grouper des personnes des deux sexes, désirant faire revivre le beau sport de la raquette, en le pratiquant ou en favorisant l'exercice, sous le nom de « Club de Raquetteurs « Le Boucanier inc. » ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,500.

Le siège social de la corporation est 4362, rue Parthenais, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2950-67

Club P.M.R. 67 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Conrad Touchette, optométriste, 1112, rue Mont-Royal est, William Gagné, bijoutier, 2012, rue Mont-Royal est, Marcel Patenaude, graveur, 4551, Marquette, tous trois de Montréal, et Jean-Guy Tardif, gérant de banque, 3304, Richmond, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club P.M.R. 67 inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2733-67

Conseil de Développement du Territoire de la Métis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Dion, industriel, 177, Fraser, Matane, J.-B. Quimper, surintendant, 65, avenue Pelletier, Mont-Joli, Léonard Otis, cultivateur, Saint-Damase, comté de Matapédia, Paul Bégin, ingénieur, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Arthur Dubé, cultivateur, Saint-Octave-de-Métis, Sylvio Bérubé, échevin, Amqui, et F.-X. Légaré, directeur régional C.S.N., 66, Ste-Marie, Rimouski, pour les objets suivants:

Procéder à la fondation du Conseil régional de développement de l'est du Québec, sous le nom de « Conseil de Développement du Territoire de la Métis inc. ».

La corporation ne peut posséder aucun immeuble.

Le siège social de la corporation est à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2726-67

Corpad inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Gilles Montpetit,

766, 10th Ave., Lachine, for the following purposes:

To group the persons of both sexes who wish to revive the sport of snow-shoeing either by practising it or promoting the exercising thereof, under the name of "Club de Raquetteurs « Le Boucanier inc. »".

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,500.

The head office of the corporation is at 4362 Parthenais St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2950-67

Club P.M.R. 67 inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Conrad Touchette, optometrist, 1112 Mount-Royal St. East, William Gagné, jeweller, 2012 Mount-Royal St. East, Marcel Patenaude, engraver, 4551 Marquette, all three of Montreal, and Jean-Guy Tardif, bank manager, 3304 Richmond, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Club P.M.R. 67 inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2733-67

Conseil de Développement du Territoire de la Métis inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Dion, industrialist, 177 Fraser, Matane, J.-B. Quimper, superintendent, 65 Pelletier Ave., Mont-Joli, Léonard Otis, farmer, Saint-Damase, county of Matapédia, Paul Bégin, engineer, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Arthur Dubé, farmer, Saint-Octave-de-Métis, Sylvio Bérubé, alderman, Amqui, and F.-X. Légaré, C.S.N. regional director, 66 Ste-Marie, Rimouski, for the following purposes:

To proceed in founding the Regional Development Council of Eastern Quebec, under the name of "Conseil de Développement du Territoire de la Métis inc."

The corporation may not hold any immovable property.

The head office of the corporation is at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2726-67

Corpad inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Montpetit, appraiser, 1335

évaluateur, 1335, rue Port-Royal, Gérard Darche, commerçant, 1590, rue Pilon, tous deux de Laval, et Lionel Darche, surintendant, 6831, rue de La Roche, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Corpad inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

1859-67

Jean-Guy Décarie & associés inc.
Jean-Guy Décarie & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Jean-Guy Décarie, courtier en immeubles, 11620, rue Guertin, Roderick B. Blaker, avocat, 4468, rue Harvard, Jacqueline Quenneville, secrétaire, épouse de Patrick Quenneville, 1485, rue Poirier, tous trois de Montréal, Paul Hurtubise, avocat, 158, rue André-Chénier, Laval, et Diane Pugliese, secrétaire, épouse de Jean Pugliese, 7622, rue Gènes, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en immeubles et agents immobiliers, sous le nom de « Jean-Guy Décarie & associés inc. — Jean-Guy Décarie & Associates Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2553-67

Diraddo Cartage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Norman Diraddo, homme d'affaires, Vivian Diraddo, ménagère, épouse séparée de biens dudit Norman Diraddo, tous deux de 3446, Isidore, et Victor Diraddo, chauffeur, 4906, Levesque, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de camionnage et de transport de marchandises, articles et produits, sous le nom de « Diraddo Cartage Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3546, Isidore, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

3004-67

Domaine des Bouleaux Gris inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Pierre Blain, notaire, Lise St-Vincent, secrétaire, épouse dudit Pierre Blain, tous deux de 10937, boulevard St-

Port-Royal Street, Gérard Darche, marchand, 1590 Pilon Street, both of Laval, and Lionel Darche, superintendent, 6831 de La Roche, Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Corpad inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

1859-67

Jean-Guy Décarie & associés inc.
Jean-Guy Décarie & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Décarie, real estate broker, 11620 Guertin Street, Roderick B. Blaker, lawyer, 4468 Harvard Street, Jacqueline Quenneville, secretary, wife of Patrick Quenneville, 1485 Poirier Street, all three of Montreal, Paul Hurtubise, lawyer, 158 André-Chénier Street, Laval, and Diane Pugliese, secretary, wife of Jean Pugliese, 7622 Gènes Street, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers and realty agents, under the name of "Jean-Guy Décarie & associés inc. — Jean-Guy Décarie & Associates Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and into 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2553-67

Diraddo Cartage Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Norman Diraddo, businessman, Vivian Diraddo, housewife, wife separate as to property of the said Norman Diraddo, both of 3446 Isidore, and Victor Diraddo, chauffeur, 4906 Levesque, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "Diraddo Cartage Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3546 Isidore, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-0

3004-67

Domaine des Bouleaux Gris inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Blain, notary, Lise St-Vincent, secretary, wife of the said Pierre Blain, both of 10937 St-Vital Blvd., and Paul St-Vincent, civic

Vital, et Paul St-Vincent, employé civique, 10634, rue Paris, tous trois de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Domaine des Bouleaux Gris inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Sabine, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2949-67

Domco Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1967, constituant en corporation: Ruth Coblenz, tenneuse de livres, célibataire, Ross Coblenz, étudiant, tous deux de 4392, Isabella, et Max Coblenz, avocat et conseil en Loi de la reine, 484, rue McGill, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domco Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5165 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2848-67

A. N. Durocher inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1967, constituant en corporation: Norman Durocher, André Durocher, tous deux hommes d'affaires, de 1581, Verchères, Jacques-Cartier, et Jocelyne Desrochers, secrétaire, fille majeure, 7, Daniel, Saint-Luc, comté de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « A. N. Durocher inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1581, Verchères, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2404-67

L'Écho des Iles

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Eudes Decelles, instituteur, 14, Monaghan, Jean-Paul Gagnon, comptable, 780, Giasson, et Yvon Paquet, commis, 188, Smith, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui veulent coopérer à la diffusion de la belle musique chorale, sous le nom de « L'Écho des Iles ».

employee, 10634 Paris St., all three of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business builders and general building contractors, under the name of "Domaine des Bouleaux Gris inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Sabine, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2949-67

Domco Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ruth Coblenz, bookkeeper, spinster, Ross Coblenz, student, both of 4392 Isabella, and Max Coblenz, advocate and Queen's Counsel 484 McGill Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Domco Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5165 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o

2848-67

A. N. Durocher inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Norman Durocher, André Durocher, both businessmen, of 1581 Verchères, Jacques-Cartier, and Jocelyne Desrochers, secretary, fille majeure, 7 Daniel, Saint-Luc, county of Saint John's, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in and maintain all kinds of electrical apparatus and appliances, under the name of "A. N. Durocher inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1581 Verchères, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2404-67

L'Écho des Iles

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Eudes Decelles, teacher, 14 Monaghan, Jean-Paul Gagnon, accountant, 780 Giasson, and Yvon Paquet, clerk, 188 Smith, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To group together those who wish to cooperate in the broadcasting of beautiful choral music, under the name of "L'Écho des Iles".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est 700, avenue Laure, Sept-Iles, district judiciaire de Haute-riev.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2946-67

Les Éditions du Bélier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Albert Boulanger, 3820, boulevard St-Joseph, Joseph Morrisette, 7336, rue St-Hubert, tous deux de Montréal, et J.-Henri Quintal, 7100, Michelet, 303, Saint-Léonard, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'éditeurs et agents de publicité, sous le nom de « Les Éditions du Bélier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2923-67

Fonbec Itée

(Libre de responsabilité personnelle)

Fonbec Ltd.

(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Raymond Crevier, 497, chemin Côte Ste-Catherine, Outremont, Michel-A. Gagnon, 939, Côte Vertu, Jacques Laurent, 195, Marcotte, tous deux de Saint-Laurent, Claude Fontaine, 616, rue Victoria, Saint-Lambert et Paul Fortin, 2189, rue Stanley, Montréal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minéraux, sous le nom de « Fonbec Itée » (Libre de responsabilité personnelle) — « Fonbec Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires de la valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2997-67

Frontenac Accomodations Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Grace Blackett, 5622, Sherbrooke, Delphine Matthew, 3455, rue Aylmer, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, et Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Frontenac Accomodations Ltd. », avec un capital

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at 700 Laure Ave., Sept-Iles, judicial district of Haute-riev.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20753

2946-67

Les Éditions du Bélier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Boulanger, 3820 St. Joseph Boulevard, Joseph Morrisette, 7336 St. Hubert Street, both of Montreal, and J.-Henri Quintal, 7100 Michelet, 303, Saint-Léonard, all three executive, for the following purposes:

To carry on business as publishers and advertising agents, under the name of "Les Éditions du Bélier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-0

2923-67

Fonbec Itée

(Libre de responsabilité personnelle)

Fonbec Ltd.

(No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Crevier, 497 Côte Ste-Catherine Road, Outremont, Michel-A. Gagnon, 939 Côte Vertu, Jacques Laurent, 195 Marcotte, both of Saint-Laurent, Claude Fontaine, 616 Victoria St. Saint-Lambert, and Paul Fortin, 3489 Stanley St., Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To carry out explorations or research to discover mines and minerals, under the name of "Fonbec Itée" (Libre de responsabilité personnelle) — "Fonbec Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2997-67

Frontenac Accomodations Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Grace Blackett, 5622 Sherbrooke, Delphine Matthew, 3455 Aylmer Street, both secretaries, filles majeures, of Montreal, and Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Frontenac Accomodations Ltd.", with a total

total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2943-67

Gaby Corset Shoppe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Émilien Vallée, avocat, 545, Townshend, Saint-Lambert, Guy Lavigne, assistant gérant d'assurance, 513, 88e avenue, Laval, et Raoul LeGoueff, gérant d'assurance, 7455, Mulberry, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et magasins de vêtements de base, sous-vêtements, robes ou autres vêtements pour dames, sous le nom de « Gaby Corset Shoppe Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1441, chemin Chambly, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2978-67

Les Gicleurs Acme Itée Acme Sprinklers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1967, constituant en corporation: Georges Péloquin, 678, Abbé Primeau, Jean-Marie Péloquin, 133, de Montbrun, tous deux poseurs de gicleurs, et Denise Laporte, gouvernante, fille majeure, 426, Marie-Victorin, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, en chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Les Gicleurs Acme Itée — Acme Sprinklers Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 678, Abbé Primeau, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2591-67

Gi-Mont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1967, constituant en corporation: Paul Giguère, gérant, Martina Mailloux, ménagère, épouse dudit Paul Giguère, tous deux de 2580, rue Lapointe, Sainte-Foy, Gilles Montminy, industriel, et Camille Lemieux, ménagère, épouse dudit Gilles Montminy, ces deux derniers de 115, rue Cook, Neufchâtel, pour les objets suivants:

La réparation, l'amélioration et l'entretien de bâtisses publiques ou privées, sous le nom de

capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o

2943-67

Gaby Corset Shoppe Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émilien Vallée, lawyer, 545 Townshend, Saint-Lambert, Guy Lavigne, assistant insurance manager, 513, 88th Avenue, Laval, and Raoul LeGoueff, insurance manager, 7455 Mulberry, Montreal, for the following purposes:

To operate foundation garment, underwear, dress or other clothing for women shops and stores, under the name of "Gaby Corset Shoppe Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1441 Chambly Road, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2978-67

Les Gicleurs Acme Itée Acme Sprinklers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Péloquin, 678 Abbé Primeau, Jean-Marie Péloquin, 133 de Montbrun, both sprinkler installers, and Denise Laporte, governess, fille majeure, 426 Marie-Victorin, all three of Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Les Gicleurs Acme Itée — Acme Sprinklers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 678 Abbé Primeau, Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2591-67

Gi-Mont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Giguère, manager, Martina Mailloux, housewife, wife of said Paul Giguère, both of 2580 Lapointe Street, Sainte-Foy, Gilles Montminy, industrialist, and Camille Lemieux, housewife, wife of said Gilles Montminy, the latter two of 115 Cook Street, Neufchâtel, for the following purposes:

The reparation, improvement and maintenance of public or private buildings, under the name of

« Gi-Mont inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 20, rue St-Jean est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2917-67

Raymond Girard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Raymond Girard, industriel, Marie-José Bouchard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Girard, et André Bouchard, industriel, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Raymond Girard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2918-67

Goldmark Hosiery Mfg. Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal Ouest, Harvey Cooperstone, 1448, Beverly Crescent, Laval, tous deux avocats, Francine Végiard, 3465, Hutchison, Montréal, et Jovitte Dmuchalsky, 581, Ladouceur, Laval, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de marchandises, articles et produits de toute sorte et de toute description, sous le nom de « Goldmark Hosiery Mfg. Co. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune, 10,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2823-67

Golf Site Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Émile Asselin, fils, courtier de bourse, Judy Asselin, tous deux de 40, Emlwood, Outremont, et Danielle Bertrand, 1229, Mont-Royal, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Golf Site Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

« Gi-Mont inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 20 St-Jean Street East, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2917-67

Raymond Girard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Girard, industrialist, Marie-José Bouchard, housewife, wife separate as to property of said Raymond Girard, and André Bouchard, industrialist, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on business as constructors and building contractors, under the name of « Raymond Girard inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2918-67

Goldmark Hosiery Mfg. Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, Harvey Cooperstone, 1448 Beverly Crescent, Laval, both advocates, Francine Végiard, 3465 Hutchison, Montreal, and Jovitte Dmuchalsky, 581 Ladouceur, Laval, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of every kind and description, under the name of « Goldmark Hosiery Mfg. Co. Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 class « A » shares of \$1 each, 10,000 class « B » shares of \$1 each and 15,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-0

2823-67

Golf Site Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émile Asselin, junior, stock broker, Judy Asselin, both of 40 Emlwood, Outremont, and Danielle Bertrand, 1229 Mont-Royal, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of « Golf Site Construction Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à 680,0 ouest, boulevard Gouin, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753 2970-67

Nap. Gosselin & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1967, constituant en corporation: Arthur Gosselin, entrepreneur, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Napoléon Gosselin, rentier, 552, Bayard, et Jean-Marc Gignac, contrôleur, 553, St-Sauveur, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en électricité, plomberie, chauffage, et en réfrigération, sous le nom de « Nap. Gosselin & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-0 2927-67

Les Habitations Duchesne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Madeleine Mailloux, secrétaire, fille majeure, 2403, rue Sheppard, Marguerite Gagnon, ménagère, fille majeure, 4130, rue Debullion, et Guy Rousseau, administrateur, 5274, 9e avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Habitations Duchesne inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-0 3044-67

Jean Guy Hazel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1967, constituant en corporation: Jean Guy Hazel, commerçant, Lise Lefebvre, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Guy Hazel, et dument autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 3345, boulevard Tracy, Laval, et Fernand Morissette, mécanicien, 5917, rue Iberville, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce et la réparation de véhicules automobiles, sous le nom de « Jean Guy Hazel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-0 2921-67

The head office of the company is at 6800 Gouin Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753-0 2970-67

Nap. Gosselin & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Gosselin, contractor, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Napoléon Gosselin, annuitant, 552 Bayard, and Jean-Marc Gignac, comptroller, 553 St-Sauveur, the two latter of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as electrical, plumbing, heating and refrigerating contractors, under the name of "Nap. Gosselin & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753 2927-67

Les Habitations Duchesne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Madeleine Mailloux, secretary, fille majeure, 2403 Sheppard Street, Marguerite Gagnon, housewife, fille majeure, 4130 Debullion Street, and Guy Rousseau, administrator, 5274, 9th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Habitations Duchesne inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753 3044-67

Jean Guy Hazel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Guy Hazel, merchant, Lise Lefebvre, housewife, wife separate as to property of the said Jean Guy Hazel, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 3345 Tracy Boulevard, Laval, and Fernand Morissette, mechanic, 5917 Iberville Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to repair motor vehicles, under the name of "Jean Guy Hazel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753 2921-67

Institut de Beauté Thérèse Lorange inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Louis Lacourse, comptable agréé, Marielle Nicole, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis Lacourse, tous deux de 900, rue Boissy, Saint-Lambert, et Monique Jolicoeur, secrétaire, fille majeure, 571, rue Guizot est, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des instituts de beauté, des centres d'études esthétiques, des salons de coiffure et des instituts de culture physique pour hommes et pour dames, sous le nom de « Institut de Beauté Thérèse Lorange inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune, 150 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2652-67

La jeune Chambre de Charlesbourg inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: André Boulet, gérant, 7930, 10^e avenue est, Charlesbourg, Georges Tremblay, assistant-gérant, 575, 79^e rue est, Charlesbourg, et Jacques Genois, professeur, 7770, avenue Paul-Comtois, app. 8, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Susciter chez les jeunes hommes d'affaires et les professionnels un intérêt plus marqué pour la chose publique en préparant les membres à mieux remplir leur devoir de citoyen, sous le nom de « La jeune Chambre de Charlesbourg inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2969-67

Kiamika Investments Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Roland Matte, protonotaire de la Cour Supérieure, Mont-Laurier, Dennis Gaerey, courtier en immeubles, 8634, des Rapides, Edward J. White, entrepreneur général, 728, 16^e avenue, tous deux de LaSalle, Clément Sheppard, entrepreneur général, Saint-Isidore, comté de Laprairie, et Jean-Guy Borduas, plombier, 9174, Notre-Dame est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Kiamika Investments Co. Ltd. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Institut de Beauté Thérèse Lorange inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Lacourse, chartered accountant, Marielle Nicole, housewife, wife separate as to property of said Louis Lacourse, both of 900 Boissy Street, Saint-Lambert, and Monique Jolicoeur, secretary, fille majeure, 571 Guizot Street East, Montreal, for the following purposes:

To operate beauty institutes, aesthetic study centers, hairdressing parlors and physical training institutes for men and women, under the name of "Institut de Beauté Thérèse Lorange inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each, 150 preferred class "A" shares of \$100 each and into 200 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2652-67

La jeune Chambre de Charlesbourg inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: André Boulet, manager, 7930, 10th Avenue East, Charlesbourg, Georges Tremblay, assistant-manager, 575, 79th Street East, Charlesbourg, and Jacques Genois, professor, 7770 Paul-Comtois Avenue, Apt. 8, Charlesbourg, for the following purposes:

To raise within young businessmen and professionals greater interest in public affairs by preparing the members to better fulfil their duty as citizens, under the name of "La jeune Chambre de Charlesbourg inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Charlesbourg, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2969-67

Kiamika Investments Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Matte, prothonotary of the Superior Court, Mont-Laurier, Dennis Gaerey, real estate broker, 8634 des Rapides, Edward J. White, general contractor, 728, 16th Ave., both of LaSalle, Clément Sheppard, general contractor, Saint-Isidore, county of Laprairie, and Jean-Guy Borduas, plumber, 9174 Notre-Dame East, Montreal, for the following:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Kiamika Investments Co. Ltd.", with a capital stock divided into 100 common shares of no nominal value and 3,500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2335-67

Komac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Henri Morin, industriel, Agathe Vachon, ménagère, épouse dudit Henri Morin, tous deux de Saint-Georges, comté de Beauce, Henri Poulin, industriel, et Marguerite Bernard, ménagère, épouse dudit Henri Poulin, ces deux derniers de Saint-Georges-Est, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de «Komac inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2711-67

Lafrenière & Labelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Georges Lafrenière, 1410, des Alouettes, Saint-Bruno-de-Montarville, Michel Labelle, 5212, Se avenue, tous deux courtiers en assurances, Jean-Marie Lafrenière, soudeur, 4200, Radisson, et Rolland Labelle, commis de bureau, 1612, Camille-Paquet, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurances, sous le nom de «Lafrenière & Labelle inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lemoyne, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2936-67

Lapierre (Fabre) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Marcel Cinq-Mars, avocat, 144, rue Saguenay, Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e rue, tous deux de Noranda, et Julieanne Pilon, secrétaire, fille majeure, 169, rue Latulipe ouest, Rouyn, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de «Lapierre (Fabre) inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Edward-de-Fabre, district judiciaire de Témiscamingue.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2730-67

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2335-67

Komac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Morin, industrialist, Agathe Vachon, housewife, wife of the said Henri Morin, both of Saint-Georges, county of Beauce, Henri Poulin, industrialist, and Marguerite Bernard, housewife, wife of the said Henri Poulin, the two latter of Saint-Georges-East, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Komac inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, county of Beauce, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2711-67

Lafrenière & Labelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Lafrenière, 1410 des Alouettes, Saint-Bruno-de-Montarville, Michel Labelle, 5212, 8th Ave., both insurance brokers, Jean-Marie Lafrenière, welder, 4200 Radisson, and Rolland Labelle, office clerk, 1612 Camille-Paquet, the three latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Lafrenière & Labelle inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Lemoyne, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2936-67

Lapierre (Fabre) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Cinq-Mars, advocate, 144 Saguenay Street, Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th Street, both of Noranda, and Julieanne Pilon, secretary, fille majeure, 169 Latulipe Street, West, Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, under the name of "Lapierre (Fabre) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Edward-de-Fabre, judicial district of Temiscamingue.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2730-67

Longue Pointe Greenhouses Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de juin 1967, constituant en corporation: J.-V.-Bernard Boudrias, 1307, Brochu, Guy-F. Gervais, 1195, Quenneville, tous deux avocats, de Saint-Laurent, et Liliane Thériault, secrétaire, épouse séparée de biens de Marc Thériault, 7278, 2^e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les opérations de fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs et améliorateurs de graines, sous le nom de « Longue Pointe Greenhouses Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2821, avenue Haig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2766-67

H. Marcotte (1967) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Lise Marsolais, secrétaire, fille majeure, 2577, rue Arcand, Montréal, André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, et Lionel-H. Benoit, comptable agréé, 166, de Bretagne, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « H. Marcotte (1967) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8347, 10^e avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2884-67

Martel autobus inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Antoine Martel, propriétaire d'autobus, Rita Poulin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Antoine Martel, tous deux de Beauceville-Est et Louisda Poulin, rentier, Beauceville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Martel autobus inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-0

2728-67

Roger Massicotte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Longue Pointe Greenhouses Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-V.-Bernard Boudrias, 1307 Brochu, Guy-F. Gervais, 1195 Quenneville, both lawyers, of Saint-Laurent, and Liliane Thériault, secretary, wife separate as to property of Marc Thériault, 7278, 2nd Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on the business and operations of florists, nurserymen and seed-growers and developers, under the name of "Longue Pointe Greenhouses Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2821 Haig Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province

20753-0

2766-67

H. Marcotte (1967) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lise Marsolais, secretary, fille majeure, 2577 Arcand St., Montreal, André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, and Lionel-H. Benoit, chartered accountant, 166 de Bretagne, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "H. Marcotte (1967) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 8347, 10th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province

20753

2884-67

Martel autobus inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antoine Martel, autobus proprietor, Rita Poulin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Antoine Martel, both of Beauceville-East, and Louisda Poulin, annuitant, Beauceville, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Martel autobus inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Beauceville-East, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province

20753

2728-67

Roger Massicotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the

patentes, en date du 4e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Roger Massicotte, représentant, Ghislaine D. Massicotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Massicotte, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 5264, Jules-Fournier, Montréal-Nord, et Eugène Massicotte, commis, 1940, Baillargeon, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Roger Massicotte inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

1308-67

Mec-Paco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Aurèle Courcelles, entrepreneur, Rose-Éva Morin, ménagère, épouse commune en biens dudit Aurèle Courcelles, tous deux de 425, 16e avenue, Saint-Antoine-des-Laurentides, et Denis Pagé, cultivateur, Ferme-Neuve, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peintures, polis et enduits, enduits colorants, couleurs, vernis, laques, produits chimiques, matériaux pour nettoyer ou assurer l'étanchéité ainsi que tous les ingrédients et leurs produits et les matières qui s'y rapportent, sous le nom de « Mec-Paco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 425, 16e avenue, Saint-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2865-67

Merit Building Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1967, constituant en corporation: Asher Kahn, 489, chemin Dufferin, Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, tous deux avocats, et Julia Bean, secrétaire, célibataire, 7873, Birnam, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Merit Building Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2920-67

Meubles Marin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Patricia Bernier, secrétaire, épouse séparée de corps et de biens de

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Massicotte, representative, Ghislaine D. Massicotte, housewife, wife contractually separate as to property of said Roger Massicotte, and duly authorized by him for the presents, both of 5264 Jules-Fournier, Montreal-North, and Eugène Massicotte, clerk, 1940 Baillargeon, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Roger Massicotte inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

1308-67

Mec-Paco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aurèle Courcelles, contractor, Rose-Éva Morin, housewife, wife common as to property of said Aurèle Courcelles, both of 425, 16th Avenue, Saint-Antoine-des-Laurentides, and Denis Pagé, farmer, Ferme-Neuve, for the following purposes:

To deal in paints, polishes and coatings, colouring coatings, colours, varnishes, lacquers, chemical products, materials to clean or to assure tightness as well as all the ingredients and their products and materials related thereto, under the name of "Mec-Paco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 425, 16th avenue, Saint-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2865-67

Merit Building Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Asher Kahn, 489 Dufferin Road, Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, both advocates, and Julia Bean, secretary, spinster, 7873 Birnam, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Merit Building Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o

2920-67

Meubles Marin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Patricia Bernier, secretary, wife separate as to bed and board of Jean-Paul Nault,

Jean-Paul Nault, Urgel Marin, commerçant, et Jeanne Jalbert, secrétaire, fille majeure, tous trois de Murdochville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles de tout genre, sous le nom de « Meubles Marin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Murdochville, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

1826-67

Urgel Marin, trader, and Jeanne Jalbert, secretary, fille majeure, all three of Murdochville, for the following purposes:

To deal in furniture of all kinds, under the name of "Meubles Marin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Murdochville, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

1826-67

Mont Gabriel Curling Club

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de corriger les lettres patentes de la corporation « Mont-Gabriel Curling Club », en date du 30 mai 1967, de la manière suivante: 1) partout où apparaissait le nom « Mont-Gabriel », le trait d'union a été enlevé, de manière que tel nom se lise « Mont Gabriel »; 2) en remplaçant le nom « Morin Heights », donné comme adresse de M. Raymond Waleau, par celui de « Christieville ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

1374-65 — 2405/67

Mont Gabriel Curling Club

Notice is given that in virtue of the Companies Act, the Lieutenant-Governor has been pleased to correct the letters patent of the corporation « Mont-Gabriel Curling Club », dated May 30, 1967, in the following manner: (1) every where the name "Mont-Gabriel" appeared, the hyphen has been removed, so that such name may read "Mont Gabriel"; (2) in replacing the name "Morin Heights", given as Mr. Raymond Waleau's address, by that of "Christieville".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

1374-65 — 2405-67

Norib inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Raymond Leboeuf, 6280, Northcrest, app. 818, Maurice Forest, 5620, avenue Decelles, app. 22, tous deux de Montréal, et Hugues Ferron, 2450, Athlone, Mount Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de portefeuille et de gestion, sous le nom de « Norib inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune, 2,995 actions privilégiées « A » de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2814-67

Norib inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Leboeuf, 6280 Northcrest, Apt. 818, Maurice Forest, 5620 Decelles Avenue, Apt. 22, both of Montreal, and Hugues Ferron, 2450 Athlone, Mount Royal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as an investment, holding and management company, under the name of "Norib inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 100 common shares of \$1 each, 2,995 preferred "A" shares of \$100 each and into 400 preferred "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2814-67

Occidental Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Monroe Abbey, 519, avenue Clarke, Westmount, Max Slapack, 5562, Glencrest, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Monroe Charlap, avocat, 2990, Soissons, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de mise en valeur et de portefeuille, sous le nom de « Occidental Development Co. Ltd. », avec un capital-actions divisé en 32,000 actions catégorie « A » sans valeur au pair et 8,000 actions catégorie « B » sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2922-67

Occidental Development Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Monroe Abbey, 519 Clarke Avenue, Westmount, Max Slapack, 5562 Glencrest, both advocates and Queen's Counsels, and Monroe Charlap, advocate, 2990 Soissons, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a development and holding company, under the name of "Occidental Development Co. Ltd.", with a capital stock divided into 32,000 class "A" shares having no par value and 8,000 class "B" shares having no par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o

2922-67

P. L. Imports Inc.
Les Importations P. L. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Antoine Paré, 1115, Sherbrooke ouest, John Archambault, 5724, Deom, tous deux de Montréal, et Pothier Ferland, 735, Wilder, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de «P. L. Imports Inc.—Les Importations P. L. inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2932-67

P. L. Imports Inc.
Les Importations P. L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antoine Paré, 1115 Sherbrooke St. West, John Archambault, 5724 Deom, both of Montreal, and Pothier Ferland, 735 Wilder, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "P. L. Imports Inc.—Les Importations P. L. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753

2932-67

Panorama Publishing Inc.
Les Publications Panorama inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Montréal, Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, Gilles Poulin, 1270, Queenville, app. 307, Saint-Laurent, tous trois avocats, et Dionysia Zerbisias, avocate, oélibataire, 5525, avenue Westbourne, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, sous le nom de «Panorama Publishing Inc.—Les Publications Panorama inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753

3006-67

Panorama Publishing Inc.
Les Publications Panorama inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Montreal, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Gilles Poulin, 1270 Queenville, Apt. 307, Saint-Laurent, all three advocates, and Dionysia Zerbisias, advocate, spinster, 5525 Westbourne Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Panorama Publishing Inc.—Les Publications Panorama inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753-o

3006-67

Pâtisserie Du Bois inc.
Du Bois Pastry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Albert Du Bois, pâtissier, Marcelle Jarry, ménagère, épouse dudit Albert Du Bois, tous deux de 6105, De Vinay, Montréal, et Hélène Du Bois, ménagère, épouse de Paul James Deslauriers, 55, Brownlow, app. 901, Toronto, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs, charcutiers et fabricants de biscuits, de pâtisserie et de chocolat, sous le nom de «Pâtisserie Du Bois inc.—Du Bois Pastry Inc.», avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4887, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2587-67

Pâtisserie Du Bois inc.
Du Bois Pastry Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Du Bois, pastry-cook, Marcelle Jarry, housewife, wife of said Albert Du Bois, both of 6105 De Vinay, Montreal, and Hélène Du Bois, housewife, wife of Paul James Deslauriers, 55 Brownlow, apt. 901, Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners, pork-butcherers and biscuit, pastry, chocolate manufacturers, under the name of "Pâtisserie Du Bois inc.—Du Bois Pastry Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4887 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753

2587-67

J. Piché et fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: René Piché, 24, boulevard Talbot, Laval, Téléphore Piché, 9763, Chambard, Montréal, tous deux serruriers, et Julien Plouffe, avocat, 11605, rue Lépine, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs serruriers dans toutes ses spécialités, sous le nom de « J. Piché et fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5564, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

724-67

Place Longchamps inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Monroe Abbey, 519, avenue Clarke, Westmount, Max Slapack, 5562, Glencrest, Côte Saint-Luc, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Arthur Shulman, avocat, 42, chemin Finchley, Hampstead, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de stationnement pour roulottes et autres véhicules automobiles et exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Place Longchamps inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Louis-de-Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2986-67

Les Placements Belaco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Serge Bélanger, commerçant, Andrée Bélanger, ménagère, épouse séparée de biens dudit Serge Bélanger, tous deux de 7200, Denoue, Saint-Léonard, et Georges Labelle, commerçant, 452, Bellevue, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Belaco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7200, Denoue, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

5332-67

Les Placements Desrochers inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

J. Piché et fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Piché, 24 Talbot Boulevard, Laval, Téléphore Piché, 9763 Chambard, Montreal, both locksmiths, and Julien Plouffe, advocate, 11605 Lépine Street, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business as locksmiths contractors in all its branches, under the name of "J. Piché et fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5564 St-Laurent Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

724-67

Place Longchamps inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Monroe Abbey, 519 Clarke Avenue, Westmount, Max Slapack, 5562 Glencrest, Côte Saint-Luc, both advocates and Queen's Counsels, and Arthur Shulman, advocate, 42 Finchley Road, Hampstead, for the following purposes:

To operate parking grounds for trailers and other motor vehicles and to carry on the business of an investment company, under the name of "Place Longchamps inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Louis-de-Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o

2986-67

Les Placements Belaco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Bélanger, trader, Andrée Bélanger, housewife, wife separate as to property of said Serge Bélanger, both of 7200 Denoue, Saint-Léonard, and Georges Labelle, trader, 452 Bellevue, Saint-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Belaco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 7200 Denoue, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

5332-67

Les Placements Desrochers inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1967, have been issued

patentes, en date du 29e jour de juin 1967, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Desrochers, inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 735 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 146, rue de Lanaudière, Saint-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2797-67

**Prêts Medico inc.
Medico Loans Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Gisèle Lemaire, diététicienne, épouse d'André Rouleau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 891, Boissy, Saint-Lambert, Jean-Paul Rouleau, comptable, 240, Pigeon, Beloeil, et Florence Bouthiller, secrétaire, veuve, 8776, Henri-Julien, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent, sous le nom de « Prêts Medico inc.—Medico Loans Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2961-67

Productions Roger Pilon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Roger Pilon, Havre des Iles, Pavillon B, app. T4, Raymond Berthiaume, 14, Terrasse Paquin, tous deux de Laval, et Roger Simard, 11274, rue Hébert, Montréal Nord, tous trois musiciens, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes de musique en feuille, disques et publications de musique, sous le nom de « Productions Roger Pilon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

2962-67

Les Produits Claudette limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1967,

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 1, Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, fille majeure, 7283 Berri Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Placements Desrochers inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 50 common shares of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 735 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 146 de Lanaudière Street, Saint-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2797-67

**Prêts Medico inc.
Medico Loans Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gisèle Lemaire, dietetician, wife of André Rouleau, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 891 Boissy, Saint-Lambert, Jean-Paul Rouleau, accountant, 240 Pigeon, Beloeil, and Florence Bouthiller, secretary, widow, 8776 Henri-Julien, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as money lender, under the name of "Prêts Medico inc.—Medico Loans Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2961-67

Productions Roger Pilon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Pilon, Havre des Iles, Pavillon B, Apt. T4, Raymond Berthiaume, 14 Terrasse Paquin, both of Laval, and Roger Simard, 11274 Hébert Street, Montreal North, all three musicians, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of sheet music, records and music publications, under the name of "Productions Roger Pilon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o

2962-67

Les Produits Claudette limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Roland Beaupré, gérant, Roger Beaupré, vendeur, tous deux de 82, avenue Pacifique, Laval, et William Gauvin, docteur en chimie, 7, Harrow Place, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce du savon et de ses produits, des parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Les Produits Claudette limitée », avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 83, avenue Legrand, Laval, district judiciaire de Montréal.
Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2869-67

Produits laitiers Crête de la Mauricie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Marc Bourgeois, 4050, Jauron, Gilles Bertrand, 5640, Decelles, Jean-Claude Pothier, 7171, Sagard, tous quatre de Montréal, Jean Lefrançois, 51, Roosevelt, Mont-Royal, Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, Jacques Ducros, 2, Elmview, Dollard-des-Ormeaux, tous sept avocats, Henriette Laforest, 2139, Nicolet, et Jacqueline Thibaudau, 9415 Basile-Routhier, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de lait industriel, sous le nom de « Produits laitiers Crête de la Mauricie inc. », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale, 50,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 50,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2879-67

Les Projets C. Levesque inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Clément Levesque, homme d'affaires, 28, rue Lusignan, Roger Racicot, comptable agréé, 29, rue de l'Église, et Pierre Beaumont, comptable, 6, rue Lusignan, tous trois de l'Épiphanie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Projets C. Levesque inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 28, rue Lusignan, l'Épiphanie, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

3020-67

porating: Roland Beaupré, manager, Roger Beaupré, salesman, both of 82 Pacific Avenue, Laval, and William Gauvin, doctor of chemistry, 7 Harrow Place, Beaconsfield, for the following purposes:

To deal in soap and its by-products, perfumes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Les Produits Claudette limitée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 83 Legrand Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2869-67

Produits laitiers Crête de la Mauricie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Marc Bourgeois, 4050 Jauron, Gilles Bertrand, 5640 Decelles, Jean-Claude Pothier, 7171 Sagard, all four of Montreal, Jean Lefrançois, 51 Roosevelt, Mount-Royal, Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount-Royal, Jacques Ducros, 2 Elmview, Dollard-des-Ormeaux, all seven advocates, Henriette Laforest, 2139 Nicolet, and Jacqueline Thibaudau, 9415 Basile-Routhier, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To operate an industrial milk enterprise, under the name of "Produits laitiers Crête de la Mauricie inc.", with a capital stock divided into 100,000 common shares of no nominal value, 50,000 class "A" shares of a par value of \$10 each and 50,000 class "B" shares of a par value of \$20 each.

The head office of the company is at Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

2879-67

Les Projets C. Levesque inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clément Levesque, businessman, 28 Lusignan Street, Roger Racicot, chartered accountant, 29 de l'Église Street, and Pierre Beaumont, accountant, 6 Lusignan Street, all three of l'Épiphanie, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Projets C. Levesque inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 28 Lusignan Street, l'Épiphanie, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

3020-67

R & B Auto-Lave inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Émilien Vallée, avocat, 545, Townshend, Saint-Lambert, Guy Lavigne, assistant gérant d'assurance, 513, 88e avenue, Laval, et Raoul LeGoueff, gérant d'assurance, 7455, Mulberry, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer une entreprise et machines automatiques pour faire le lavage d'automobiles et véhicules de toutes sortes ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « R & B Auto-Lave inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 33, boulevard St-Joseph, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2972-67

Raymond auto (Matane) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1967, constituant en corporation: Gérard Raymond, André Raymond, tous deux garagistes, et Jean-Claude Raymond, comptable, tous trois de 184, Fraser, Matane, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Raymond auto (Matane) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2545-67

Révélation de la Future Ménagère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juin 1967, constituant en corporation: Normand Cardin, administrateur, 6517, St-Denis, Marcel Larouche, gérant de ventes, 6530, St-Denis, et Claudette Raymond, secrétaire, fille majeure, 561, boulevard Crémazie est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « Révélation de la Future Ménagère inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2579-67

Rhéault & Brouillard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

R & B Auto-Lave inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émilien Vallée, lawyer, 545 Townshend, Saint-Lambert, Guy Lavigne, assistant insurance manager, 513, 88th Avenue, Laval, and Raoul LeGoueff, insurance manager, 7455 Mulberry, Montreal, for the following purposes:

To operate and direct an enterprise and automatic machines to wash automobiles and vehicles of all kinds as well as their parts and accessories, under the name of "R & B Auto-Lave inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 33 St-Joseph Boulevard, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753

2972-67

Raymond auto (Matane) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Raymond, André Raymond, both garage keepers, and Jean-Claude Raymond, accountant, all three of 184 Fraser, Matane, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Raymond auto (Matane) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Matane, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753

2545-67

Révélation de la Future Ménagère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Cardin, administrator, 6517 St-Denis, Marcel Larouche, sales manager, 6530 St-Denis, and Claudette Raymond, secretary, fille majeure, 561 Crémazie Blvd. East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in glass and all its products and by-products, under the name of "Révélation de la Future Ménagère inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753

2579-67

Rhéault & Brouillard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1967, have been issued by the

patentes, en date du 10^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: René Beaudry, 235, boulevard Desaulniers, Saint-Lambert, Gaston Nadeau, 8105, Jean-Nicolet, Saint-Léonard, et Yves Bertrand, 3177, rue Lacombe, app. 3, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Rhéault & Brouillard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2980-67

Noel Rheault Esso Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 1458, Bennett, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce et la réparation de toutes sortes de véhicules, sous le nom de « Noel Rheault Esso Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

3008-67

Jean Ruffo Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jean Ruffo, administrateur, Nicole Clément, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Ruffo, tous deux de 10, Côte Vertu, Saint-Laurent, et Albert Labrèche, notaire, 276, 32^e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Exploiter des propriétés pour fins de revenus, sous le nom de « Jean Ruffo Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7455, boulevard Montréal-Toronto, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2981-67

Sabern Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Baruch Pollack, 6085, De Vimy, Aaron Pollack, 900, Rockland, tous deux de Montréal, Isidore Greenbaum, 615, Westluxe, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, et Joyce Isaac, secrétaire, célibataire, 955, Plymouth, Mont Royal, pour les objets suivants:

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Beaudry, 235 Desaulniers Boulevard, Saint-Lambert, Gaston Nadeau, 8105 Jean-Nicolet, Saint-Léonard, and Yves Bertrand, 3177 Lacombe Street, apt. 3, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Rhéault & Brouillard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20753

2980-67

Noel Rheault Esso Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, both of Laval, and Jacques Mochon, 1458 Bennett, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in vehicle repairs of all kinds, under the name of "Noel Rheault Esso Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20753

3008-67

Jean Ruffo Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Ruffo, administrator, Nicole Clément, housewife, wife separate as to property of the said Jean Ruffo, both of 10 Côte Vertu, Saint-Laurent, and Albert Labrèche, notary, 276, 32nd Ave., Lachine, for the following purposes:

To exploit properties for income purposes, under the name of "Jean Ruffo Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, 100 preferred class "A" shares of \$100 each and 100 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at 7455 Montreal-Toronto Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20753

2981-67

Sabern Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Baruch Pollack, 6085 De Vimy, Aaron Pollack, 900 Rockland, both of Montreal, Isidore Greenbaum, 615 Westluxe, Côte Saint-Luc, all three advocates, and Joyce Isaac, secretary, spinster, 955 Plymouth, Mount Royal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, construction et placement, sous le nom de « Sabern Ltd. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753 2825-67

Sobela inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Thérèse Verville, 6073, Waverly, Marguerite Tennier, 878, Lagauchetière est, et Marie Leclerc, 6125, 18^e avenue, toutes trois secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Sobela inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 5,040 actions ordinaires de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 484,960 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-0 2601-67

**Société d'Entraide Québec-Haïti
Quebec-Haïti Mutual Aid Society**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de juin 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-A. Belleau, comptable, 779, Ste-Claire, Gilles Frenette, travailleur social, 345, St-Sauveur, tous deux de Québec, et André Desmarty, agronome, Place Abbé Pierre, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui s'occupent de relations canado-haïtiennes, sous le nom de « Société d'Entraide Québec-Haïti — Quebec-Haïti Mutual Aid Society ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-0 2903-67

**Société d'Évaluation du Québec inc.
Society of Appraisal of Quebec Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jacques Guérin, 193, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Bernard Taillefer, 5595, rue Marcel-Monette, Montréal-Nord, et André Brunet, 3565, rue Lagarde, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de « Société d'Évaluation du Québec inc. — Society of Appraisal of Quebec Inc. », avec un capital total de \$40,000,

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Sabern Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753-0 2825-67

Sobela inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thérèse Verville, 6073 Waverley, Marguerite Tennier, 878 Lagauchetière East, and Marie Leclerc, 6125, 18th Avenue, all three secretaries, filles majeures and using their rights, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Sobela inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 5,040 common shares of \$1 each, 10,000 preferred class "A" shares of \$1 each and into 484,960 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753 2601-67

**Société d'Entraide Québec-Haïti
Quebec-Haïti Mutual Aid Society**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Joseph-A. Belleau, accountant, 779 Ste-Claire, Gilles Frenette, social worker, 345 St-Sauveur, both of Quebec, and André Desmarty, agronomist, Place Abbé Pierre, Charlesbourg, for the following purposes:

To group those interested in Canado-Haitian relations, under the name of "Société d'Entraide Québec-Haïti — Quebec-Haïti Mutual Aid Society".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753 2903-67

**Société d'Évaluation du Québec inc.
Society of Appraisal of Quebec Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Guérin, 193 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Bernard Taillefer, 5595 Marcel-Monette Street, Montreal-North, and André Brunet, 3565 Lagarde Street, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To appraise, estimate, value all kinds of properties, real estate and developments, under the name of "Société d'Évaluation du Québec inc. — Society of Appraisal of Quebec Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000

divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Adolphe-d'Howard, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

1939-67

T. L. construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Thomas Laframboise, entrepreneur, 589, rue Laframboise, Jean-Marie Bertrand, comptable, 596, rue Eddy, et Gérard Charron, avocat, 800, rue Principale, tous trois de Buckingham, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de «T. L. construction inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Buckingham, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2996-67

Telex Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Robert Tremblay, électricien, Marie-Paule Morneau, ménagère, épouse dudit Robert Tremblay, tous deux de 6384, St-Hubert, et Benoit Gonthier, avocat, 8521, rue St-Gérard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs électriciens et faire le commerce et la réparation de tous appareils électriques, sous le nom de «Telex Electric Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

2217-67

Armand Toupin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Armand Toupin, entrepreneur électricien, 45, Bellevue, Roger Thérioux, électricien, et Jeannine Allard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Thérioux, ces deux derniers de 43, Bellevue, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs électriciens et faire le commerce et la réparation de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de «Armand Toupin inc.», avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Adolphe-d'Howard, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753

1939-67

T. L. construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thomas Laframboise, contractor, 589 Laframboise Street, Jean-Marie Bertrand, accountant, 596 Eddy Street, and Gérard Charron, lawyer, 800 Principale Street, all three of Buckingham, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "T. L. construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Buckingham, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753

2996-67

Telex Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Tremblay, electrician, Marie-Paule Morneau, housewife, wife of the said Robert Tremblay, both of 6384 St-Hubert, and Benoit Gonthier, advocate, 8521 St-Gérard Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors and to deal in and repair all electrical apparatus, under the name of "Telex Electric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753

2217-67

Armand Toupin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Toupin, electrical contractor, 45 Bellevue, Roger Thérioux, electrician, and Jeannine Allard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roger Thérioux, the two latter of 43 Bellevue, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors, and to deal in and repair all kinds of electrical apparatus and appliances, under the name of "Armand Toupin inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$100 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-o 2957-67

Twenty-Nine Bellevue Avenue Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Michael Dennis, 681, avenue Grosvenor, David Terence Cingle, 561, avenue Lansdowne, et Graham Nesbitt, 250, avenue Clarke, tous trois avocats, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Twenty-Nine Bellevue Avenue Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753 2960-67

Les Vergers Deux-Montagnes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1967, constituant en corporation: René Brassard, pommiculteur, Marie-Ange Théorêt, ménagère, épouse dudit René Brassard, tous deux de 142, rue Principale, et Raymond Guindon, journaliste, 148, rue Principale, tous trois de Saint-Joseph-du-Lac, pour les objets suivants:

Faire affaires comme pommiculteurs et pépiniéristes, sous le nom de « Les Vergers Deux-Montagnes inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 142, rue Principale, Saint-Joseph-du-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-o 2776-67

Voyageurs T. P. M. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Clément Tremblay, L'Ascension, Valérien Pilote, Saint-Nazaire, et Edmour Maltais, Saint-Léon, tous trois propriétaires et chauffeurs d'autobus, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport et faire le commerce et la location de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Voyageurs T. P. M. inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Nazaire (Taché), district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753-o 2550-67

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753 2957-67

Twenty-Nine Bellevue Avenue Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Dennis, 681 Grosvenor Avenue, David Terence Cingle, 561 Lansdowne Avenue, and Graham Nesbitt, 250 Clarke Avenue, all three advocates, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Twenty-Nine Bellevue Avenue Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753-o 2960-67

Les Vergers Deux-Montagnes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Brassard, orchardist, Marie-Ange Théorêt, housewife, wife of the said René Brassard, both of 142 Main St., and Raymond Guindon, labourer, 148 Main St., all three of St-Joseph-du-Lac, for the following purposes:

To carry on business as orchardists and nurserymen, under the name of "Les Vergers Deux-Montagnes inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 142 Main St., Saint-Joseph-du-Lac, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753 2776-67

Voyageurs T. P. M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clément Tremblay, L'Ascension, Valérien Pilote, Saint-Nazaire, and Edmour Maltais, Saint-Léon, all three autobus owners and drivers, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, and to deal in and hire automobiles of all kinds, under the name of "Voyageurs T. P. M. inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Nazaire (Taché), judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753 2550-67

Lettres patentes supplémentaires**Supplementary Letters Patent****Arlen Mills Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27^e jour de juin 1967, à la compagnie « Arlen Mills Inc. », augmentant son capital de \$29,000 à \$100,000, le capital actions additionnel étant divisé en 71,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

4090-63 — 1379/93

Collinsville Industries inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19^e jour de juin 1967, à la compagnie « Collinsville Industries inc. », 1^o modifiant ses lettres patentes par l'annulation des restrictions quant au nombre des actionnaires et quant au transfert des actions de la compagnie; 2^o réduisant son capital de \$40,000 à \$10,000, par l'annulation de 300 actions privilégiées de \$100 chacune; 3^o augmentant son capital de \$10,000 à \$150,000, par la création de 10,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et de 130,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

12048-58 — 1378/109

Gaston Côté inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19^e jour de juin 1967, à la compagnie « Gaston Côté inc. », 1^o modifiant certaines dispositions des lettres patentes quant au nombre des actionnaires et au transfert des actions de la compagnie; 2^o réduisant son capital de \$140,000 à \$40,000, par l'annulation de 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune; 3^o augmentant son capital de \$40,000 à \$150,000 par la création de 10,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et de 100,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

12063-56 — 1378/111

Longueuil Meat Exporting Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11^e jour de mai 1967, à la compagnie « Longueuil Meat Exporting Company Limited », 1^o réduisant son capital de \$1,700,000 à \$525,507, par l'annulation de 1,174,493 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2^o augmentant son capital de \$525,507 à \$1,700,000, par la création de 1,174,493 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753

1148-27 — 1378/58

Arlen Mills Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Arlen Mills Inc.", increasing its capital from \$29,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 71,000 preferred shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o

4090-63 — 1379/93

Collinsville Industries inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Collinsville Industries inc.", 1. amending its letters patent by the annulment of restrictions as to the number of shareholders and as to the transfer of company shares; 2. reducing its capital from \$40,000 to \$10,000, by the annulment of 300 preferred shares of \$100 each; 3. increasing its capital from \$10,000 to \$150,000, by the creation of 10,000 preferred class "A" shares of \$1 each and of 130,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

12048-58 — 1378/109

Gaston Côté inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Gaston Côté inc.", 1. amending certain provisions of its letters patent as to the number of shareholders and as to the transfer of company shares; 2. reducing its capital from \$140,000 to \$40,000, by the annulment of 1,000 preferred shares of \$100 each; 3. increasing its capital from \$40,000, to \$150,000, by the creation of 10,000 preferred class "A" shares of \$1 each and into 100,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

12063-56 — 1378/111

Longueuil Meat Exporting Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Longueuil Meat Exporting Company Limited", 1. reducing its capital from \$1,700,000 to \$525,507, by the cancellation of 1,174,493 preferred shares of the par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$525,507 to \$1,700,000 by the creation of 1,174,493 preferred shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o

1148-27 — 1378/58

Rainbow Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de juin 1967, à la compagnie « Rainbow Distributors Co. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour d'août 1947, 1° changeant son nom en celui de « Rainbow Industries Inc. »; 2° augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, le capital actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753 5379-47 — 1379/39

Samuels & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de juin 1967, à la compagnie « Samuels & Company Limited », réduisant son capital de \$60,000 à \$34,000, le capital-actions annulé étant divisé en 260 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753 5607-49 — 1378/30

Sogemines Investment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de juin 1967, à la compagnie « Sogemines Investment Limited », modifiant ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20753 146-63 — 1379/116

**United Leasing & Mortgage Corporation
Société Unie de Location & d'Hypothèque**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de juin 1967, à la compagnie « Kébec Realities Inc.—Les Immeubles Kébec inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour d'avril 1959, changeant son nom en celui de « United Leasing & Mortgage Corporation — Société Unie de Location & d'Hypothèque ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
12098-59 — 1379/44

Willing and Brunet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de juin 1967, à la compagnie « Willing and Brunet Inc. », modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
1148-62 — 1379/119

20753

Rainbow Industries Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Rainbow Distributors Co.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of August, 1947, 1. changing its name to that of "Rainbow Industries Inc."; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$80,000, the additional capital stock being divided into 4,000 class "B" preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753-o 5379-47 — 1379/39

Samuels & Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Samuels & Company Limited", reducing its capital from \$60,000 to \$34,000, the capital stock annulled being divided into 260 preferred shares of the par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753-o 5607-49 — 1378/30

Sogemines Investment Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sogemines Investment Limited", modifying its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20753-o 146-63 — 1379/116

**United Leasing & Mortgage Corporation
Société Unie de Location & d'Hypothèque**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Kébec Realities Inc.—Les Immeubles Kébec inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of April, 1959, changing its name to that of "United Leasing & Mortgage Corporation — Société Unie de Location & d'Hypothèque".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
12098-59 — 1379/44

20753-o

Willing and Brunet Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Willing and Brunet Inc.", amending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
1148-62 — 1379/119

20753 o

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis de modification

*Construction — régions de
St-Hyacinthe, St-Jean et Granby*

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les régions de St-Hyacinthe, St-Jean et Granby, rendue obligatoire par le décret numéro 216 du 3 février 1967, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les paragraphes 28.01 à 28.15 inclusivement seront remplacés par les suivants:

«Article 28. Apprentissage: 28.01 Admission:

Pour être admis à l'apprentissage dans un métier ou dans une spécialité reconnue auquel le présent titre deuxième s'applique, toute personne doit s'inscrire au Comité Paritaire et obtenir un certificat d'apprentissage.

L'émission de ce certificat d'apprentissage est soumise aux conditions énumérées ci-après:

a) L'apprenti doit, au moins, avoir seize (16) ans révolus et au plus trente (30) ans et produire un certificat d'études de neuvième (9^{ème}) année au minimum.

b) Il doit produire une lettre signée par un employeur professionnel du métier qu'il désire apprendre par laquelle ledit employeur professionnel déclare qu'il est actuellement prêt à accepter l'aspirant à son emploi.

Une telle lettre n'est pas exigée des apprentis qui fréquentent une école d'apprentissage de la construction. Un certificat d'études doit être produit par l'apprenti au Comité Paritaire.

c) À l'inscription le candidat doit remplir la formule préparée à cet effet par le Comité Paritaire.

d) Tout apprenti qui déclare avoir fait un stage dans un métier, devra subir l'examen prévu par les règlements du Comité et la preuve de ce stage lui incombe.

e) La réglementation établie aux paragraphes précédents, s'applique tant pour le certificat de qualification dans un métier que pour une spécialité relevant d'un métier.

f) Le candidat doit fournir deux photographies (de dimension satisfaisante) et des preuves d'identification à la satisfaction du Comité Paritaire.

28.02 Crédits d'apprentissage:

1° Dans le cas des apprentis travaillant sur des chantiers de construction, chaque heure de travail équivaut à une heure de crédit.

2° a) Après un cours de jour de dix (10) mois dans un Centre d'Apprentissage et réussite de l'examen requis, un crédit de 1600 heures lui est accordé.

b) Après réussite de l'examen, cinq (5) heures de crédit par heure de cours de perfectionnement le soir, jusqu'à concurrence de 300 heures par année.

c) Après 400 heures de travail au chantier, mais après réussite de l'examen, émission de la carte de deuxième (2^{ème}) année.

28.03 Obligations de l'apprenti:

Notice of amendment

*Construction Industry — Granby,
St. Jean, St-Hyacinthe*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ, 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry in the regions of St. Hyacinthe, St. Jean and Granby (made binding by Decree number 216, dated February 3, 1967) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree for the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Subsections 28.01 through 28.15 will be superseded by the following:

"Section 28. Apprenticeship: 28.01 Admission:

Everyone shall register with the Parity Committee and obtain an apprenticeship certificate in order to be admitted to apprenticeship in a trade or recognized specialty covered by the present Part Two.

The issuance of apprenticeship certificates is subject to the following conditions:

(a) The apprentice shall be at least 16 and no more than 30 years old and shall supply the minimum of a Grade IX leaving certificate.

(b) He shall also produce a letter signed by a professional employer of the trade he wishes to learn stating that the latter is ready to hire him.

Such letters is not required of apprentices who attend a construction industry apprenticeship school. The apprentice shall supply the Parity Committee with a certificate of studies.

(c) The candidate shall register on forms especially prepared by the Parity Committee.

(d) Every apprentice who claims some training in a trade shall take the examination provided for in the Committee's regulations. Proof of such training shall rest with the apprentice.

(e) The regulations set forth in the foregoing subsections apply to the competency certificate in a given trade as well as to any specialty connected with a trade.

(f) The candidate shall supply two photographs (of a reasonable size) together with identification satisfactory to the Parity Committee.

28.02 Apprenticeship Credits:

1. When apprentices work on construction sites, each hour of work equals one credit hour.

2. (a) After a 10-month course in an apprenticeship centre, the successful apprentice shall be granted 1600 credit hours.

(b) The successful apprentice shall be granted a 5 credit hours for each hour of refresher course taken at night, up to a maximum of 300 hours per year.

(c) After 400 hours of work on a job site and after having passed the examination, the 2nd year card shall be issued.

28.03 Apprentice's Duties:

1° Toutes les heures sont imputables à l'apprenti et figurent au livret d'apprentissage.

2° L'apprenti doit faire reviser son livret dans les trente (30) jours qui suivent la date annuelle d'expiration d'un stage d'apprentissage.

3° L'apprenti doit faire contresigner son livret d'apprentissage par son employeur ou son représentant autorisé pour le valider aux fins de crédits.

4° L'apprenti qui aura accumulé 8,000 heures de crédit devra se présenter devant le bureau d'examineurs réglementaire et obtiendra son certificat de qualification de compagnon à la condition d'avoir obtenu le pourcentage exigé à l'examen par le bureau d'examineurs.

5° Le livret d'apprentissage est émis pour la période de 2,000 heures qui suivent sa date d'émission ou de son renouvellement.

Dans les trente (30) jours de la date d'expiration de son livret, tout apprenti doit se présenter devant le bureau d'examineurs pour subir l'examen théorique réglementaire prévu pour son année d'apprentissage.

6° Tout apprenti enregistré dans un métier devra suivre les cours du soir établis pour l'année correspondant à 50% de son stage d'apprentissage.

Cette obligation ne s'applique pas aux apprentis qui ont complété la période de dix (10) mois de cours de jour.

7° L'École des Arts et Métiers de St-Jean est reconnue pour cours de perfectionnement, exception faite pour l'électricien et le plombier.

28.04 Durée de l'apprentissage:

La durée complète de l'apprentissage est comme suit:

4 années: briqueteur-maçon,
charpentier-menuisier,
ferblantier,
peintre,
plâtrier,
tailleur de pierres.

2 années: calorifugeur,
carreleur,
carreleur, mosaïste et marbrier,
couvreur,
ferrailleur,
jointoyeur,
poseur de lattes métalliques.

28.05 Obligations de l'employeur:

L'employeur doit aviser le Comité Paritaire de l'entrée d'un salarié en apprentissage.

2° À la fin de son année d'apprentissage ou au départ, l'employeur ou le contremaître doit attester sous sa signature le livret d'apprentissage, après avoir vérifié la véracité des heures exécutées dans le livret par l'apprenti.

L'employeur professionnel qui fournit une lettre, telle que requise au paragraphe b), à un candidat doit s'engager à l'employeur sur présentation de son carnet d'apprentissage ou dès qu'il a la preuve de son enregistrement au Comité Paritaire.

2° Les paragraphes 26.16 et 28.17 deviendront les paragraphes 28.06 et 28.07.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle*

1. Employers shall certify that the hours shown in the apprenticeship record book are correct.

2. The apprentice shall have his record book checked over within thirty (30) days of the annual expiry date of an apprenticeship period.

3. The apprentice shall have his apprenticeship record book countersigned by his employer or a duly-authorized representative so as to authenticate the credits shown.

4. When an apprentice has accumulated 8,000 credit hours, he shall sit before the prescribed board of examiners to obtain his journeyman's competency certificate, provided he obtains the required marks in the board examination.

5. Apprenticeship record books are issued or renewed for a 2000-hour period.

Within thirty (30) days of his record book's expiry date, every apprentice shall sit before the board of examiners to take the theoretical examination prescribed for his apprenticeship year.

6. Every apprentice enrolled in a trade shall take the required night courses equal to 50% of his apprenticeship period.

The above requirement does not apply to apprentices who have completed the 10-month day course period.

7. Except for electricians and pipe-mechanics, the St. Jean Trade School is the institution recognized to dispense refresher courses.

28.04 Length of Apprenticeship:

Total apprenticeship lasts as follows:

4 years: bricklayer-mason,
carpenter-joiner,
tinsmith,
painter,
plasterer,
stone cutter;

2 years: insulator,
tile setter,
mosaic tile setter and marble layer,
roofer,
re-inforcing steel erector,
metal lather.

28.05 Employer's Duties:

1. The employer shall advise the Parity Committee whenever one of his apprentices begins apprenticeship.

2. At the end of his apprenticeship year, the employer or the foreman shall sign the apprentice's record book after having checked the book to see that the hours worked and recorded therein are correct.

A professional employer who supplies a candidate with a letter as stipulated in paragraph "b" above promises to employ the apprentice upon presentation of his apprenticeship record book or as soon as he has registered with the Parity Committee.

2. Subsections 26.16 and 28.17 will become subsections 28.06 and 28.07.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the

de Québec, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 août 1967. 20754

Avis de modification

Construction — Abitibi

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue, rendue obligatoire par le décret numéro 492 du 26 mars 1963 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe « ii » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« ii) Le mot « conducteur » désigne le salarié qui conduit une machine et la met au point, la règle et l'entretient. »

2° Le paragraphe « jj » de l'article I sera abrogé.

3° Le taux minimum de salaire établi pour le métier de marbrier de « 2.45 au 1er janvier 1968 sera remplacé par \$2.90. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 août 1967. 20754-0

Avis de modification

Confection hommes et garçons *Province de Québec*

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 711 du 30 avril 1963 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, pour qu'elles deviennent en vigueur à compter du 1er octobre 1967:

Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 5, 1967. 20754-0

Notice of amendment

Construction — Abitibi

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda and Témiscamingue, made obligatory by Decree number 492 of March 26, 1963, and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Subsection "ii" of section I will be replaced by the following:

"ii) The word "operator" means the employee who operates, tunes, sets and maintains a machine."

2. Subsection "jj" of section I will be abrogated.

3. The minimum wage rate established for marble layers, and which appeared as "2.45" in the January 1, 1968 column, will be replaced by the rate: "\$2.90".

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 5, 1967. 20754-0

Notice of amendment

Men's and Boys' Clothing *Province of Québec*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Québec, made obligatory by Decree number 711 of April 30, 1963, and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree so that they become effective from the first day of October 1967:

1° Les articles 1.4 et 1.5 (Vêtements de la Classe « B ») seront biffés et remplacés par les suivants:

« 1.4 Pour les fins d'application du décret et sujet aux conditions qui y sont décrites, les vêtements suivants pour hommes et garçons au-dessus de 6 ans sont désignés comme vêtements de la classe « B »:

impermeables, vestes d'auto, veste-banlieue, vestes tempête, vestes de molleton et autres vestes semblables, quand ces vêtements sont fabriqués d'un tissu autre que la laine ou mélange de laine; vestons de ski, veston de golf, coupe-vent et autres vêtements de dessus semblables.

1.5 Les vêtements énumérés au paragraphe 1.4 sont désignés comme vêtements de la classe « B » s'ils sont:

(a) coupés et fabriqués d'après les mesures et tailles régulières de l'industrie et non d'après des tailles, mesures et spécifications individuelles; et

(b) fabriqués selon un système de production par lequel trois des opérations suivantes sont omises dans la confection du vêtement: former, sous-faucher (premier fauchage du parement au devant), faucher la doublure, faucher les rebords et faucher les emmanchures. »

2° Le paragraphe « d » de l'article 2 (Exceptions) sera biffé et remplacé par le suivant:

« d) vêtements à être portés comme vêtements de travail par les pompiers, les mineurs, les pêcheurs, les ouvriers de la construction et autres personnes occupant des emplois semblables, quand ces vêtements sont faits de matériel de caoutchouc vulcanisé (naturel ou synthétique). »

3° Le paragraphe « e » de l'article 2 (Exceptions) sera biffé et remplacé par le suivant:

« e) coupe-vent pour garçons jusqu'à l'âge de 6 ans et pour fillettes jusqu'à l'âge de 14 ans. »

4° L'article 5.1 (Ouvrage prohibé) sera biffé et remplacé par le suivant:

« 5.1 Nul employeur ne peut employer un travailleur à domicile et nulle personne ne peut exécuter du travail à domicile.

Pour les fins d'application de cet article, le « travail à domicile » signifie du travail exécuté en entier ou en partie sur des vêtements assujettis à ce décret à un endroit occupé principalement comme logement ou en toute partie, annexe ou dépendance de logement; et « travailleur à domicile » a une signification à l'avenant. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 août 1967. 20754-o

Avis de modification *Camionnage — Québec*

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties con-

1. Sections 1.4 and 1.5 (Class "B" Garments) will be deleted and replaced by the following:

"1.4 For purposes of application of this Decree and subject to the provisions hereinafter set forth, the following garments for men and boys over the age of 6 are designated as Class "B" garments:

raincoats, car coats, suburban coats, storm coats, duffle coats and similar coats when such garments are made with an outer shell of any material other than wool or wool mixtures; ski jackets, golf jackets, windbreakers and similar outerwear garments.

1.5 Garments enumerated in section 1.4 are designated as Class "B" garments when they are:

(a) cut and produced to standard trade measurements and sizes and not to individual sizes, measurements or specifications; and

(b) produced by a method of manufacture in which three of the following operations are omitted in the construction of the garment: shaping, basting of facings (underbasting), basting of lining, basting of edges and basting of armholes."

2. Subsection "d" of section 2 (Exceptions) will be deleted and replaced by the following:

"d) clothing to be worn as work garments by firemen, miners, fishermen, construction workers and persons in similar occupations, when such clothing is made from vulcanized (natural or synthetic) rubber material."

3. Subsection "e" of section 2 (Exceptions) will be deleted and replaced by the following:

"e) windbreakers for boys up to the age of 6 and for girls up to the age of 14."

4. Section 5.1 (Certain work prohibited) will be deleted and replaced by the following:

"5.1 No employer shall employ a homemaker and no person shall do homework."

For purposes of this Section, homework means working upon or manufacturing, in whole or in part, any clothing subject to this Decree in a place occupied primarily as living accommodation, or any part, adjunct or dependency thereof; and "homemaker" has a corresponding meaning."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 12, 1967. 20754-o

Notice of amendment *Cartage Industry — Québec*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement res-

tractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du cordonnage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 706 du 7 juillet 1954 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article VII intitulé « Jours fériés payés » sera modifié en introduisant après son troisième paragraphe, le paragraphe suivant:

« Toutefois pour avoir droit aux jours fériés ci-haut mentionnés, l'employé devra avoir travaillé le jour ouvrable précédent et le jour ouvrable suivant, à moins qu'il n'ait justifié son absence à la satisfaction de son employeur. »

2° Un article VII-A intitulé « Congé de deuil » sera ajouté au décret:

« L'employé qui perd son épouse, un de ses enfants, son père ou sa mère, a droit de prendre congé de deuil le jour de l'inhumation, à condition d'avoir été au service de son employeur depuis au moins trois (3) mois. L'employé payé à l'heure, reçoit en pareil cas un maximum de neuf fois son taux horaire régulier si l'inhumation a lieu pendant une journée de travail de la semaine régulière de l'établissement où cet employé travaille.

Aucune réduction du salaire hebdomadaire de l'employé rémunéré à la semaine ne peut être effectuée par l'employeur, lorsqu'il prend un tel congé de deuil au cours de la semaine régulière de travail de l'établissement. »

3° Le sous-paragraphe 3 du paragraphe « b » de l'article XIII intitulé « Service de déménagement à longue distance » sera biffé.

4° Le paragraphe « c » suivant sera ajouté à l'article XIII intitulé « Service de déménagement à longue distance »:

« Cependant, l'aide affecté au travail prévu au paragraphe « b » est rémunéré suivant les taux horaires prévus à l'article IV du décret suivant leurs taux horaires réels s'ils sont supérieurs aux taux minima. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 août 1967. 20754-0

Avis de modification

Coiffeurs pour dames — Région de Montréal

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143) que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour dames dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 673 du 30 mars 1965 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre

pecting the Cartage Industry in the Québec region (made binding by Decree number 706 of July 7, 1954 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree for the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Section VII (*Paid Holidays*) will be amended by adding the following after the third paragraph:

"To be entitled to the abovementioned holidays with pay, the employee shall have worked the working day immediately preceding and following such holiday unless his employer deems the reason for his absence satisfactory."

2. The following section VII-A entitled "Special Leave" will be added to the decree:

"An employee who has three (3) months' service with his employer is entitled to special leave on the burial day of his spouse, child, father or mother. An hourly-paid employee shall be entitled to a maximum of nine hours' pay in such instance, provided the burial day is on one of the standard working days of the firm employing him.

The employer shall not reduce the wages of a weekly-paid employee who takes such leave during the establishment's standard work week."

3. Paragraph 3, subsection "b", section XIII (*Long distance moving service*) will be abrogated.

4. The following subsection "c" will be added to section XIII (*Long distance moving service*):

"However, the helper doing work described in subsection "b" above shall be paid the hourly wage rates provided for in section IV of the decree or according to the actual hourly wage rates should the latter be higher than the minimum rates."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 12, 1967. 20754-0

Notice of amendment

Ladies' Hairdressers — Montréal Region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Ladies' Hairdressers in Montréal Region, made obligatory by Decree number 673 of March 30, 1965 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieute-

à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

Le mot « Boucherville » sera ajouté après les mots « Greenfield Park », dans la description du champ d'application territorial apparaissant à l'article 101.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 août 1967. 20754-o

nant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

In the description of the territorial jurisdiction appearing in section 101, the word "Boucherville" will be added after the words "Greenfield Park".

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 12, 1967. 20754-o

Vente pour taxes

Ville de Duparquet

Avis public est par la présente donné par le soussigné Bertrand Blais, greffier, de la susdite municipalité. Le conseil de la ville de Duparquet, par une résolution en date du 25 juillet 1967, a ordonné au soussigné, conformément à l'article 549 et suivant de la Loi des Cités et Villes, de vendre les immeubles ci-dessous décrits avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances pour satisfaire au paiement des taxes dues à la ville de Duparquet, avec intérêts et frais et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, Hôtel de Ville de Duparquet, P. Q. MERCREDI le TRENTIÈME jour d'AOÛT 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles les ou avant le 15 mars 1967, auront été payées avant le moment de la vente.

Sale for Taxes

Town of Duparquet

Public notice is hereby given by the undersigned, Bertrand Blais, Town Clerk of the aforesaid municipality, that the town council of Duparquet, by a resolution dated July 25, 1967, have ordered the undersigned pursuant to the provision of Article 549 and the following of the Cities and Towns Act, to sell the immovables herein below described, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies in interest and cost, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the council chambers, City Hall of Duparquet, P. Q., on WEDNESDAY the THIRTIETH day of AUGUST, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

However there shall be excluded from sale, those immovables whereon the municipal tax, falling due on or before March 15, 1967, shall have been paid before the sale.

Noms Names	Numéro du cadastre Cadastral numbers	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts et frais Interest and cost	Total
Blais, Guy.....	2-6.....	\$ 326.17	\$ 509.20	\$ 84.87	\$ 920.24
Blais, Guy.....	2-7-P.....	10.10	19.98	7.12	37.20
Danilovich & Fillippovich.....	2-65.....	27.30	22.58	4.65	54.53
Nyberg, Kate.....	2-92.....	150.17	178.08	24.32	352.57
Bellavance, Benoit.....	6-3-P.....	482.69	467.10	73.68	1023.47

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, s'il y a lieu, sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun des immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Duparquet, P. Q., ce 28e jour de juillet 1967.

20751-31-2-o Le Greffier,
BERTRAND BLAIS.

The sale of the above described immovables is made, as the case may be subject to the conditions of emphyteotic leases which may effect the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables, will be payable immediately.

Given at Duparquet, P. Q., this 28th day of July 1967.

20751-31-2-o BERTRAND BLAIS,
Town Clerk.

Ministère des Affaires municipales

Paroisse de Saint-Mathieu-de-Rieux

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 10 juillet 1967 par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Rieux, comté de Rimouski et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 2 août 1967, que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Rieux, comté de Rimouski, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal.

Québec, le 2 août 1967.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
20820-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Department of Municipal Affairs

Parish of Saint-Mathieu-de-Rieux

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on July 10, 1967, by the municipal Council of the parish of Saint-Mathieu-de-Rieux, county of Rimouski, and pursuant to section 130 of the municipal Code, he has decreed, on August 2, 1967, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the parish of Saint-Mathieu-de-Rieux, save those required in the *Quebec Official Gazette* shall be made, henceforth, in the French language only.

This notice is published pursuant to section 130 of the municipal Code.

Québec, August 2, 1967.

JEAN-PIERRE DOUCET, Q.C.,
20820 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Ministère des Finances Assurances

Anglo-Scottish Insurance Company Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Anglo-Scottish Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « The Century Insurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance Century du Canada », dont le siège social est situé à Vancouver, Colombie Britannique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 1er mai 1967;

Attendu que « The Century Insurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance Century du Canada », est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Anglo-Scottish Insurance Company Limited », s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Anglo-Scottish Insurance Company Limited », sont annulés à compter du 30 juin 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 juin 1967.

Pour le Ministre des finances

de la Province,

Le Surintendant des assurances,
20790-32-2-0 ROGER-A. CAMARAIRE.

Department of Finance Insurance

Anglo-Scottish Insurance Company Limited

Notice of Cancellation of License and Certified of Registration

Whereas « Anglo-Scottish Insurance Company Limited », whose head office is situated in London, England, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with « The Century Insurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance Century du Canada », whose head office is situated in Vancouver, British Columbia, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 1st of May 1967;

Whereas « The Century Insurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance Century du Canada », is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas « Anglo-Scottish Insurance Company Limited », has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of « Anglo-Scottish Insurance Company Limited », are cancelled as from the 30th of June 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of June 1967.

For the Minister of Finance

of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,
20790-32-2-0 Superintendent of Insurance.

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Paroisse de St-Vincent de Paul

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Department of Lands and Forests Cadastre

Parish of St-Vincent de Paul

Official Cadastre of the parish of St-Vincent de Paul, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 352-26 à 352-35 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 juillet 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

20821-o

Paroisse de Trois-Rivières

Cadastre officiel de la paroisse de Trois-Rivières, municipalité de la ville de Trois-Rivières-Ouest, division d'enregistrement de Trois-Rivières.

Avis est par la présente donné que le lot 161-202 est corrigé; le lot 161-200-1 est annulé et le lot 161-201-1 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 juillet 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

20821-o

Paroisse de Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny, municipalité de la ville de Repentigny, division d'enregistrement de L'Assomption.

Avis est par la présente donné que le lot 128-279 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 juillet 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

20821-o

Paroisse de St-Laurent

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 26-1400 à 26-1408, 30-535, 30-536 et partie du lot 26-754-A sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 juillet 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

20821-o

Paroisse de St-Martin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 287-101, 287-104 et les parties restantes des lots 275-597 à 275-601, 285-363, 285-364, 285-368, 285-371 à 285-377, 286-1-106 à 286-1-110, 287-100, 287-102, 287-105, 288-115, 288-116 et 288-117 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 juillet 1967.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

20821-o

Paroisse de St-Georges

Cadastre officiel de la paroisse de St-Georges, municipalité de la ville de St-Georges-Ouest, division d'enregistrement de Beauce.

Avis est par la présente donné que les lots 69-142 à 69-144, 69-159 à 69-165, 69-186 à 69-188 et la partie restante des lots 69-141, 69-158, 69-166 et 69-185 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 juillet 1967.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

20821-o

Notice is hereby given that lots 352-26 to 352-35 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, July 25, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

20821-o

Parish of Trois-Rivières

Official cadastre of the parish of Trois-Rivières, municipality of the town of Trois-Rivières-Ouest, registration division of Trois-Rivières.

Notice is hereby given that lot 161-202 is corrected; the lot 161-200-1 is cancelled and the lot 161-201-1 is added in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, July 20, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

20821-o

Parish of Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny, municipality of the city of Repentigny, registration division of L'Assomption.

Notice is hereby given that lot 128-279 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, July 19, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

20821-o

Parish of St-Laurent

Official cadastre of the parish of St-Laurent, municipality of the town of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 26-1400 to 26-1408, 30-535, 30-536 and part of lot 26-754-A are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, July 28, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

20821-o

Parish of St-Martin

Official cadastre of the parish of St-Martin, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 287-101, 287-104 and the remaining parts of lots 275-597 to 275-601, 285-363, 285-364, 285-368, 285-371 to 285-377, 286-1-106 to 286-1-110, 287-100, 287-102, 287-105, 288-115, 288-116 and 288-117 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 24, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

20821-o

Parish of St-George

Official cadastre of the parish of St. George, municipality of the town of St. George-West, registration division of Beauce.

Notice is hereby given that lots 69-142 to 69-144, 69-159 to 69-165, 69-186 to 69-188 and the remaining part of lots 69-141, 69-158, 69-166 and 69-185 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 26, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

20821-o

Paroisse de Ste-Cécile

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Cécile, municipalité de Grand-Ile, division d'enregistrement de Beauharnois.

Avis est par la présente donné que les lots 34-9 à 34-35 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juillet 1967.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

20821-o

Parish of Ste-Cécile

Official cadastre of the parish of Ste-Cécile, municipality of Grande-Ile, registration division of Beauharnois.

Notice is hereby given that lots 34-9 to 34-35 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 27, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

20821-o

Paroisse de St-Thomas

Cadastre officiel de la paroisse de St-Thomas, municipalité de la cité de Montmagny, division d'enregistrement de Montmagny.

Avis est par la présente donné que les lots 150, 151 et 152 et une partie des lots 148 et 149 sont annulés et le lot 1171 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 juillet 1967.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

20821-o

Parish of St-Thomas

Official cadastre of the parish of St-Thomas, municipality of the city of Montmagny, registration division of Montmagny.

Notice is hereby given that lots 150, 151 and 152 and one part of lots 148 and 149 are cancelled and the lot 1171 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 25, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

20821-o

Paroisse de Longue-Pointe

Cadastre officiel de la paroisse de Longue-Pointe, municipalité de la ville d'Anjou, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 436-7 à 436-31, 436, 437, 438, 439 est annulée et les lots 522 à 525 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code Civil.

Québec, le 28 juillet 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

20821-o

Parish of Longue-Pointe

Official cadastre of the parish of Longue-Pointe, municipality of the town of Anjou, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that one part of lots 436-7 to 436-31, 436, 437, 438, 439 is cancelled and lots 522 to 525 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 28, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

20821-o

Canton de Natashquan

Cadastre officiel du canton de Natashquan, municipalité du canton de Natashquan, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que le lot 40 (Village du Poste) est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 juin 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

20821-o

Township of Natashquan

Official cadastre of the township of Natashquan, municipality of the township of Natashquan, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lot 40 (Village du Poste) is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 30, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

20821-o

Paroisse de Ste-Adèle

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Adèle, municipalité de la paroisse de Ste-Adèle, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 8A-22, rang X, canton d'Abercrombie est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 juillet 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

20821-o

Parish of Ste-Adèle

Official cadastre of the parish of Ste-Adèle, municipality of the parish of Ste-Adèle, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lot 8A-22, range X, township of Abercrombie is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 28, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

20821-o

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la cité de Laflèche, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 211-3, 212-1472 et 213-101 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 juillet 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

20821-o

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the city of Laflèche, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 211-3, 212-1472 and 213-101 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 19, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

20821-o

Soumissions

La Commission scolaire de la ville de Rimouski

Comté de Rimouski

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André A. Ross, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission scolaire de la ville de Rimouski, École Secondaire Langevin, 77, rue St-Jean-Baptiste, Rimouski, (Rimouski), P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 28 août 1967, pour l'achat de \$146,000 d'obligations de la commission scolaire de la ville de Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er septembre 1967 et remboursables par séries du 1er septembre 1968 au 1er septembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions datées du: 27 mai 1949 — \$45,000 — renouvellement; 28 mars 1951 — \$14,000 — renouvellement; 4 avril 1967 — \$87,000 — consolidation et aménagement de 3 classes.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1967.

Tableau d'amortissement — \$146,000 — 15 ans

Année	Capital
1er septembre 1968.....	\$10,000
1er septembre 1969.....	10,500
1er septembre 1970.....	12,500
1er septembre 1971.....	7,500
1er septembre 1972.....	7,500
1er septembre 1973.....	8,500
1er septembre 1974.....	8,500
1er septembre 1975.....	9,000
1er septembre 1976.....	9,500
1er septembre 1977.....	10,500
1er septembre 1978.....	11,000
1er septembre 1979.....	11,000
1er septembre 1980.....	12,500
1er septembre 1981.....	8,500
1er septembre 1982.....	9,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1%, du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 28 août 1967, à 8 heures du soir, Bureau de la commission scolaire de la ville de

Tenders

The School Commission of the town of Rimouski

County of Rimouski

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André A. Ross, secretary-treasurer, School Commission Office of the town of Rimouski, Langevin Secondary School, 77 St-Jean-Baptiste Street, Rimouski, (Rimouski), P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, August 28, 1967, for the purchase of an issue of \$146,000 of bonds for the School Commission of the town of Rimouski, county of Rimouski, dated September 1, 1967, and redeemable serially from September 1, 1968 to September 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolutions dated: May 27, 1949 — \$45,000 — renewal; March 28, 1951 — \$14,000 — renewal; April 4, 1967 — \$87,000 — consolidation and installation of 3 classes.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1967.

Table of redemption — \$146,000 — 15 years

Year	Capital
September 1, 1968.....	\$10,000
September 1, 1969.....	10,500
September 1, 1970.....	12,500
September 1, 1971.....	7,500
September 1, 1972.....	7,500
September 1, 1973.....	8,500
September 1, 1974.....	8,500
September 1, 1975.....	9,000
September 1, 1976.....	9,500
September 1, 1977.....	10,500
September 1, 1978.....	11,000
September 1, 1979.....	11,000
September 1, 1980.....	12,500
September 1, 1981.....	8,500
September 1, 1982.....	9,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rimouski.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School commissioners to be held on Monday August 28, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the School Commission Office of the

Rimouski, École Secondaire Langevin, 77, rue St-Jean-Baptiste, Rimouski, (Rimouski).

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski, (Comté de Rimouski), ce 1^{er} août 1967.

Le Secrétaire-Trésorier,
ANDRÉ A. ROSS.

Bureau de la commission scolaire,
École Secondaire Langevin,
77, rue St-Jean-Baptiste,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.
Téléphone: 724-4492, code 418 20795-0

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Hubert

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Normand Pesant, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7:30 heures du soir, Commission Scolaire de St-Hubert, 3150, Montée St-Hubert, St-Hubert, (Taillon), et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Notre-Dame-de-Lourdes, 2525 Coderre, St-Hubert, comté de Taillon, mercredi, le 30 août 1967, pour l'achat de \$199,000 d'obligations des commissaires d'écoles de St-Hubert, comté de Taillon, datées du 1^{er} septembre 1967 et remboursables par séries du 1^{er} septembre 1968 au 1^{er} septembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1^{er} mars et 1^{er} septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 15 février 1967 — \$199,000 — agrandissement de l'école Immaculée-Conception.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} septembre 1967.

Tableau d'amortissement — \$199,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} septembre 1968.....	x \$35,500
1 ^{er} septembre 1969.....	x 38,000
1 ^{er} septembre 1970.....	x 41,000
1 ^{er} septembre 1971.....	2,500
1 ^{er} septembre 1972.....	3,000
1 ^{er} septembre 1973.....	3,000
1 ^{er} septembre 1974.....	3,500
1 ^{er} septembre 1975.....	3,500
1 ^{er} septembre 1976.....	4,000
1 ^{er} septembre 1977.....	4,000
1 ^{er} septembre 1978.....	4,500
1 ^{er} septembre 1979.....	5,000
1 ^{er} septembre 1980.....	5,000
1 ^{er} septembre 1981.....	5,500
1 ^{er} septembre 1982.....	6,000
1 ^{er} septembre 1983.....	6,000
1 ^{er} septembre 1984.....	6,500
1 ^{er} septembre 1985.....	7,000
1 ^{er} septembre 1986.....	7,500
1 ^{er} septembre 1987.....	8,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$123,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de \$41,000 chacun, de 1968 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération

town of Rimouski, Langevin Secondary School 77 St-Jean-Baptiste Street, Rimouski, (Rimouski).

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski (County of Rimouski), August 1st, 1967.

ANDRÉ A. ROSS,
Secretary-Treasurer.

School Commission Office,
Langevin Secondary School,
77 St-Jean-Baptiste Street,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.
Telephone: 724-4492, code 418 20795

The School Commissioners for the Municipality of Saint-Hubert

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Normand Pesant, secretary-treasurer, until 7:30 o'clock p.m., St-Hubert School Commission, 3150 Montée St-Hubert, St-Hubert (Taillon), and thereafter until 8:00 o'clock p.m., Notre-Dame-de-Lourdes School, 2525 Coderre, St-Hubert, county of Taillon, Wednesday, August 30, 1967, for the purchase of an issue of \$199,000 of bonds for the School Commissioners of St-Hubert, county of Taillon, dated September 1, 1967, and redeemable serially from September 1, 1968 to September 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated February 15, 1967 — \$199,000 enlarging of Immaculée-Conception School.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1967.

Table of redemption — \$199,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1968.....	x \$35,500
September 1, 1969.....	x 38,000
September 1, 1970.....	x 41,000
September 1, 1971.....	2,500
September 1, 1972.....	3,000
September 1, 1973.....	3,000
September 1, 1974.....	3,500
September 1, 1975.....	3,500
September 1, 1976.....	4,000
September 1, 1977.....	4,000
September 1, 1978.....	4,500
September 1, 1979.....	5,000
September 1, 1980.....	5,000
September 1, 1981.....	5,500
September 1, 1982.....	6,000
September 1, 1983.....	6,000
September 1, 1984.....	6,500
September 1, 1985.....	7,000
September 1, 1986.....	7,500
September 1, 1987.....	8,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$123,000 granted by the Provincial Government and payable in three instalments of \$41,000 each, from 1968 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-

pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hubert.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Les dites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 30 août 1967, à 8 heures du soir, École Notre-Dame-de-Lourdes, 2525 Coderre, St-Hubert, comté de Taillon, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hubert, (Comté de Taillon), ce 25 juillet 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
NORMAND PESANT.

Commission Scolaire de St-Hubert,

3150, Montée St-Hubert,

St-Hubert, (Taillon), P.Q.

Téléphone: 676-1871, code 514. 20796-o

Ville de Ste-Marie

Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Labbé, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures du soir, bureau du secrétaire-trésorier, rue St-Antoine, (Centre Récréatif), C.P. 625, Ste-Marie, (Beauce), P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, salle du conseil, rue St-Antoine, (Centre Récréatif), Ste-Marie, (Beauce), P.Q., mardi, le 29 août 1967, pour l'achat de \$192,000 d'obligations de la ville de Ste-Marie, comté de Beauce, datées du 1er septembre 1967 et remboursables par séries du 1er septembre 1968 au 1er septembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 287 — \$160,000 — aqueduc; 293 — \$32,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1967.

Tableau d'amortissement — \$192,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1968.....	\$11,000
1er septembre 1969.....	11,000
1er septembre 1970.....	11,000
1er septembre 1971.....	11,000
1er septembre 1972.....	13,000
1er septembre 1973.....	13,000
1er septembre 1974.....	13,000
1er septembre 1975.....	13,000
1er septembre 1976.....	15,000
1er septembre 1977.....	15,000
1er septembre 1978.....	12,000

year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hubert.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, August 30 1967, at 8:00 o'clock p.m., in Notre-Dame-de-Lourdes School, 2525 Coderre, St-Hubert, county of Taillon, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Hubert, (County of Taillon), July 25, 1967.

NORMAND PESANT,
Secretary-Treasurer.

St-Hubert School Commission,

3150 Montée St-Hubert,

St-Hubert, (Taillon), P.Q.

Téléphone: 676-1871, code 514. 20796

Town of Ste-Marie

County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Labbé, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., office of the secretary-treasurer, St-Antoine Street, (Recreation Center), P.O. Box 625, Ste-Marie, (Beauce), P.Q., and afterwards until 8:00 o'clock p.m., council hall, St-Antoine Street, (Recreation Center), Ste-Marie, (Beauce), P.Q., Tuesday, August 29, 1967, for the purchase of an issue of \$192,000 of bonds for the town of Ste-Marie, county of Beauce, dated September 1, 1967, and redeemable serially from September 1, 1968 to September 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 287 — \$160,000 — aqueduct; 293 — \$32,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1967.

Table of redemption — \$192,000 — 20 ans

Year	Capital
September 1, 1968.....	\$11,000
September 1, 1969.....	11,000
September 1, 1970.....	11,000
September 1, 1971.....	11,000
September 1, 1972.....	13,000
September 1, 1973.....	13,000
September 1, 1974.....	13,000
September 1, 1975.....	13,000
September 1, 1976.....	15,000
September 1, 1977.....	15,000
September 1, 1978.....	12,000

1er septembre 1979	\$12,000
1er septembre 1980	12,000
1er septembre 1981	15,000
1er septembre 1982	15,000

September 1, 1979	\$12,000
September 1, 1980	12,000
September 1, 1981	15,000
September 1, 1982	15,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Marie-de-Beauce.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 29 août 1967, à 8 heures du soir, salle du conseil, rue St-Antoine, (Centre Récréatif), Ste-Marie, Comté de Beauce, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Marie, (Comté de Beauce), ce 28 juillet 1967.

Le Secrétaire-trésorier,

GÉRARD LABBÉ.

Bureau du secrétaire-trésorier, rue St-Antoine,
(Centre Récréatif), C.P. 625.

Ste-Marie, (Beauce), P.Q.

Téléphone: 387-2301, code 418. 20797-o

Municipalité de Sainte-Adèle

Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cahcétées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Deschamps, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Boulevard Ste-Adèle, C.P. 58, Ste-Adèle-en-Bas, (Terrebonne), P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 29 août 1967, pour l'achat de \$222,500 d'obligations de la municipalité de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, datées du 1er septembre 1967 et remboursables par séries du 1er septembre 1968 au 1er septembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 8-1951 — \$7,000 — renouvellement; 60 — \$26,500 — renouvellement; 101-1966 — \$44,300 — pavages; 102-1966-67 — \$14,400 — voirie; 103-1966 — \$17,200 — pavages; 104-1966 — \$4,500 — pavages; 105-1966 — \$11,300 — pavages; 106-1966 — \$10,600 — pavages; 107-1966 — \$39,200 — pavages; 108-1966 — \$25,600 — pavages; 109-1966 — \$15,400 — pavages; 117-1967 — \$3,200 — voirie; 118-1967 — \$3,300 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1967.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the two terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Marie-de-Beauce.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 29, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the council hall, St-Antoine Street, (Recreation Center), Ste-Marie, county of Beauce, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Marie, (County of Beauce), July 28, 1967.

GÉRARD LABBÉ,

Secretary-Treasurer,

Office of the secretary-treasurer, St-Antoine St.,
(Recreation Center), P.O. Box 625,

Ste-Marie, (Beauce), P.Q.

Telephone: 387-2301, code 418. 20797

Municipality of Sainte-Adèle

County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Deschamps, secretary-treasurer, municipal Hall, Ste-Adèle Boulevard, P.O. Box 58, Ste-Adèle-en-Bas, (Terrebonne), P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, August 29, 1967, for the purchase of and issue of \$222,500 of bonds for the municipality of Ste-Adèle, county of Terrebonne, dated September 1, 1967, and redeemable serially from serially from September 1, 1968 to September 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 8-1951 — \$7,000 — renewal; 60 — \$26,500 — renewal; 101-1966 — \$44,300 — paving; 102-1966-67 — \$14,400 — roads; 103-1966 — \$17,200 — paving; 104-1966 — \$4,500 — paving; 105-1966 — \$11,300 — paving; 106-1966 — \$10,600 — paving; 107-1966 — \$39,200 — paving; 108-1966 — \$25,600 — paving; 109-1966 — \$15,400 — paving; 117-1967 — \$3,200 — roads; 118-1967 — \$3,300 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1967.

Tableau d'amortissement — \$222,500 — 15 ans

Année	Capital
1er septembre 1968.....	\$13,500
1er septembre 1969.....	15,000
1er septembre 1970.....	11,500
1er septembre 1971.....	12,000
1er septembre 1972.....	12,500
1er septembre 1973.....	13,000
1er septembre 1974.....	14,000
1er septembre 1975.....	14,000
1er septembre 1976.....	15,000
1er septembre 1977.....	15,000
1er septembre 1978.....	16,500
1er septembre 1979.....	17,500
1er septembre 1980.....	18,000
1er septembre 1981.....	18,500
1er septembre 1982.....	16,500

Table of redemption — \$222,500 — 15 years

Year	Capital
September 1, 1968.....	\$13,500
September 1, 1969.....	15,000
September 1, 1970.....	11,500
September 1, 1971.....	12,000
September 1, 1972.....	12,500
September 1, 1973.....	13,000
September 1, 1974.....	14,000
September 1, 1975.....	14,000
September 1, 1976.....	15,000
September 1, 1977.....	15,000
September 1, 1978.....	16,500
September 1, 1979.....	17,500
September 1, 1980.....	18,000
September 1, 1981.....	18,500
September 1, 1982.....	16,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Adèle-en-Bas.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 29 août 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Boulevard Ste-Adèle, C.P. 58, Ste-Adèle-en-Bas, (Terrebonne), P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Adèle, (Comté de Terrebonne), ce 3 août 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON DESCHAMPS,

Hôtel de Ville, Boulevard Ste-Adèle,
C.P. 58, Ste-Adèle-en-Bas,
(Terrebonne), P.Q.

Téléphone: 229-3092, code 514. 20814-0

Municipalité de Douville

Comté de St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Blanchard, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 610, rue Chapleau, Douville, comté de St-Hyacinthe, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, jeudi, le 31 août 1967, pour l'achat de \$695,000 d'obligations de la municipalité de Douville, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er septembre 1967 et remboursables par séries du 1er septembre 1968 au 1er septembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the two terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Adèle-en-Bas.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 29, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the municipal hall, Ste-Adèle Boulevard, P.O. Box 58, Ste-Adèle-en-Bas, (Terrebonne), P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sainte-Adèle, (County of Terrebonne), August 3, 1967.

GASTON DESCHAMPS,
Secretary-Treasurer.

Municipal Hall, Ste-Adèle Boulevard,
P.O. Box 58, Ste-Adèle-en-Bas,
(Terrebonne), P.Q.

Telephone: 229-3092, code 514. 20814

Municipality of Douville

County of St-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges Blanchard, secretary-treasurer, Municipal Hall, 610 Chapleau Street, Douville, county of St-Hyacinthe, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Tuesday, August 31, 1967, for the purchase of an issue of \$695,000 of bonds for the Municipality of Douville, county of St-Hyacinthe, dated September 1, 1967, and redeemable serially from September 1, 1968 to September 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements numéros: 47 — \$80,300 — aqueduc, égouts; 55 — \$333,300 — pavages et trottoirs; 56 — \$201,400 — aqueduc et égouts; 58 — \$80,000 — terrain de jeux.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} septembre 1967.

Tableau d'amortissement — \$695,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} septembre 1968	\$ 13,000
1 ^{er} septembre 1969	14,000
1 ^{er} septembre 1970	15,000
1 ^{er} septembre 1971	16,000
1 ^{er} septembre 1972	17,000
1 ^{er} septembre 1973	18,000
1 ^{er} septembre 1974	19,000
1 ^{er} septembre 1975	21,000
1 ^{er} septembre 1976	22,000
1 ^{er} septembre 1977	24,000
1 ^{er} septembre 1978	25,000
1 ^{er} septembre 1979	27,000
1 ^{er} septembre 1980	29,000
1 ^{er} septembre 1981	31,000
1 ^{er} septembre 1982	33,000
1 ^{er} septembre 1983	35,000
1 ^{er} septembre 1984	38,000
1 ^{er} septembre 1985	40,000
1 ^{er} septembre 1986	42,000
1 ^{er} septembre 1987	216,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 31 août 1967, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 610, rue Chapleau, Douville, comté de St-Hyacinthe, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Douville, (Comté de St-Hyacinthe), ce 4 août 1967.

Le Secrétaire-trésorier,

GEORGES BLANCHARD.

Hôtel de Ville, 610, rue Chapleau,

Douville, (St-Hyacinthe), P.Q.

Téléphone: 774-4655, code 514. 20839-0

Cité de Pierrefonds

Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gabriel Legault, greffier, bureau du greffier, Hôtel de Ville, 11072 ouest, Boul. Gouin, Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, P.Q.,

By-laws numbers: 47 — \$80,300 — aqueduct, sewers; 55 — \$333,300 — paving and sidewalks; 56 — \$201,400 — aqueduct and sewers; 58 — \$80,000 — playground.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1967.

Table of redemption — \$695,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1968	\$ 13,000
September 1, 1969	14,000
September 1, 1970	15,000
September 1, 1971	16,000
September 1, 1972	17,000
September 1, 1973	18,000
September 1, 1974	19,000
September 1, 1975	21,000
September 1, 1976	22,000
September 1, 1977	24,000
September 1, 1978	25,000
September 1, 1979	27,000
September 1, 1980	29,000
September 1, 1981	31,000
September 1, 1982	33,000
September 1, 1983	35,000
September 1, 1984	38,000
September 1, 1985	40,000
September 1, 1986	42,000
September 1, 1987	216,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, August 31, 1967, at 8:30 o'clock p.m., at the Municipal Hall, 610 Chapleau Street, Douville, county of St-Hyacinthe.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Douville, (County of St-Hyacinthe), August 4, 1967.

GEORGES BLANCHARD,

Secretary Treasurer.

Municipal Hall, 610 Chapleau Street,

Douville, (St-Hyacinthe), P.Q.

Telephone: 774-4655, code 514. 20839

City of Pierrefonds

County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gabriel Legault, city clerk, office of the city clerk, City Hall, 11072 Gouin Blvd., West, Pierrefonds, county of Robert Baldwin, P.Q., until 12:00 o'clock

jusqu'à 12 heures (midi), mardi, le 29 août 1967, pour l'achat de \$1,373,500 d'obligations de la cité de Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, datées du 1er septembre 1967 et remboursables par séries du 1er septembre 1968 au 1er septembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 379 — \$50,000 — construction d'un réservoir d'aqueduc; 413 — \$20,000 — égouts; 418 — \$32,000 — aqueduc et égouts; 419 — \$21,000 — drainage et trottoirs; 420 — \$140,500 — voirie; 422 — \$130,000 — aqueduc, égouts, voirie; 423 — \$118,500 — divers travaux; 432 — \$60,000 — aqueduc et égouts; 433 — \$83,500 — travaux pare et drainage; 435 — \$93,000 — achat d'équipement; 440 — \$100,000 — travaux paves; 443 — \$59,500 — voirie; 445 — \$375,000 — égouts; 466 — \$57,500 — achat machinerie comptable; 470 — \$33,000 — achat d'immeubles et terrains.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1967.

Tableau d'amortissement — \$1,373,500 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1968	\$35,500
1er septembre 1969	37,000
1er septembre 1970	41,000
1er septembre 1971	42,000
1er septembre 1972	45,000
1er septembre 1973	48,000
1er septembre 1974	51,000
1er septembre 1975	55,000
1er septembre 1976	57,000
1er septembre 1977	61,000
1er septembre 1978	44,000
1er septembre 1979	46,000
1er septembre 1980	49,000
1er septembre 1981	52,000
1er septembre 1982	55,000
1er septembre 1983	59,000
1er septembre 1984	61,000
1er septembre 1985	66,000
1er septembre 1986	69,000
1er septembre 1987	400,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire d'engagement à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Roxboro.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 29 août 1967, à 12 heures (midi), bureau du

(noon), Tuesday, August 29, 1967, for the purchase of an issue of \$1,373,500 of bonds for the city of Pierrefonds, county of Robert Baldwin, dated September 1, 1967, and redeemable serially from September 1, 1968 to September 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 379 — \$50,000 — construction of an aqueduct reservoir; 413 — \$20,000 — sewers; 418 — \$32,000 — aqueduct and sewers; 419 — \$21,000 — drainage and sidewalks; 420 — \$140,500 — roads; 422 — \$130,000 — aqueduct, sewers, roads; 423 — \$118,500 — various works; 432 — \$60,000 — aqueduct and sewers; 433 — \$83,500 — park works and drainage; 435 — \$93,000 — purchase of equipment; 440 — \$100,000 — park works; 443 — \$59,500 — roads; 445 — \$375,000 — sewers; 466 — \$57,500 — purchase of accounting machinery; 470 — \$33,000 — purchase of immovables and lots of land.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1967.

Table of redemption — \$1,373,500 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1968	\$35,500
September 1, 1969	37,000
September 1, 1970	41,000
September 1, 1971	42,000
September 1, 1972	45,000
September 1, 1973	48,000
September 1, 1974	51,000
September 1, 1975	55,000
September 1, 1976	57,000
September 1, 1977	61,000
September 1, 1978	44,000
September 1, 1979	46,000
September 1, 1980	49,000
September 1, 1981	52,000
September 1, 1982	55,000
September 1, 1983	59,000
September 1, 1984	61,000
September 1, 1985	66,000
September 1, 1986	69,000
September 1, 1987	400,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Roxboro.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 29, 1967, at 12:00 o'clock (noon), at the

Greffier, Hôtel de Ville, 11072 ouest Boul. Gouin, Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pierrefonds, (Comté de Robert Baldwin), ce 2 août 1967.

Le Greffier,

GABRIEL LEGAULT,

Bureau du Greffier, Hôtel de Ville,

11072 ouest, Boul. Gouin,

Pierrefonds, (Robert Baldwin), P.Q.

Téléphone: 684-4480, code 514. 20840-0

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Gervais

Comté de Bellechasse

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Godbout, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures du soir, Bureau du secrétaire-trésorier, rue de la Fabrique, St-Gervais, comté de Bellechasse, P.Q., et par après, jusqu'à 8.30 heures du soir, Collège St-Gervais, rue Principale, St-Gervais, comté de Bellechasse, P.Q., mercredi, le 30 août 1967, pour l'achat de \$320,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Gervais, comté de Bellechasse, datées du 1^{er} septembre 1967 et remboursables par séries du 1^{er} septembre 1968 au 1^{er} septembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1^{er} mars et 1^{er} septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 22 mai 1967 (modifié par celle du 23 juillet 1967) — \$320,000 — construction d'un ajout de 7 classes et modifications à l'école actuelle.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} septembre 1967.

Tableau d'amortissement — \$320,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} septembre 1968.....	x \$42,000
1 ^{er} septembre 1969.....	x 45,000
1 ^{er} septembre 1970.....	x 49,000
1 ^{er} septembre 1971.....	x 52,000
1 ^{er} septembre 1972.....	5,000
1 ^{er} septembre 1973.....	5,000
1 ^{er} septembre 1974.....	5,000
1 ^{er} septembre 1975.....	6,000
1 ^{er} septembre 1976.....	6,000
1 ^{er} septembre 1977.....	7,000
1 ^{er} septembre 1978.....	7,000
1 ^{er} septembre 1979.....	8,000
1 ^{er} septembre 1980.....	8,000
1 ^{er} septembre 1981.....	9,000
1 ^{er} septembre 1982.....	9,000
1 ^{er} septembre 1983.....	10,000
1 ^{er} septembre 1984.....	11,000
1 ^{er} septembre 1985.....	11,000
1 ^{er} septembre 1986.....	12,000
1 ^{er} septembre 1987.....	13,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$204,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en 4 versements annuels égaux de \$51,000 chacun, de 1968 à 1971 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

office of the city clerk, City Hall, 11072 Gouin Blvd. West, Pierrefonds, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pierrefonds, (County of Robert Baldwin), August 2, 1967.

GABRIEL LEGAULT,

City Clerk,

Office of the city clerk, City Hall,

11072 Gouin Blvd. West,

Pierrefonds, (Robert Baldwin), P.Q.

Telephone: 684-4480, code 514. 20840

The School Commissioners for the Municipality of St-Gervais

County of Bellechasse

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André Godbout, secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m., secretary-treasurer's office, de la Fabrique St. St-Gervais, county of Bellechasse, P.Q., and thereafter until 8:30 o'clock p.m., St-Gervais College, Main St., St-Gervais, county of Bellechasse, P.Q., Wednesday, August 30, 1967, for the purchase of an issue of \$320,000 of bonds for the school commissioners of the municipality of St-Gervais, county of Bellechasse, dated September 1, 1967, and redeemable serially from September 1, 1968 to September 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 22, 1967 (modified by the one dated July 23, 1967) — \$320,000 — construction of a 7-class annex and alterations to the present school.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1967.

Table of redemption — \$320,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1968.....	x \$42,000
September 1, 1969.....	x 45,000
September 1, 1970.....	x 49,000
September 1, 1971.....	x 52,000
September 1, 1972.....	5,000
September 1, 1973.....	5,000
September 1, 1974.....	5,000
September 1, 1975.....	6,000
September 1, 1976.....	6,000
September 1, 1977.....	7,000
September 1, 1978.....	7,000
September 1, 1979.....	8,000
September 1, 1980.....	8,000
September 1, 1981.....	9,000
September 1, 1982.....	9,000
September 1, 1983.....	10,000
September 1, 1984.....	11,000
September 1, 1985.....	11,000
September 1, 1986.....	12,000
September 1, 1987.....	13,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$204,000 granted by the Provincial Government and payable in 4 annual equal instalments of \$51,000 each, from 1968 to 1971 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Charles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 30 août 1967 à 8.30 heures du soir, Collège St-Gervais, rue Principale, St-Gervais, comté de Bellechasse.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Gervais, (Comté de Bellechasse), ce 4 août 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ GODBOUT.

Rue de la Fabrique,
St-Gervais, (Bellechasse), P.Q.
Téléphone: 104w3, code 418. 20841-0

Paroisse de St-Mathias

Comté de Rouville

Avis de correction

Veuillez noter que dans l'avis de demande de soumissions publiée à la page 4858 de la *Gazette officielle de Québec* du 5 août 1967, relativement à une émission de \$200,000 d'obligations, le but d'emprunt du règlement numéro 140 devrait se lire « aqueduc » seulement ou lieu de « aqueduc et égouts », et que le code régional apparaissant à la fin dudit avis doit se lire 514 au lieu de 819.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiquée ci-haut demeurent inchangés.

St-Mathias, ce 8 août 1967.

La secrétaire-trésorière,
NORMANDE LAREAU.

Bureau de la corporation,
346, boulevard Richelieu, C.P. 39,
St-Mathias, (Rouville), P.Q. 20820-0

Avis divers

L'Église Baptiste Évangélique de Chomedey

Prenez avis que L'Église Baptiste Évangélique de Chomedey, située au numéro 1908 rue Maisonneuve, Chomedey, Laval, province de Québec, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec pour incorporation sous la Loi de la constitution de certaines Églises et ses amendements, le chapitre 305 de l'année 1964 des Statuts Refondus de la province de Québec.

Montreal, le 16 février 1967.

Les Avocats du requérant,
CERINI, JAMIESON, SALMON,
WATSON, BROWN & SOUARD.

20525-29-5-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Charles.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, August 30, 1967, at 8:30 o'clock p.m., at St-Gervais College, Main St., St-Gervais, county of Bellechasse.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Gervais, (County of Bellechasse), August 4, 1967.

ANDRÉ GODBOUT,
Secretary-Treasurer.

de la Fabrique St.,
St-Gervais, (Bellechasse), P.Q.
Téléphone: 104w3, code 418. 20841

Parish of St-Mathias

County of Rouville

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders published on page 4858 of the *Quebec Official Gazette* of August 5th, 1967, in respect to an issue of \$200,000 of bonds, the loan end of by-law number 140 will be read "aqueduct" only instead of "aqueduct and sewers" and the aria code shall be read 514 instead of 819.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

St-Mathias, August 8, 1967.

MRS. NORMANDE LAREAU,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
346 Richelieu Boulevard, P.O. Box 39,
St-Mathias, (Rouville), P.Q. 20820-0

Miscellaneous Notices

L'Église Baptiste Évangélique de Chomedey

Notice is hereby given that L'Église Baptiste Évangélique de Chomedey, 1908 Maisonneuve Street, Chomedey, Laval, Province of Quebec, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, for incorporation under the Church Incorporation Act, chapter 305 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1964, and amendments.

Montreal, February 16, 1967.

CERINI, JAMIESON, SALMON,
WATSON, BROWN & SOUARD,
Solicitors for the Petitioner.

20525-29-5-0

Joseph, Eugène, Yves Jolicoeur

Avis est donné que Joseph, Eugène, Yves Jolicoeur (dit Cright) imprimeur, domicilié et résidant au numéro 5 de la rue Des Anciens à Pointe Gatineau, Province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour faire changer son nom de Joseph, Eugène, Yves Jolicoeur à Joseph, Eric, Yvon Cright.

Hull, le 21 juillet 1967.

Les Procureurs du requérant,

BOULANGER, BERGERON,

20709-31-2-o

ET BÉLEC.

Jan Kazimierz Malkiewicz

Avis vous est donné que Jan Kazimierz Malkiewicz, époux de Margaret Elizabeth Adams, de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la Province, en vertu du bill 31 afin d'obtenir le changement de son nom en celui de John Frank Malkiewicz.

Montréal, ce 28 juillet 1967.

Les Procureurs du requérant,

NAUTEL, MERCURE,

20710-31-2-o

POLYQUIN ET LAMARCHE.

Alexandru Ion Scarlet

Avis est donné que Alexandru Ion Scarlet s'adresse au secrétaire de la province de Québec afin de changer son nom ainsi que celui de son épouse Elena, celui de leur fille Elena Maria Nadia et celui de leur fils Alexandro Vlaho, en celui de Scarlet.

Les Procureurs des pétitionnaires,

20711-31-2

SALMON ET MOSCOVITCH.

Dietmar Karl Dummeldinger

Avis est, par les présentes, donné que « Dietmar Karl Dummeldinger » estimateur, de la cité de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi changeant son nom de Dietmar Karl Dummeldinger à Dietmar Karl Dreise.

20737-31-2-o

Archibald Dalrymple Licorish

Avis est donné que Archibald Dalrymple Licorish, opérateur en traitement, de 8370 est, rue Ontario, dans le district de Montréal, a l'intention de présenter une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom à Archibald Dalrymple Gill, et celui de son épouse, Dame Hazel Eugene Cooke, de la même adresse, conformément aux dispositions de la Loi du changement de nom.

Montréal, 18 juillet 1967.

Le requérant,

20755-32-2 ARCHIBALD DALRYMPLE LICORISH.

Council No 5763 SS. Angles des Chevaliers de Colomb de New Richmond

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 6 juillet 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil No 5763 SS. Angles des Chevaliers de Colomb de New Richmond », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20756-o

12-66

Joseph, Eugène, Yves Jolicoeur

Take notice that Joseph, Eugène, Yves Jolicoeur, Printer whose address is 5 Des Anciens Street, Pointe-Gatineau, Quebec, will apply by petition to the Lieutenant-Governor in Council, Province of Quebec, for the purpose of asking him for a decree, changing his name to Joseph Eric, Yvon Cright.

Hull, July 21, 1967.

BOULANGER, BERGERON

AND BÉLEC,

20709-31-2-o

Solicitors for the Petitioner.

Jan Kazimierz Malkiewicz

Notice is hereby given that Jan Kazimierz Malkiewicz, husband of Margaret Elizabeth Adams, of the city of Montreal, province of Quebec, will petition the Secretary of the province of Quebec in conformity with bill 31 in order to obtain the change of his name to John Frank Malkiewicz.

Montreal, July 28, 1967.

NAUTEL, MERCURE,

POLYQUIN AND LAMARCHE,

20710-31-2-o

Attorney for the Petitioner.

Alexandru Ion Scarlet

Take notice that Alexandru Ion Scarlet makes application to the Secretary of the Province of Quebec to change his name as well as the name of his wife Elena, their daughter, Elena Maria Nadia, and their son, Alexandro Vlaho, to that of Scarlet.

SALMON AND MOSCOVITCH,

20711-31-2-o

Attorneys for Applicants.

Dietmar Karl Dummeldinger

Notice is hereby given that "Dietmar Karl Dummeldinger", estimator, of the city of Laval, in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act to change his name from Dietmar Karl Dummeldinger to Dietmar Karl Dreise.

20737-31-2-o

Archibald Dalrymple Licorish

Notice is hereby given that Archibald Dalrymple Licorish, Processing Operator, of 8370 Ontario Street East, in the District of Montreal, intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in Council requesting the change of name to Archibald Dalrymple Gill, and that of his wife, Dame Hazel Eugene Cooke, of the same address, pursuant to the provisions of the change of name Act.

Montreal, July 18, 1967.

ARCHIBALD DALRYMPLE LICORISH,

20755-32-2-o

Petitioner.

Council No. 5763 SS. Angles of the Knights of Columbus of New Richmond

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 6, 1967, approved the general by-laws of "Council No. 5763 SS. Angles of the Knights of Columbus of New Richmond", and such, in pursuance to section 9 of the Act Concerning the Knights of Columbus of the Province of Quebec, and of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20756

12-66

Conseil No 5910 des Chevaliers de Colomb de Notre-Dame de la Salette Inc.

Le conseil No 5910 des Chevaliers de Colomb de Notre-Dame de la Salette Inc., Notre-Dame de la Salette, comté de Papineau, P.Q., donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 5 juillet, 1967.

Notre-Dame de la Salette, 5 juillet, 1967.

Le Grand Chevalier,
RAYMOND LAROCQUE.
Le Secrétaire-archiviste,
CLAUDE FLEURANT.

20757-o

Conseil Saint-Lambert No 2267, des Chevaliers de Colomb

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 26 juillet 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Saint-Lambert No 2267, des Chevaliers de Colomb », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20759-o

1681-53

Conseil St-Louis No 5664 des Chevaliers de Colomb de Montreal inc.

Le « Conseil St-Louis No 5664 des Chevaliers de Colomb de Montréal inc. » 4015, Drolet, Montréal, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 20 mars 1967.

St-Louis, le 20 mars 1967.

Grand-Chevalier,
BERNARD LACROIX.
Secrétaire-Archiviste,
ANDRÉ CARBONNEAU.

20760-o

Maarten Wilschut

Avis est par les présentes donné que M. Maarten Wilschut de la cité et du district de Montréal entend déposer auprès du secrétaire de la province conformément aux dispositions de la Loi du changement du Nom, une requête demandant que son nom soit changé en celui de Max Wilton et que ce changement de nom affectera également son épouse, Dame Johanna Wilschut et ses deux enfants, Roger Alan Wilschut et Ralph Howard Wilschut.

Montréal, le 26 juillet 1967.

Les Procureurs de la compagnie,
LAFLEUR & BROWN.

20761-32-2-o

Donald Lorne Wilson

Avis est donné que Donald Lorne Wilson, marin, de 402, avenue Fothergill, Lasalle, district de Montréal, Québec, fait une demande pour changer son nom à Donald Lorne Dickie.

Montréal, 24 juillet 1967.

Le Procureur de requérant,
WILLIAM I. MILLER.

20799-32-2

Council No. 5910 of the Knights of Columbus of Notre-Dame de la Salette Inc.

Council No. 5910 of the Knights of Columbus of Notre-Dame de la Salette Inc., Notre-Dame de la Salette, county of Papineau, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from July 5, 1967.

Notre-Dame de la Salette, July 5, 1967.

RAYMOND LAROCQUE,
Grand Knight.
CLAUDE FLEURANT,
Recorder.

20757-o

Council Saint-Lambert No. 2267 of the Knights of Columbus

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 26, 1967, approved the general by-laws of the corporation "Council Saint-Lambert No. 2267 of the Knights of Columbus", and such, in virtue of section 9 of the Act concerning the Knights of Columbus of the Province of Quebec and of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20759

1681-53

Council St-Louis No. 5664 of the Knights of Columbus of Montreal Inc.

"Council St-Louis No. 5664 of the Knights of Columbus of Montreal Inc." 4015 Drolet, Montreal, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from March 20, 1967.

St-Louis, March 20, 1967.

BERNARD LACROIX,
Grand-Knight.
ANDRÉ CARBONNEAU,
Recorder.

20760-o

Maarten Wilschut

Notice is hereby given that Mr. Maarten Wilschut of the city and district of Montreal, intends to apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec pursuant to the provisions of the Change of Name Act to change his name from Maarten Wilschut to Max Wilton and that this change of name will affect his wife, Mrs. Johanna Wilschut and his two children Roger Alan Wilschut and Ralph Howard Wilschut.

Montreal, July 26, 1967.

LAFLEUR & BROWN,
Attorneys for the Company.

20761-32-2-o

Donald Lorne Wilson

Notice is hereby given that Donald Lorne Wilson, Seaman, of 402 Fothergill Avenue, Lasalle, district of Montreal, Quebec, is making application to change his name to Donald Lorne Dickie.

Montreal, July 24, 1967.

WILLIAM I. MILLER,
Attorney for Applicant.

20799-32-2-o

Harry Azimov

Avis est donné que Harry Azimov, commerçant, résidant à 1, Holly Rd., Hampstead, dans le district de Montréal, s'adressera au secrétaire provincial, sur ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir l'autorisation de changer son nom pour celui de Harry Arnold. Ce changement de nom s'appliquera également à sa femme Anna Ruth, ainsi qu'à ses enfants, Alexander Steven, Douglas Lorne et Richard Mark, tous résidant à la même adresse. Montréal, le 27 juin 1966.

20844-32-2-o *Avocat du solliciteur,*
CHARLES BROWNSTEIN, C.R.

Harry Azimov

Notice is hereby given that Harry Azimov, trader, residing at 1 Holly Road, Hampstead, in the district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary, upon order of the Lieutenant-Governor in Council to obtain the authorization to change his name to that of Harry Arnold. This change of name will also apply to his wife, Anna Ruth, and to his children, Alexander Steven, Douglas Lorne and Richard Mark, all residing at the same address. Montreal, June 27, 1966.

20844-32-2-o CHARLES BROWNSTEIN, Q.C.,
Advocate for the Petitioner.

Ronald Allice

Avis est donné que Ronald Allice, administrateur de commerce, résidant et domicilié à 47, avenue Granville, ville de Hampstead, district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province pour changer son nom à Ronald Ellis, et ce changement bénéficiera à son épouse Anne Allice (née Greenberg), ménagère, domiciliée au même endroit.

20845-32-2 *Le Procureur du requérant,*
BRAHM L. CAMPBELL.

Ronald Allice

Notice is hereby given that Ronald Allice, business executive, fully resident and domiciled at 47 Granville Avenue, town of Hampstead, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary to change his name to Ronald Ellis, and to benefit his wife Anne Allice (née Greenberg), housewife, domiciled at the same place.

20845-32-2-o BRAHM L. CAMPBELL,
Attorney for Petitioner.

Fernand Schiettekatte et al

Avis est donné par la présente que le docteur Fernand Schiettekatte, domicilié au 196 Bloomfield, Outremont, fera sous peu une requête au Secrétaire de la Province, pour faire changer son nom, celui de sa femme et de ses enfants Eric, Patrick et Marc Thierry, en celui de Sicard.

20846-32-2-o *Les Procureurs des requérants,*
CATE, OGILVY, BISHOP, COPE,
PORTEOUS & HANSARD.

Fernand Schiettekatte et al

Notice is hereby given that Dr. Fernand Schiettekatte, of 196 Bloomfield, Outremont, will shortly require from the Province's Secretary that his name, that of his wife and their children Eric, Patrick and Marc Thierry, be changed to that of Sicard.

20846-32-2-o CATE, OGILVY, BISHOP, COPE,
PORTEOUS & HANSARD,
Attorneys for the petitioners.

John James Segulier

Avis est donné que Izsak Segall, agent d'immeubles, de la cité de Westmount, district de Montréal, province de Québec, y résidant à 504, avenue Mountain, présentera au secrétaire de la province, une demande lui permettant de changer son nom en celui de John James Segulier, ledit changement de nom devra aussi servir à son épouse Suzanna Duschenes Segall, de la même adresse.

20847-32-2 Montréal, 7 août 1967.
Le Procureur du Requérant,
LIONEL A. SPERBER, C.R.

John James Segulier

Notice is hereby given that Izsak Segall, real estate investor, of the city of Westmount, district of Montreal, Province of Quebec, there residing at 504 Mountain Ave., will present to the Provincial Secretary an application to change his name to John James Segulier, which change of name shall also benefit his wife Susanna Duschenes Segall of the same address.

20847-32-2-o Montreal, August 7, 1967.
LIONEL A. SPERBER, Q.C.,
Attorney for Applicant.

**Conseil St-François-Xavier No 2338
des Chevaliers de Colomb de Magog inc.**

Le conseil St-François-Xavier, No 2383, des Chevaliers de Colomb de Magog inc., 52 rue Laurier, Magog, P.Q. donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 1er avril 1967.

20758-o Magog, P.Q. ce 17 mars 1967.
Le Grand Chevalier,
RODOLPHE DESRUISSEAUX.
Le Secrétaire-archiviste,
MARCEL LANDRY.

**Council St-François-Xavier No. 2383
of the Knights of Columbus of Magog Inc.**

Council St-François-Xavier, No. 2383 of the Knights of Columbus of Magog Inc., 52 Laurier, Magog, P.Q., hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 27) as from April 1 1967.

20758-o Magog, March. 17, 1967.
RODOLPHE DESRUISSEAUX,
Grand Knight,
MARCEL LANDRY,
Recorder.

Compagnies dissoutes

Mondeco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Mondeco inc. », constituée en corporation le 26^e jour de septembre 1961, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

15236-61

Placements de Biencourt inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Placements de Biencourt inc. », constituée en corporation le 8 septembre 1960, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753-o

14216-60

Companies Dissolved

Mondeco inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mondeco inc.", incorporated on the 26th day of September, 1961, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

15236-61

Placements de Biencourt inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Placements de Biencourt inc.", incorporated on September 8, 1960, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753

14216-60

Divers Compagnies

Auxiliary of Maimonides Hospital and Home for the Aged, Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 26 juillet 1967, approuvé les règlements numéros 1 à 18 de la corporation « Auxiliary of Maimonides Hospital and Home for the Aged, Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20765-o

2148-66

Canadian Tire & Repair (Mauricie) Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Canadian Tire & Repair (Mauricie) Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

Le Secrétaire,

GABRIELLE VALLÉE.

20766-o

290-67

Centre d'Achat Maisonneuve Itée Maisonneuve Shopping Centre Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Centre d'Achat Maisonneuve Itée — Maisonneuve Shopping Centre Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le Secrétaire,

R. B. CARLETON.

20767

12089-57

Corporation Professionnelle des Formateurs de Maîtres

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 juillet 1967, approuvé le règlement numéro 1 de la « Corporation Professionnelle des Formateurs de Maîtres », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20769-o

4848-66

Miscellaneous Companies

Auxiliary of Maimonides Hospital and Home for the Aged, Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 26, 1967, approved the by-laws numbers 1 to 18 of the corporation "Auxiliary of Maimonides Hospital and Home for the Aged, Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20765

2148-66

Canadian Tire & Repair (Mauricie) Co. Ltd.

Notice is given that "Canadian Tire & Repair (Mauricie) Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 6 to 4.

GABRIELLE VALLÉE,

Secretary.

20766

290-67

Centre d'Achat Maisonneuve Itée Maisonneuve Shopping Centre Ltd.

Notice is given that "Centre d'Achat Maisonneuve Itée — Maisonneuve Shopping Centre Ltd.", has changed the number of its directors from 6 to 5.

R. B. CARLETON,

Secretary.

20767-o

12089-57

Corporation Professionnelle des Formateurs de Maîtres

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 5, 1967, approved the by-law number 1 of the "Corporation Professionnelle des Formateurs de Maîtres", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20769

4848-66

Chantecler Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Chantecler Enterprises Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le Secrétaire,
RAYMOND J. TARBET.
14249-60

20768

Corporation Professionnelle des Formateurs de Maîtres

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 26 juillet 1967, approuvé le règlement numéro 2 de la « Corporation Professionnelle des Formateurs de Maîtres », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
4848-66

20770-o

Frego Construction Inc.

Avis est donné que « Frego Construction Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le Secrétaire,
H. GLASSMAN.
11503-58

20771

**La Machinerie Idéale Cie Itée
Ideal Machinery Co. Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « La Machinerie Idéale Cie Itée — Ideal Machinery Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
ROUVILLE MASSE.
8110-46

20772-o

Mary Massabky Foundation Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 25 juillet 1967, approuvé les modifications aux règlements généraux de la corporation « Mary Massabky Foundation Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
14707-58

20773-o

National Polyform Ltd.

Avis est donné que la compagnie « National Polyform Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
ISRAEL B. COHEN.
2136-65

20774

Place Ville Marie Barber Shops Inc.

Avis est donné que « Place Ville Marie Barber Shops Inc. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
MOE LIBERMAN.
10604-62

20775

Pont Mercier Shopping Centre Inc.

Avis est donné que la compagnie « Pont Mercier Shopping Centre Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le Secrétaire,
H. GLASSMAN.
11815-58

20776

Chantecler Enterprises Inc.

Notice is given that "Chantecler Enterprises Inc." has changed the number of its directors from 5 to 6.

RAYMOND J. TARBET,
Secretary.
14249-60

20768-o

Corporation Professionnelle des Formateurs de Maîtres

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, July 26, 1967, approved the by-law number 2 of the "Corporation Professionnelle des Formateurs de Maîtres", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
4848-66

20770

Frego Construction Inc.

Notice is given that "Frego Construction Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

H. GLASSMAN,
Secretary.
11503-58

20771-o

**La Machinerie Idéale Cie Itée
Ideal Machinery Co. Ltd.**

Notice is hereby given that "La Machinerie Idéale Cie Itée — Ideal Machinery Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

ROUVILLE MASSE,
Secretary.
8110-46

20772

Mary Massabky Foundation Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 25, 1967, approved the amendments to the general by-laws of the corporation "Mary Massabky Foundation Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
14707-58

20773

National Polyform Ltd.

Notice is given that "National Polyform Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

ISRAEL B. COHEN,
Secretary.
2136-65

20774-o

Place Ville Marie Barber Shops Inc.

Notice is given that "Place Ville Marie Barber Shops Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MOE LIBERMAN,
Secretary.
10604-62

20775-o

Pont Mercier Shopping Centre Inc.

Notice is given that "Pont Mercier Shopping Centre Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

H. GLASSMAN,
Secretary.
11815-58

20776-o

Les Publications l'Éveil inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Publications l'Éveil inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,

MME NICOLE BOIVIN HURTUBISE.

20777-o

1997-67

**Service Social Ville Marie
(Édifice Papineau)**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 27 juillet 1967, approuvé la modification à l'article 35 des règlements généraux de la corporation « Service Social Ville Marie (Édifice Papineau) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20778-o

6339-45

Talarico Ltd.

Avis est donné que « Talarico Ltd. », a porté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,

PAUL MANCUSO.

20779

12024-56

United Cigar Stores, Inc.

Avis est donné que la compagnie « United Cigar Stores, Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le Secrétaire,

H. VINCENT.

20780

839-38

Les Fondations Fafard

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 juillet 1967, approuvé les modifications aux articles 14 et 15 de son règlement numéro 1 de la corporation « Les Fondations Fafard », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20792-o

291-65

**Richelieu Knitting Inc.
Tricot Richelieu inc.**

Avis est donné que la compagnie « Richelieu Knitting Inc.—Tricot Richelieu inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le Secrétaire,

GILLES SIMARD.

20793-o

10669-56

Le Conseil des Oeuvres

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 juillet 1967, approuvé la modification apportée à l'article 21 des règlements de « Le Conseil des Oeuvres », telle qu'approuvée par les membres le 30 mai 1967, et ce, conformément à l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20803-o

7221-42

United Customs Brokers Limited

Avis est donné que la compagnie « United Customs Brokers Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Secrétaire,

CLYDE BENN.

20805

5327-52

Les Publications l'Éveil inc.

Notice is hereby given that "Les Publications l'Éveil inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MRS. NICOLE BOIVIN HURTUBISE,

Secretary.

20777

1997-67

**Service Social Ville Marie
(Édifice Papineau)**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 27, 1967, approved the amendment to section 35 of the general by-laws of the corporation "Service Social Ville Marie (Édifice Papineau)", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant secretary of the Province.

20778

6339-45

Talarico Ltd.

Notice is given that "Talarico Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 5.

PAUL MANCUSO,

Secretary.

20779-o

12024-56

United Cigar Stores, Inc.

Notice is given that "United Cigar Stores, Inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

H. VINCENT,

Secretary.

20780-o

839-38

Les Fondations Fafard

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 12, 1967, approved the amendments to sections 14 and 15 of its by-law number 1 of "Les Fondations Fafard", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20792

291-65

**Richelieu Knitting Inc.
Tricot Richelieu inc.**

Notice is hereby given that "Richelieu Knitting Inc.—Tricot Richelieu inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

GILLES SIMARD,

Secretary.

20793

10669-56

Le Conseil des Oeuvres

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on July 7, 1967, approved the amendment to section 21 of the by-laws of "Le Conseil des Oeuvres", as approved by the members on May 30, 1967, and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20803

7221-42

United Customs Brokers Limited

Notice is given that "United Customs Brokers Limited" has changed the number of its directors from 5 to 7.

CLYDE BENN,

Secretary.

20805-o

5327-52

**School of Prosthetics and Orthotics
of Quebec Inc.
École de Prothèse et Orthèse
du Québec inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 11 juillet 1967, approuvé les règlements numéros 34 et 41 de la corporation « School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.—École de Prothèse et Orthèse du Québec inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20804-o 5-65

Vista Fashions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Vista Fashions Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
OSCAR MINSKY.

20806-o 5189-64

Brodeur Hydromecanix inc.

Avis est donné que la compagnie « Brodeur Hydromecanix inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le Président,
ALCIDE BRODEUR.

20825-o 2955-65

**Fonds Adanac inc.
Adanac Funds Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Fonds Adanac inc.—Adanac Funds Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 12.

Le Secrétaire,
PETER R. D. MACKELL.

20826-o 5160-63

Prodelec inc.

Avis est donné que la compagnie « Prodelec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
MICHÈLE VERRET LAFOND.

20827-o 1474-67

Tex-El inc.

Avis est donné que la compagnie « Tex-El inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Secrétaire,
RICHARD CHASSÉ.

20828-o 2381-67

Zimcor Company

Avis est donné que la compagnie « Zimcor Company », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
M. ZIMMERMAN.

20829 9856-51

Morgan, Ostiguy & Hudon inc.

Avis est donné que la compagnie « Morgan, Ostiguy & Hudon inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 13.

Le Secrétaire,
PAUL-J. FAUTEUX.

20855-o 12485-57

**School of Prosthetics and Orthotics
of Quebec Inc.
École de Prothèse et Orthèse
du Québec inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 11, 1967, approved by-law numbers 34 and 41 of "School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.—École de Prothèse et Orthèse du Québec inc.", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20804 5-65

Vista Fashions Inc.

Notice is given that "Vista Fashions Inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

OSCAR MINSKY,
Secretary.

20806 5189-64

Brodeur Hydromecanix inc.

Notice is given that "Brodeur Hydromecanix inc.", has changed the number of its directors from 4 to 6.

ALCIDE BRODEUR,
President.

20825 2955-65

**Fonds Adanac inc.
Adanac Funds Inc.**

Notice is given that "Fonds Adanac inc.—Adanac Funds Inc.", has changed the number of its directors from 10 to 12.

PETER R. D. MACKELL,
Secretary.

20826-o 5160-63

Prodelec inc.

Notice is hereby given that "Prodelec inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MICHÈLE VERRET LAFOND,
Secretary.

20827 1474-67

Tex-El inc.

Notice is hereby given that "Tex-El inc.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

RICHARD CHASSÉ,
Secretary.

20828 2381-67

Zimcor Company

Notice is given that "Zimcor Company", has changed the number of its directors from 4 to 3.

M. ZIMMERMAN,
Secretary.

20829-o 9856-51

Morgan, Ostiguy & Hudon inc.

Notice is hereby given that "Morgan, Ostiguy & Hudon inc.", has changed the number of its directors from 10 to 13.

PAUL-J. FAUTEUX,
Secretary.

20855 12485-57

La Relève inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 26 juillet 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « La Relève inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20856-o 64-66

Inbec inc.

Avis est donné que la compagnie « Inbec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 12.

Le Secrétaire,
J.-YVES ST-PIERRE.
1563-67

20854-o

La Relève inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on July 26, 1967, approved the general by-laws of the corporation « La Relève inc. », and such, in virtue of section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20856 64-66

Inbec inc.

Notice is hereby given that « Inbec inc. », has changed the number of its directors from 3 to 12.

J.-YVES ST-PIERRE,
Secretary.
1563-67

20854

Chartes — Abandon de

Grosserie Centrale Groceries Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Grosserie Centrale Groceries Inc. », une compagnie constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau chef dans la cité de Jonquière, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin de demander la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Jonquière, ce 1er jour d'août 1967.

Les Procureurs de la compagnie,
FORTIN, MARCEAU, TREMBLAY
& BÉGIN.

20762-o

L. & M. Jewellery Inc.

Avis est donné que la compagnie, « L. & M. Jewellery Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 26e jour de juillet 1967.

Le Secrétaire,
C. MALLIN.
20763-o

Société Canadienne de Dynamique des Groupes

Prenez avis que la compagnie « Société Canadienne de Dynamique des Groupes », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte et ce à la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 6 juin 1967.

20764-o J. CLOVIS DAGENAIS, C.R.

Bargins Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bargins Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 6e jour d'avril 1967.

Le Secrétaire,
T. ONASSIS.
20791

Charters — Surrender of

Grosserie Centrale Groceries Inc.

Notice is hereby given that « Grosserie Centrale Groceries Inc. », a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having his head office in the city of Jonquière, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provision of the Quebec Companies Act.

Dated at Jonquière, this 1st day of August, 1967.

FORTIN, MARCEAU, TREMBLAY,
& BÉGIN.
Attorneys for the Company.

20762-o

L. & M. Jewellery Inc.

Notice is hereby given that « L. & M. Jewellery Inc. », a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of July, 1967.

C. MALLIN,
Secretary.
20763-o

Société Canadienne de Dynamique des Groupes

Take notice that « Société Canadienne de Dynamique des Groupes », will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter on the date which he shall be pleased to fix.

Montreal, June 6, 1967.

20764 J. CLOVIS DAGENAIS, Q.C.

Bargins Inc.

Notice is hereby given that « Bargins Inc. », a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of April, 1967.

T. ONASSIS,
Secretary.
20791-o

Airlee Development Corporation

Avis est donné que la compagnie « Airlee Development Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, P.Q., ce 4^e jour d'août 1967.

20800

Le Secrétaire,
MAX SOBEL.

Contract Fabric Sales Inc.

Avis est donné que la compagnie « Contract Fabric Sales Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2^e jour d'août 1967.

20801

Le Secrétaire,
SARAH MILLER.

R. M. & R. Investment Corp.

« R. M. & R. Investment Corp. », donne avis par la présente sous la Loi des compagnies de Québec, qu'elle fera application au secrétaire de la province de Québec pour permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 3^e jour du mois d'août, 1967.

20802-0

Le Procureur de la requérante,
JOHN J. WASSERMAN, C.R.

Brook Realty Corp.

Avis est donné que la compagnie « Brook Realty Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 31^e jour de juillet 1967.

20822

Le Secrétaire,
S. BROTT.

**Dombard Canada Limited
Dombard Canada Limitée**

Prenez avis que la compagnie « Dombard Canada Limited — Dombard Canada Limitée », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
20823-0 ANDRÉ DUVAL, NOTAIRE.

Varsity Realty Corp.

Avis est donné que la compagnie « Varsity Realty Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 31^e jour de juillet 1967.

20824-0

Le Secrétaire,
N. LEVINE.

Airlee Development Corporation

Notice is hereby given that "Airlee Development Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 4th day of August, 1967.

20800-0

MAX SOBEL,
Secretary.

Contract Fabric Sales Inc.

Notice is hereby given that "Contract Fabric Sales Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of August, 1967.

20801-0

SARAH MILLER,
Secretary.

R. M. & R. Investment Corp.

"R. M. & R. Investment Corp.", hereby gives notice under the Quebec Companies Act that it will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 3rd day of August, 1967.

20802-0

JOHN J. WASSERMAN, C.R.,
Attorney for Applicant.

Brook Realty Corp.

Notice is hereby given that "Brook Realty Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 31st day of July, 1967.

20822-0

S. BROTT,
Secretary.

**Dombard Canada Limited
Dombard Canada Limitée**

Notice is hereby given that "Dombard Canada Limited — Dombard Canada Limitée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

20823 ANDRÉ DUVAL, NOTARY,
Attorney for the Company.

Varsity Realty Corp.

Notice is hereby given that "Varsity Realty Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 31st day of July, 1967.

20824-0

N. LEVINE,
Secretary.

Nite'N Day Casuals Inc.

Avis est par les présentes donné que « Nite'n Day Casuals Inc. », une corporation constituée sous l'autorité de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau-chef dans la ville de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 8ème jour d'août 1967.

Le Secrétaire,

A. GEORGE BROWN.

20851-o

St. Elzéar Lumber Limited

Avis est donné que la compagnie « St. Elzéar Lumber Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 27e jour de janvier 1967.

Le Président,

JULIEN NINCLAUS.

20852

Slumber Sleepwear Inc.

Avis est par les présentes donné que « Slumber Sleepwear Inc. », une corporation constituée sous l'autorité de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau-chef dans la ville de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 8ème jour d'août 1967.

Le Secrétaire,

A. G. BROWN.

20853-o

Dalli-Wear Inc.

Avis est par les présentes donné que « Dalli-Wear Inc. », une corporation constituée sous l'autorité de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau-chef dans la ville de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 8ème jour d'août 1967.

Le Secrétaire,

A. GEORGE BROWN.

20848-o

Eastern Realty & Investment Corporation

Prenez avis que la compagnie « Eastern Realty & Investment Corporation » demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Les Procureurs de la compagnie,

LABELLE, LESSARD, MONGEAU,

TREMBLAY & THOUIN.

20849-o

Nite'N Day Casuals Inc.

Notice is hereby given that "Nite'n Day Casuals Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of August 1967.

A. GEORGE BROWN,

Secretary.

20851-o

St. Elzéar Lumber Limited

Notice is hereby given that "St. Elzéar Lumber Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of January, 1967.

JULIEN NINCLAUS,

President.

20852-o

Slumber Sleepwear Inc.

Notice is hereby given that "Slumber Sleepwear Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head-office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of August 1967.

A. G. BROWN,

Secretary.

20853-o

Dalli-Wear Inc.

Notice is hereby given that "Dalli-Wear Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head-office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of August 1967.

A. GEORGE BROWN,

Secretary.

20848-o

Eastern Realty & Investment Corporation

Notice is hereby given that "Eastern Realty & Investment Corporation", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

LABELLE, LESSARD, MONGEAU,

TREMBLAY & THOUIN,

Attorneys for the Company.

20849

Ministère du Travail

Avis de modification

Statut du coiffeur — Province de Québec

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de conventions collectives (Statuts refondus du

Department of Labour

Notice of Amendment

The Hairdresser's Code — Province of Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 153), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that *la Fédération*

Québec 1964, chapitre 143), que la Fédération patronale des coiffeurs du Québec Inc., et la Fédération des Barbiers et Coiffeurs de la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications à l'arrêté en conseil numéro 1886 (A) du 2 novembre 1960, refondu avec modifications par l'arrêté en conseil numéro 489 du 22 mars 1966, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 avril 1966, concernant des dispositions communes applicables à tous les décrets pris en exécution de ladite Loi, qui régissent les coiffeurs pour hommes, coiffeurs pour dames, manucures-esthéticiennes et manucures, dans la province de Québec:

1° A l'article 11, le paragraphe *b*) sera remplacé par le suivant:

« *b*) *Coupe de cheveux au rasoir*: Ce terme désigne une coupe de cheveux précédée d'un shampooing et exécutée au moyen du rasoir et des ciseaux, ainsi que la mise en plis au moyen du sèche-vent et de la brosse. »

2° Les deux (2) articles suivants seront ajoutés à l'article 27:

« 27-A. *Postiche*: Ce mot désigne tout cheveu ou succédané fait de matière artificielle ou synthétique, destiné à remplacer ou à compenser, augmenter, servir d'accessoire, embellir ou améliorer la chevelure naturelle, tel que: perruques, toupets, tresses, mèches, boucles. »

27-B. *Traitement de postiche*: Ce terme désigne le nettoyage, le lavage, ainsi que toute autre opération de coiffure pouvant s'appliquer au postiche. »

3° A l'article 29, le paragraphe *b*) sera remplacé par le suivant:

« *b*) Produire un certificat d'une commission scolaire ou du Ministère de l'Éducation, indiquant qu'il a terminé la onzième année de scolarité et a été admis à l'examen officiel, ou une attestation indiquant qu'il a subi avec succès les examens de onzième année pour adultes du Ministère de l'Éducation. »

4° L'article 30 sera remplacé par le suivant:

« 30. Si elle a été admise conformément aux exigences de l'article 29 et après vérification de son dossier, une personne qui détient un certificat d'apprenti émis par un comité paritaire de coiffeur pour hommes ou de coiffeur pour dames, peut obtenir d'un autre comité paritaire un certificat de valeur égale lui donnant le droit de continuer son apprentissage dans le champ d'application territorial du décret mis à exécution par ce dernier. »

5° L'article 31 sera remplacé par le suivant:

« 31. S'il a obtenu son permis d'apprentissage et son certificat de qualification conformément aux exigences de la Loi et des Règlements qui en régissent l'émission, après vérification de son dossier et examen pratique de contrôle si le comité le juge nécessaire, le détenteur d'un certificat de qualification émis par un comité paritaire de coiffeur pour hommes ou de coiffeur pour dames peut obtenir d'un autre comité paritaire un certificat de qualification de valeur égale lui donnant le droit de pratiquer son métier dans le champ d'application territorial du décret mis à exécution par ce dernier. »

6° L'article 32 sera abrogé.

7° L'article 33 sera remplacé par le suivant:

« 33. Toute personne venant d'un territoire du Québec non régi par un décret ou détenant un certificat de qualification ou une licence émise par un organisme d'État d'une autre province

patronale des coiffeurs du Québec Inc., and *la Fédération des Barbiers et Coiffeurs de la Province de Québec* have petitioned him to submit for the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to Order in Council number 1886 (A) of November 2, 1960, revised with amendments by Order in Council number 489 of March 22, 1966, published in the *Québec Official Gazette* of April 2, 1966, concerning provisions applicable to all decrees under the Act that govern men's hairdressers, ladies' hairdressers, manicurist-beauticians and manicurists in the Province of Québec:

1. Subsection (*b*) of section 11 will be superseded by the following:

“(b) *Razor cut*: means a haircut preceded by a shampoo and performed by means of a razor and scissor and followed by a setting done by means of a dryer and brush.”

2. The following two sections will be added to section 27:

“27-A. *Hairpiece*: means any artificial or synthetic hair or substitute such as wigs, toupets, tresses, locks and curls designed to replace, make up for, increase, be an accessory to, beautify or improve natural hair.

27-B. *Hairpiece treatment*: means the cleaning, washing and any other hairdressing operation that can be carried out on a hairpiece.”

3. In section 29, subsection (*b*) will be replaced by the following:

“(b) Produce a certificate of Grade XI studies issued by a school board of the Department of Education stating that the candidate has been admitted to the official examination or a certificate as to his success in the Department of Education Grade XI adults examinations.”

4. Section 30 will be superseded by the following:

“30. After having been admitted in compliance with the requirements of section 29 and after checking his (her) file, the holder of an apprentice certificate issued by a parity committee for men's or ladies' hairdressers may obtain an equivalent certificate from another parity committee which enables him (her) to continue apprenticeship in the territorial jurisdiction of the decree administered by the latter committee.”

5. Section 31 will be replaced by the following:

“31. If the apprenticeship permit and competency certificate were obtained in compliance with the law and regulations governing their issue, after checking his (her) file and should the committee deem it advisable to have him (her) take a practical examination, the holder of a competency certificate issued by a parity committee for men's or ladies' hairdressers may obtain an equivalent competency certificate from another parity committee enabling him (her) to ply his (her) trade in the territorial jurisdiction of the decree administered by the latter committee.”

6. Section 32 will be abrogated.

7. Section 33 will be replaced by the following:

“33. Anyone coming from an area of the Province that is not covered by decree or holding a competency certificate or licence issued by a government body of another Canadian province

du Canada, et qui fournit la preuve au comité paritaire qu'elle a exercé son métier dans un salon professionnel pendant au moins trois (3) ans après avoir atteint l'âge de seize (16) ans, doit être admise aux examens pratiques pour l'obtention du certificat de la classe « B ».

En cas d'insuccès aux examens, cette personne conserve son droit de reprise et peut, dans l'intervalle, obtenir un certificat d'apprenti avec crédit du temps approprié au résultat de son examen pratique, en vertu de ses droits acquis.

Si une telle personne a exercé son métier pendant une période de moins de trois (3) années, elle a droit à un crédit d'apprentissage proportionné à l'expérience acquise, pourvu qu'elle satisfasse aux exigences requises pour l'admission à l'apprentissage.

8° L'article 34 sera remplacé par le suivant :

« 34. Toute personne venant d'un pays étranger, si elle fournit la preuve qu'elle a réellement exercé le métier et qu'elle peut établir son statut professionnel comme coiffeur, apprentie ou élève d'une école professionnelle de coiffure, par son passeport ou autre document officiel, est sujette aux conditions suivantes :

a) Si elle a exercé son métier pendant au moins trois (3) années après avoir atteint l'âge de 16 ans, admission à l'examen pratique pour l'obtention du certificat de classe « B ».

En cas d'insuccès aux examens, cette personne conserve son droit de reprise et peut, dans l'intervalle obtenir un certificat d'apprentissage avec crédit de temps approprié aux résultats de l'examen pratique, pourvu qu'elle satisfasse aux exigences requises pour l'admission à l'apprentissage.

b) Si elle a pratiqué son métier pendant moins de trois (3) années après avoir atteint l'âge de 16 ans, un crédit d'apprentissage de valeur égale à l'expérience acquise lui sera accordé pourvu qu'elle satisfasse aux exigences requises pour l'admission à l'apprentissage.

9° L'article 59-A sera ajouté comme suit :

« 59-A. Toute personne qui tient un salon de coiffure doit faire en sorte qu'il soit possible de voir à l'intérieur du salon en dehors des heures prescrites par le présent décret, afin de permettre aux inspecteurs du comité paritaire de vérifier s'il se fait du travail illégal. »

10° L'article 60 sera remplacé par le suivant :

« 60. Avant de pouvoir exécuter ou faire exécuter une ou plusieurs opérations régies par le champ d'application professionnel du présent décret, toute personne doit déclarer par écrit au comité paritaire ses noms, prénoms et adresse, le nom sous lequel elle exerce sa profession ou tient son salon, son régime matrimonial et l'informe de tout changement subséquent de nom ou d'adresse et, si elle ne tient pas seule un salon de coiffure, les noms, prénoms et adresses de son ou ses associés. »

11° L'article 61 sera remplacé par le suivant :

« 61. Toute personne, société ou compagnie qui possède un ou plusieurs salons de coiffure doit enregistrer au Département des Raisons Sociales de la Cour Supérieure du district judiciaire visé, une déclaration du nom ou de la raison sociale sous lequel elle fait affaire et en produire une copie dûment certifiée par le Proto-notaire au comité paritaire. »

12° L'article 69 sera remplacé par le suivant :

« 69. Il est interdit à l'employeur professionnel, à l'employeur, à l'artisan, au salarié,

and who can furnish the Parity Committee with satisfactory proof that he (she) has plied his (her) trade for at least five (5) years after his (her) sixteenth (16th) birthday, shall be admitted to the practical examination for the class "B" competency certificate.

Should such person fail the examination, he (she) may take the examination over and in the meantime obtain an apprentice certificate with the pertinent time credits, in pursuance of his (her) vested rights.

Should such person have plied his (her) trade for less than three (3) years, he (she) is entitled to apprenticeship credits proportionate to the experience gained provided he (she) meets the admission requirements for apprenticeship."

8. Section 34 will be superseded by the following:

"34. Anyone from a foreign country is subject to the following conditions provided that he (she) can supply proof of having plied the trade; he (she) can vindicate his (her) professional status as apprentice or hairdressing student by means of his (her) passport or any other official document:

(a) if he (she) plied the trade for at least three (3) years after having become 16, admission to the practical examination for the class "B" certificate.

Should such person fail the examination, he (she) may take the examination over and in the meantime obtain an apprentice certificate with the pertinent time credits, in pursuance of his (her) vested rights:

(b) if he (she) has plied the trade for less than three (3) years after having reached age 16, apprenticeship credits proportionate to the experience gained, provided he (she) meets the admission requirements for apprenticeship."

9. Section 59-A will be added as follows:

"59-A. Anyone operating a hairdressing salon shall make certain that the salon's interior may be seen from the outside, so that parity committee inspectors may check to see if illegal work is taking place."

10. Section 60 will be replaced by the following:

"60. Before performing or having performed one or more of the operations governed by the professional jurisdiction of this decree, everyone shall advise the Parity Committee in writing of: his (her) family and given names; the salon's business name; his (her) marital status. He (she) shall also advise the committee of any subsequent change of name or address. Should the salon's operation be a joint venture; the family and given names of his (her) partner(s)."

11. Section 61 will be superseded by the following:

"61. Any person, partnership or company (who) that owns one or more hairdressing salons shall file a statement with the Societies' Declaration Department of the Superior Court in the judicial district concerned, with regards to the firm name and shall supply the Parity Committee with a copy thereof, duly-certified by a prothonotary."

12. Section 69 will be replaced by the following:

"69. No professional employer, employer, artisan, employee or any other person performing

et à toute personne exécutant une ou plusieurs des opérations visées dans le champ d'application professionnel du présent décret, d'offrir ou de donner gratuitement ses services à la clientèle et d'en déduire de quelque façon que ce soit le prix minimal fixé par le présent décret.

Il est également interdit de donner ou d'accepter directement ou indirectement ou d'annoncer au moyen de circulaires, panneaux-réclame ou de toute autre manière, quelque prime, cadeau, objet ou avantage que ce soit qui a pour but d'attirer ou de tenter d'attirer la clientèle.

Il est également interdit de participer ou de coopérer de quelque façon à la publicité faite par un tiers, aux fins de promettre quelque prime, cadeau, objet ou avantage non prévu au décret comportant ou non l'attribution de services gratuits, à taux réduits ou aux frais d'un tiers.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 août 1967. 20754-0

one or more of the operations covered by the professional jurisdiction of this decree may; give or offer his (her) services free of charge to customers; reduce the minimum prices set forth in this decree.

It is further forbidden to directly or indirectly give, accept or advertise by means of circular billboards or any other way, free gifts, bonus, object or benefits for purposes of attracting or attempting to attract customers.

It is also forbidden to: participate or co-operate in any way whatever to advertising done by a third party, so as to promise any bonus, gift, object or benefit not covered in the decree and entailing or not entailing free services, reduced rates or expense to such third party."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 12, 1967. 20754-0

Sièges sociaux

Les Équipements Duberger inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Équipements Duberger inc. » a changé son siège social du numéro 580, boulevard Wilfrid Hamel, Québec, au numéro 2370, boulevard Hamel ouest, Duberger.

Le Secrétaire,
GÉRARD PAGEAU.

20781-0 4823-65

Henri Girard (Québec) inc.

Avis est donné que la compagnie « Henri Girard (Québec) inc. » a changé son siège social du numéro 580, boulevard Wilfrid Hamel, Québec, au numéro 2370, boulevard Hamel ouest, Duberger.

Le Secrétaire,
MARCEL PAGÉ.

20782-0 12772-56

Les Motels Bourassa Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Motels Bourassa Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 juin 1967 et ayant son siège social à Montréal-Nord, a établi son bureau au 6325 boulevard Henri-Bourassa est, Montréal-Nord, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 12^e jour de juin 1967.

(Seau)

La Présidente,
JACQUELINE CUSSON.

20784-0 1477-67

Head Offices

Les Équipements Duberger inc.

Notice is hereby given that "Les Équipements Duberger inc.", has changed its head office from number 580 Wilfrid Hamel Boulevard, Québec, to number 2370 Hamel Boulevard, West, Duberger.

GÉRARD PAGEAU,
Secretary.

20781 4823-65

Henri Girard (Québec) inc.

Notice is hereby given that "Henri Girard (Québec) inc.", has changed its head office from number 580 Wilfrid Hamel Boulevard, Québec, to number 2370 Hamel Boulevard, West, Duberger.

MARCEL PAGÉ,
Secretary.

20782 12772-56

Les Motels Bourassa Inc.

Notice is hereby given that "Les Motels Bourassa Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 12th day of June 1967, and having its head office at Montréal Nord, has established its office at 6325 boulevard Henri-Bourassa-East, Montréal-Nord, district of Montréal, province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 12th day of June 1967.

(Seal)

JACQUELINE CUSSON,
President.

20784-0 1477-67

Henri Girard Transport inc.

Avis est donné que la compagnie « Henri Girard Transport inc. », a changé son siège social du numéro 580, boulevard Wilfrid Hamel, Québec, au numéro 2370, boulevard Hamel ouest, Duberger.

Le Secrétaire,

MARCEL PAGÉ,

20783-o

4194-66

Henri Girard Transport inc.

Notice is hereby given that "Henri Girard Transport inc.", has moved its head office from number 580 Wilfrid Hamel Boulevard, Quebec, to number 2370 Hamel Boulevard West, Duberger.

MARCEL PAGÉ,

Secretary,

20783

4194-66

Penthouse Design Inc.

Avis est donné que le siège social de « Penthouse Design Inc. », sera en la ville de Montréal, à 4140, avenue De Courtrai, province de Québec.

Montréal, 26 juillet 1967.

(Secau)

Le Secrétaire,

MME MORAG ALLAN BAYER,

20785

570-65

Penthouse Design Inc.

Take notice that the head office of "Penthouse Design Inc.", shall be in the city of Montreal, at 4140 De Courtrai Avenue, in the Province of Quebec.

Montreal, July 26, 1967.

(Seal)

MRS. MORAG ALLAN BAYER,

Secretary,

20785-o

570-65

**Seabrook Farms Frozen Foods
(Quebec) Limited**

Avis est donné que la compagnie « Seabrook Farms Frozen Foods (Quebec) Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 mai 1967, et ayant son siège social à Bedford, district de Bedford, a établi son siège social à Bedford, dit district et une place d'affaires au 1825 boulevard Graham, ville Mont-Royal, Montréal 16, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, lesdits bureaux sont considérés par la compagnie comme étant son siège social et sa place d'affaires.

Donné à Montréal, ce 23e jour de mai 1967.

(Secau)

Le Président,

DONALD S. BARTLETT,

20786-o

2293-67

**Seabrook Farms Frozen Foods
(Quebec) Limited**

Notice is hereby given that "Seabrook Farms Frozen Foods (Quebec) Limited", incorporated by letters patent bearing date May 23rd, 1967, and having its head office at Bedford, district of Bedford, has established its head office at Bedford, district of Bedford, Province of Quebec, and has also established a branch office at 1825 Graham Boulevard, town of Mount Royal, Montreal 16, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office and branch office.

Given at Montreal, this 23rd day of May 1967.

(Seal)

DONALD S. BARTLETT,

President,

20786-o

2293-67

Société Financière Mercure inc.

Avis est donné que « Société Financière Mercure inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 avril 1967, et ayant son siège social à St-Bruno-de-Montarville, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 390 est, du boulevard Seignurial.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Bruno-de-Montarville, ce 22e jour de juin 1967.

Le Président,

LUC TREMBLAY,

20787-o

1413-67

Société Financière Mercure inc.

Notice is hereby given that "Société Financière Mercure inc.", incorporated by letters patent, on April 3, 1967, and having its head office in St-Bruno-de-Montarville, district of Montreal, has established its office at No. 390 Seignurial Boulevard East.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St. Bruno-de-Montarville, this 22nd day of June, 1967.

LUC TREMBLAY,

President,

20787-o

1413-67

Telex Electric inc.

Avis est donné que la compagnie « Telex Electric Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 28 juin 1967, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 6384, de la rue St-Hubert.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 5e jour de juillet 1967.

(Secau)

Le Secrétaire,

PHILIPPE DECELLES,

20789-o

2217-67

Telex Electric inc.

Notice is hereby given that "Telex Electric Inc.", incorporated by letters patent dated on June 28, 1967, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its office at number 6384 St. Hubert St.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 5th day of July, 1967.

(Seal)

PHILIPPE DECELLES,

Secretary,

20789

2217-67

La Société Henri Girard inc.

Avis est donné que « La Société Henri Girard inc. », a changé son siège social du numéro 580, boulevard Wilfrid Hamel, Québec, au numéro 2370, boulevard Hamel ouest, Duberger.

Le Secrétaire,
MARCEL PAGE.
12811-58

20788-o

La Société Henri Girard inc.

Notice is given that "La Société Henri Girard inc.", has changed its head office from number 580 Wilfrid Hamel Boulevard, Quebec, to number 2370 Hamel Boulevard West, Duberger.

MARCEL PAGÉ,
Secretary.
12811-58

20788

B. M. F. Metals Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « B. M. F. Metals Co. Ltd. », a transporté son siège social de 1565, rue Cabot, Montréal, à 336, rue St-Patrice, LaSalle.

Le Secrétaire,
JOHN CERINI.
10173-62

20807

B. M. F. Metals Co. Ltd.

Notice is given that "B. M. F. Metals Co. Ltd.", has transferred its head office from 1565 Cabot Street, Montreal, to 336 St-Patrick Street, LaSalle.

JOHN CERINI,
Secretary.
10173-62

20807-o

C. Belley Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « C. Belley Construction Inc. », constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 12 juin 1967, a établi son bureau au numéro 1165, rue Lejeune, ville de Hauterive, comté de Saguenay.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Baie-Comeau, ce 7^e jour de juillet 1967.

Le Président,
CLÉMENT BELLEY.
2651-67

20808-o

C. Belley Construction Inc.

Notice is hereby given that the "C. Belley Construction Inc.", company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent bearing date on June 12, 1967, issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has established its office at No. 1165, Lejeune Street, in the city of Hauterive, county of Saguenay.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Baie-Comeau, this 7th day of July, 1967.

CLÉMENT BELLEY,
President.
2651-67

20808-o

Blue-Veteran Taxi Inc.

Avis est donné que la compagnie « Blue-Veteran Taxi Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 juin 1962, et ayant son siège social à Sherbrooke, a établi son bureau principal au numéro civique 1351 rue Deneault.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 1^{er} mai 1967.

Le Président,
PAUL CANTIN.
12602-62

20809-o

Blue-Veteran Taxi Inc.

Notice is hereby given that "Blue-Veteran Taxi Inc.", incorporated by letters patent dated June 29, 1962 and having its head office in Sherbrooke, has established its office at civic number 1351 Deneault Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Sherbrooke May 1, 1967.

PAUL CANTIN,
President.
12602-62

20809-o

Canadian Rock Company Limited

Le siège social de la compagnie « Canadian Rock Company Limited », a été changé de 98, quatorzième rue, Noranda, Québec, à 708, avenue Murdoch, Noranda, Québec.

Effectif: 7 juillet 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
HARRY G. DOWTON.

20810

Canadian Rock Company Limited

The head office of "Canadian Rock Company Limited", was changed from 98 Fourteenth St., Noranda, Quebec, to 708 Murdoch Ave, Noranda, Quebec.

Effective: July 7, 1967.

HARRY G. DOWTON,
Secretary-Treasurer.

20810-o

Gardner Steel Limited

Avis est donné que le siège social de « Gardner Steel Limited », a été transporté de 98, 14^e rue, Noranda, Québec, à 708, avenue Murdoch, Noranda, Québec.

En force à compter du 7 juillet 1967.

(Seeau) *Le Secrétaire-trésorier,*
HARRY G. DOWTON.
1498-53

20811

Gardner Steel Limited

Notice is hereby given that the head office of "Gardner Steel Limited", was changed from 98, 14th St., Noranda, Quebec, to 708 Murdoch Ave, Noranda, Quebec.

Effective: July 7, 1967.

(Seal) HARRY G. DOWTON,
Secretary-Treasurer.
1498-53

20811-o

Martap inc.

Avis est donné que la compagnie « Martap inc. » a changé son siège social du numéro 8355, Pascal Gagnon, St-Léonard, au numéro 389, Notre-Dame, Gatineau.

Le Secrétaire,

MME BÉATRICE MARCOUX,

20812-o

180-66

Société d'Administration Déro inc.

Avis est donné que la « Société d'Administration Déro inc. » a changé son siège social de Ste-Foy, au numéro 3400, rue de la Concorde, Ste-Foy.

Le Président,

DENIS DE ROSA.

20813-o

2699-67

Beaver Quarries Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Beaver Quarries Ltd. », a transporté son siège social de Côte St-Luc, Montréal, à 771 est, rue St-Joseph, Québec.

Le Secrétaire,

R. C. SCRIM.

20830

13406-57

Direct Home Improvement Service Inc.

Avis est donné que la compagnie « Direct Home Improvement Service Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 21 avril 1966, a transporté son siège social de 105, avenue Elmslie, dans la cité de La Salle, à 102, avenue Elmslie, dans la cité de La Salle.

La Salle, 31 juillet 1967.

(Secau)

Le Secrétaire-trésorier,

HAROLD MICHAEL.

20831

1750-66

**Eastern Business Forms Inc.
Formule Mécanographique de l'Est inc.**

Avis est donné que la compagnie « Eastern Business Forms Inc. — Formule Mécanographique de l'Est inc. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 3637 est, boulevard Métropolitain, suite 811, Montréal 38, Québec.

La Secrétaire,

MME HELEN BROWN.

20832-o

497-66

Les Encans de Chevaux du Québec inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Encans de Chevaux du Québec Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, le 7 juillet 1967, et ayant son bureau au numéro 360, rue Saint-Jacques.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 3 août 1967.

Le Secrétaire,

PIERRE MERCIER.

20833-o

2897-67

Framur Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Framur Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées du 8e jour de mars 1967, a établi son siège social dans la ville de Montréal, au numéro civique 2471, rue St-Cunégonde.

Martap inc.

Notice is hereby given that "Martap inc." has moved its head office from number 8355 Pascal Gagnon, St-Léonard, to number 389 Notre-Dame, Gatineau.

MRS BÉATRICE MARCOUX,

Secretary.

20812

180-66

Société d'Administration Déro inc.

Notice is given that "Société d'Administration Déro inc." has changed its head office from Ste-Foy to number 3400 de la Concorde Street, Ste-Foy.

DENIS DE ROSA,

President.

20813

2699-67

Beaver Quarries Ltd.

Notice is given that "Beaver Quarries Ltd.", has transferred its head office from Côte St. Luc, Montreal, to 771 St. Joseph Street East, Quebec.

R. C. SCRIM,

Secretary.

20830 o

13406-57

Direct Home Improvement Service Inc.

Notice is hereby given that "Direct Home Improvement Service Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated April 21, 1966, has moved its head office from 105 Elmslie Avenue in the city of La Salle to 102 Elmslie Avenue in the city of La Salle.

La Salle, July 31, 1967.

(Seal)

HAROLD MICHAEL,

Secretary-Treasurer.

20831-o

1750-66

**Eastern Business Forms Inc.
Formule Mécanographique de l'Est inc.**

Notice is given that "Eastern Business Forms Inc. — Formule Mécanographique de l'Est inc.", has changed its head office from Montreal, to number 3637, Metropolitan Boulevard East, Suite 811, Montreal 38, Quebec.

MRS. HELEN BROWN,

Secretary.

20832-o

497-66

Quebec Horse Sales Inc.

Notice is hereby given that "Quebec Horse Sales Inc.", a corporation constituted by letters patent, dated July 7, 1967, and having its head office in Montreal, has established its office at 360 St. James Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, on August 3, 1967.

PIERRE MERCIER,

Secretary.

20833-o

2897-67

Framur Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Farmur Investments Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent on the 8th day of March, 1967, has established its head office in the city of Montreal, at civic number 2471 St. Cunégonde Street.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 19^e jour de juillet 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
WILLIAM G. LOW.

20834

1003-67

**Gold Buddha Restaurant Inc.
Restaurant Bouddha d'Or inc.**

Avis est donné que la compagnie « Gold Buddha Restaurant Inc. — Restaurant Bouddha D'Or inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 2 mars 1967, émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec, et ayant son siège social à Ville d'Anjou, a établi son bureau à 8690-8696, rue Chaumont.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 3^e jour d'août 1967.

Le Président,
FRANKLIN CHAN.

20835

839-67

J. C. Lanctot inc.

Avis est donné que la compagnie « J. C. Lanctot inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19^e jour du mois de mai 1967, et ayant son siège social dans le district de Montréal, a établi son siège social à Saint-Isidore, comté de Laprairie.

Donné à Montréal, ce 27^e jour de juin 1967.

Le Secrétaire,
GASTON GAMACHE.

20836-o

2259-67

Papeterie Pigeon ltée

Avis est donné que la compagnie « Papeterie Pigeon ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 juin 1951, et ayant son siège social à Sherbrooke, a établi son bureau principal au numéro civique 55 rue Belvédère sud.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 17 juillet 1967.

Le Président,
CONRAD PIGEON.

20837-o

7249-51

**Société Canadienne d'Études
et de Recherches Psychiatriques**

Avis est donné que la « Société Canadienne d'Études et de Recherches Psychiatriques », a changé son siège social du numéro 2156, rue Sherbrooke ouest, Montréal, au numéro 3610, avenue Atwater, Montréal.

Le Secrétaire,
DR. J. B. BOULANGER.

20838-o

10707-62

Adminex inc.

Avis est donné que la compagnie « Adminex inc. », a changé son siège social de Montréal, à Ville Lemoyne.

Le Secrétaire,
GILLES BAILLARGEON.

20857-o

2156-67

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of July, 1967.

WILLIAM G. LOW,
Secretary-Treasurer.

20834-o

1003-67

**Gold Buddha Restaurant Inc.
Restaurant Bouddha d'Or inc.**

Notice is hereby given that "Gold Buddha Restaurant Inc. — Restaurant Bouddha D'Or inc.", incorporated by letters patent dated March 2, 1967, issued pursuant to the provisions of Part I of the Companies Act of the Province of Quebec, and having its head office in Ville d'Anjou, has established its office at 8690-8696 Chaumont Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, this 3rd day of August, 1967.

FRANKLIN CHAN,
President.

20835-o

839-67

J. C. Lanctot inc.

Notice is hereby given that "J. C. Lanctot inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of the month of May, 1967, and having its head office in the district of Montreal, has established its head office at Saint-Isidore, county of Laprairie.

Given at Montreal, this 27th day of June, 1967.

GASTON GAMACHE,
Secretary.

20836

2259-67

Papeterie Pigeon ltée

Notice is hereby given that "Papeterie Pigeon ltée", incorporated by letters patent dated June 11, 1951 and having its head office in Sherbrooke, has established its office at civic number 55 Belvedere Street South.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Sherbrooke, July 17, 1967.

CONRAD PIGEON,
President.

20837-o

7249-51

**Société Canadienne d'Études
et de Recherches Psychiatriques**

Notice is hereby given that "Société Canadienne d'Études et de Recherches Psychiatriques", has changed its head office from 2156 Sherbrooke Street West, Montreal, to 3610 Atwater Avenue, Montreal.

DR. J. B. BOULANGER,
Secretary.

20838

10707-62

Adminex inc.

Notice is hereby given that "Adminex inc.", has changed its head office from Montreal, to the Town of Lemoyne.

GILLES BAILLARGEON,
Secretary.

20857

2156-67

Eli Shapiro Trading Corp.

Avis est donné que la compagnie « Eli Shapiro Trading Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 3 août 1967.

Les Avocats de la requérante,
GAMEROFF, FENSTER, KANDESTIN
20850 & GELFAND.

Les Peintres Tural Itée

Avis est donné que la compagnie « Les Peintres Tural Itée », a changé son siège social de Laval, Laval, au numéro 3181, rue Esther, Fabreville, Laval.

Le Président,
LORENZO ALLARD.
20858-0 2493-67

Eli Shapiro Trading Corp.

Notice is hereby given that "Eli Shapiro Trading Corp.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, August 3, 1967.

GAMEROFF, FENSTER, KANDESTIN
20850-0 & GELFAND,
Solicitors for the applicant.

Les Peintres Tural Itée

Notice is given that "Les Peintres Tural Itée", has changed its head office from Laval, Laval, to number 3181 Esther Street, Fabreville, Laval.

LORENZO ALLARD,
20858 *President.*
2493-67

Liquidation — Avis de

La Caisse Populaire Desjardins de St-Bruno, Kamouraska

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse Populaire Desjardins de St-Bruno, Kamouraska », tenu à Saint-Bruno, le 19 juin 1967, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que Mlle Thérèse Duval, a été nommée liquidateur.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
20859-0 442-45

Winding up Notices

La Caisse Populaire Desjardins de St-Bruno, Kamouraska

Notice is given that, at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire Desjardins de St-Bruno, Kamouraska", held at Saint-Bruno, on June 19, 1967, it has been resolved that the affairs of the said union be liquidated, and that the same be dissolved, in virtue of the Savings and Credit Unions Act and of the Winding-Up Act, and that Miss Thérèse Duval has been appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,
20859 *Assistant Secretary of the Province.*
442-45

Ministère de l'Éducation

St-Germain, paroisse

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Germain, dans le comté de Drummond, les lots 447, 448 et 870 à 897 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain-de-Grantham, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Germain, dans le comté de Drummond.

Québec, le 1er août 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
20794-32-2-0 JEAN-JACQUES BERTRAND.

Beauchastel

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Beauchastel, dans le comté de Témiscamingue, en celui de Evain, dans le même comté.

Québec, le 3 août 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
20815-32-2-0 JEAN-JACQUES BERTRAND.

Saint-Liguori

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Liguori, dans le comté de Montcalm, le lot No 349 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liguori, pour l'annexer à la

Department of Education

Parish of St-Germain

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint-Germain, in the county of Drummond, lots 447, 448 and 870 to 897 inclusively in the official cadastre of the parish of Saint-Germain-de-Grantham, to annex them to the school municipality of the village of Saint-Germain, in the county of Drummond.

Quebec, August 1, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
20794-32-2 *Minister of Education.*

Beauchastel

Application is made to change the name of the school municipality of Beauchastel, in the county of Témiscamingue, to that of Evain, in the same county.

Quebec, August 3, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
20815-32-2 *Minister of Education.*

Saint-Liguori

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Liguori, in the county of Montcalm, lot No. 349 of the official cadastre for the parish of Saint-Liguori, to annex it to the

municipalité scolaire de Rowdon, dans le même comté.

Québec, le 3 août 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

20816-32-2-o

123-67

Collège d'enseignement général et professionnel de Limoilou

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (Bill 21 sanctionné le 29 juin 1967), des lettres patentes ont été accordées, le 21 juillet 1967, constituant en corporation: le Collège d'enseignement général et professionnel de Limoilou.

Le Sous-ministre de l'Éducation,

20843-o

ARTHUR TREMBLAY.

Collège d'enseignement général et professionnel de Sainte-Foy

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (Bill 21 sanctionné le 29 juin 1967), des lettres patentes ont été accordées, le 21 juillet 1967, constituant en corporation: le Collège d'enseignement général et professionnel de Sainte-Foy.

Le Sous-ministre de l'Éducation,

20843-o

ARTHUR TREMBLAY.

school municipality of Rowdon, in the same county.

Quebec, August 3, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education,

20816-32-2

123-67

Collège d'enseignement général et professionnel de Limoilou

Notice is hereby given that pursuant to section 3 of the General and Vocational Colleges Act (Bill 21 sanctioned on June 29, 1967), letters patent have been granted, on July 21, 1967, incorporating "Collège d'enseignement général et professionnel de Limoilou".

ARTHUR TREMBLAY,

20843

Deputy Minister of Education.

Collège d'enseignement général et professionnel de Sainte-Foy

Notice is hereby given that pursuant to section 3 of the General and Vocational Colleges Act (Bill 21 sanctioned on June 29, 1967), letters patent have been granted, on July 21, 1967, incorporating "Collège d'enseignement général et professionnel de Sainte-Foy".

ARTHUR TREMBLAY,

20843

Deputy Minister of Education.

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-8.2 région s'étendant de la pointe est de la rivière Mistassini - Pointe à la Croix sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 27 juillet 1967.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
20862-o MAURICE BELLEMARE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.1 région s'étendant de Pointe Laval - Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval)

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shell-fish areas situated along the shores and waters:

N-8.2 region extending from the east point of the Mistassini River - Pointe à la Croix are toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Quebec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said areas to fishing, and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession clams from the said areas.

The present interdiction does not apply, however, to licensed producers (Order in Council, Quebec, 1963-779) for canning purposes only.

Quebec, July 27, 1967.

20862 MAURICE BELLEMARE,
Minister of Industry and Commerce.

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shell-fish areas situated along the shores and waters:

N-4.1 region extending from Pointe Laval - Pointe Orient (in line with the bridge of Laval River)

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 2 août 1967.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
20862-o MAURICE BELLEMAIRE.

are no longer toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Quebec Fishery Regulation, the Minister hereby opens the said areas to fishing, and permits whomsoever to fish, to take or to have in his possession clams from the said areas.

Quebec, August 2, 1967.

MAURICE BELLEMAIRE,
20862 Minister of Industry and Commerce.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Sir Vis Equipment Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Sir Vis Equipment Company », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Roger Paye, 6860, boulevard Pie IX, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 6860, boulevard Pie IX, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753 48-67 — 1380/81

Tri-State Mortgage Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Tri-State Mortgage Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Nathan Gelber, de l'Édifice de la Banque Royale du Canada, 1, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à l'Édifice de la Banque Royale du Canada, 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753 49-67 — 1381/55

Moore Dry Kiln Company of Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Moore Dry Kiln Company of Canada Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Rudy Schafer, 415, avenue Bourke, Dorval.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 415, avenue Bourke, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20753 45-67 — 1380/80

Centrotexil

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Centrotexil », a été autorisée à faire affaires dans la province.

Companies Licensed to do Business

Sir Vis Equipment Company

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Sir Vis Equipment Company", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Roger Paye, of 6860 Boulevard Pie IX, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 6860 Boulevard Pie IX, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o 48-67 — 1380/81

Tri-State Mortgage Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Tri-State Mortgage Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Nathan Gelber, of Royal Bank of Canada Building, 1 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Royal Bank of Canada Building, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o 49-67 — 1381/55

Moore Dry Kiln Company of Canada Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Moore Dry Kiln Company of Canada Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Rudy Schafer, of 415 Bourke Avenue, Dorval.

The principal office of the company in the Province is at 415 Bourke Avenue, Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20753-o 45-67 — 1380/80

Centrotexil

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act "Centrotexil", has been authorized to carry on business in the Province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Ante Boko, 7382, Ostell Crescent, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 7382, Ostell Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

20753

41-67 — 1380/26

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Ante Boko, of 7382 Ostell Crescent, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 7382 Ostell Crescent, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20753-o

41-67 — 1380/26

Syndicats professionnels

L'Association des Moniteurs Professionnels de Conduite Automobile du Québec

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Moniteurs Professionnels de Conduite Automobile du Québec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 20 juillet 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 8648, avenue de Gaspé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 25 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

20842-o

60-67

Association des Employés de Montréal-Matin inc. F.C.A.I.

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés de Montréal-Matin inc. F.C.A.I. », a été autorisée par le secrétaire de la province le 1^{er} août 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 760, Crémazie ouest, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 3 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

20861-o

65-67

Syndicat des Producteurs Spécialisés de Pommes de Terre de Semences de St-Philémon, comté de Bellechasse

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Producteurs Spécialisés de Pommes de Terre de Semences de St-Philémon, comté de Bellechasse », a été autorisée par le secrétaire de la province le 6 juillet 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 2149, boulevard Charest ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 20 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

20863-o

50-67

Professional Syndicates

L'Association des Moniteurs Professionnels de Conduite Automobile du Québec

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Moniteurs Professionnels de Conduite Automobile du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on July 20, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at 8638 Gaspé Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, July 25, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20842

60-67

Association des Employés de Montréal-Matin inc. F.C.A.I.

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés de Montréal-Matin inc. F.C.A.I." has been authorized by the Provincial Secretary on August 1, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at 760 Crémazie West, judicial district of Montreal.

Quebec, August 3, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20861

65-67

Syndicat des Producteurs Spécialisés de Pommes de Terre de Semences de St-Philémon, comté de Bellechasse

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of « Syndicat des Producteurs Spécialisés de Pommes de Terre de Semences de St-Philémon, comté de Bellechasse » has been authorized the Provincial Secretary on July 6 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at 2149 Charest Blvd. West, Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, July 20, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20863

50-67

Ventes par licitation

Guay vs Payeur

Canada, province de Québec, district de Mégantic, dans la Cour Supérieure, No 3792, Dame Germaine Guay, demanderesse, vs Gédéon

Sales of Licitation

Guay vs Payeur

Canada, Province of Quebec, District of Mégantic, in the Superior Court, No. 3792, Dame Germaine Guay, plaintiff, vs Gédéon Payeur,

Payeur, défendeur, et Me René Cloutier, s.p.,
es-qualité, mis-en-cause.

Un emplacement ayant front sur le boulevard
Pie IX, en la cité de Montréal, connu et désigné
sous le numéro deux de la subdivision officielle
du lot numéro trois cent huit de la subdivision
officielle du lot originaire numéro cent quatre-
vingt-quinze (195-308-2) aux plan et livre de
renvoi officiels du Village Incorporé de la côte
de la Visitation.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et plus
spécialement une maison portant le numéro
civique 6710 du boulevard Pie IX, à Montréal,
dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Avec les meubles ci-après désignés:

Appartement 1

- 1 réfrigérateur « Roy » et accessoires,
- 1 poêle électrique « Gurney »,
- 1 ensemble de cuisine de 5 morceaux,
- 3 fauteuils de salon,
- 1 bureau de chambre,
- 1 divan lit,
- 1 lit complet,
- 1 lampe sur pied,
- 1 lampe de table,
- 2 tables de salon,

Appartement 3

- 1 ensemble de chambre soit lit au complet et
- 1 bureau,
- 1 ensemble de cuisine de 5 morceaux,
- 1 poêle électrique « Beach »,
- 1 réfrigérateur R-8 et accessoires,
- 1 divan lit,
- 1 fauteuil de salon,
- 2 chaises de boudoir,

Appartement 8

- 1 réfrigérateur R-8 et accessoires.

Appartement 9

- 1 poêle électrique « Blue Ribbon »,
- 1 réfrigérateur « Admiral »,
- 1 bureau,
- 1 lit complet,
- 1 table et 4 chaises de cuisine,
- 1 divan lit.

Appartement 15

- 1 poêle électrique « Frigidaire »,
- 1 réfrigérateur « Roy ».

Appartement 16

- 1 réfrigérateur R-8 et accessoires,
- 1 poêle électrique « Blue Ribbon »,
- 1 ensemble de cuisine de 5 morceaux,
- 1 fauteuil de salon,
- 1 bureau de chambre,
- 1 divan lit,
- 1 lit complet.

Un emplacement ayant front sur le boulevard
Pie IX, de la cité de Montréal, connu et désigné
sous le numéro un de la subdivision officielle du
lot numéro trois cent huit de la subdivision
officielle du lot originaire numéro cent quatre-
vingt-quinze (195-308-1) aux plan et livre de
renvoi officiels du Village Incorporé de la côte
de la Visitation.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et plus
spécialement une maison portant le numéro

defendant, and Me René Cloutier, s.p., in his
capacity as mis-en-cause.

An emplacement fronting on Pie IX Blvd.,
in the city of Montreal, known and designated
under number two of the official subdivision
of lot number three hundred and eight of the
official subdivision of original lot number one
hundred and ninety-five (195-308-2) on the
official plan and in the book of reference of
the incorporated Village of Côte de la Visitation.

With all the buildings thereon erected, and
more especially a house bearing civic number
6710 Pie IX Blvd. in Montreal, the north-west
wall of which is common.

With the furniture hereinafter designated:

Apartment 1

- 1 "Roy" refrigerator and accessories,
- 1 "Gurney" electric stove,
- 1 5-piece kitchen set,
- 3 living room chairs,
- 1 bedroom bureau,
- 1 sofa bed,
- 1 complete bed,
- 1 footed lamp,
- 1 table lamp
- 2 living room chairs.

Apartment 3

- 1 bedroom set, that is, a complete bed and 1
- bureau,
- 1 5-piece kitchen set,
- 1 "Beach" electric stove,
- 1 R-8 refrigerator and accessories,
- 1 sofa bed,
- 1 living room chair,
- 2 boudoir chairs.

Apartment 8

- 1 R-8 refrigerator and accessories.

Apartment 9

- 1 "Blue Ribbon" electric stove,
- 1 "Admiral" refrigerator,
- 1 bureau,
- 1 complete bed,
- 1 kitchen table with 4 chairs,
- 1 sofa bed.

Apartment 15

- 1 "Frigidaire" electric stove,
- 1 "Roy" refrigerator.

Apartment 16

- 1 R-8 refrigerator and accessories,
- 1 "Blue Ribbon" electric stove,
- 1 5-piece kitchen set,
- 1 living room chair,
- 1 bedroom bureau,
- 1 sofa bed,
- 1 complete bed.

An emplacement fronting on Pie IX Blvd. in
the city of Montreal, known and designated
under number one of the official subdivision
of lot number three hundred and eight of the
official subdivision of original lot number one
hundred and ninety-five (195-308-1) on the
official plan and in the book of reference of
the incorporated Village of Côte de la Visitation.

With all the buildings thereon erected, and
more especially a house bearing civic number

civique 6720 du boulevard Pie IX, dont le mur sud-est est mitoyen.

Avec les meubles ci-après désignés:

Appartement 1

- 1 poêle électrique « Blue Ribbon »;
- 1 réfrigérateur R-8 Defrost-O-Matic et accessoires;
- 1 divan lit,
- 1 table avec 3 chaises,
- 1 commode (bureau),
- 1 miroir.

Appartement 3

- 1 poêle électrique « Gurney »;
- 1 réfrigérateur « Roy »;
- 1 ensemble de cuisine (table et 4 chaises),
- 1 divan lit,
- 2 chaises de boudoir,
- 1 lampe sur pied,
- 1 lit complet,
- 1 bureau de chambre avec miroir,
- 1 commode,

Appartement 4

- 1 poêle électrique « Blue Ribbon »;
- 1 réfrigérateur R-8 et accessoires,
- 1 ensemble de cuisine de 5 morceaux,
- 1 lit complet,
- 1 bureau de chambre,
- 2 chaises de boudoir,
- 1 table de boudoir.

Appartement 6

- 1 poêle électrique « Roy ».

Appartement 7

- 1 poêle électrique « Blue Ribbon »;
- 1 réfrigérateur « Royal » et accessoires,
- 1 ensemble de cuisine de 3 morceaux,
- 1 divan lit,
- 1 bureau de chambre,

Appartement 9

- 1 poêle électrique « Roy »;
- 1 réfrigérateur « Roy » et accessoires.

Appartement 10

- 1 lit complet,
- 1 bureau de chambre,
- 1 fauteuil de boudoir,
- 1 divan lit,
- 1 réfrigérateur R-8 et accessoires,
- 1 poêle électrique « Blue Ribbon »;
- 1 ensemble de cuisine de 5 morceaux.

Appartement 14

- 1 poêle électrique « Blue Ribbon »;
- 1 réfrigérateur R-8 et accessoires,
- 1 divan lit,
- 1 table de fantaisie,
- 2 fauteuils de salon.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain 1967, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 1 août 1967. 20798-0

6720 Pie IX Blvd., the south-east wall of which is common.

With the furniture hereinafter designated:

Apartment 1

- 1 "Blue Ribbon" electric stove,
- 1 R-8 Defrost-O-Matic refrigerator and accessories,
- 1 sofa bed,
- 1 table with 3 chairs,
- 1 chest of drawers,
- 1 mirror.

Apartment 3

- 1 "Gurney" electric stove,
- 1 "Roy" refrigerator,
- 1 kitchen set (table and 4 chairs),
- 1 sofa bed,
- 2 boudoir chairs,
- 1 footed lamp,
- 1 complete bed,
- 1 bedroom bureau with mirror
- 1 chest of drawers.

Apartment 4

- 1 "Blue Ribbon" electric stove,
- 1 R-8 refrigerator and accessories,
- 1 5-piece kitchen set,
- 1 complete bed,
- 1 bedroom bureau,
- 2 boudoir chairs,
- 1 boudoir lamp.

Apartment 6

- 1 "Roy" electric stove.

Apartment 7

- 1 "Blue Ribbon" electric stove,
- 1 "Royal" refrigerator and accessories,
- 1 3-piece kitchen set,
- 1 sofa bed,
- 1 bedroom bureau.

Apartment 9

- 1 "Roy" electric stove,
- 1 "Roy" refrigerator and accessories.

Apartment 10

- 1 complete bed,
- 1 bedroom bureau,
- 1 boudoir chair,
- 1 sofa bed,
- 1 R-8 refrigerator and accessories,
- 1 "Blue Ribbon" electric stove,
- 1 5-piece kitchen set.

Apartment 14

- 1 "Blue Ribbon" electric stove,
- 1 R-8 refrigerator and accessories,
- 1 sofa bed,
- 1 fancy table,
- 2 living room chairs.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, 1967, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 1, 1967. 20798

Cour Supérieure
District de Montréal

Montréal, à savoir: { DAME ANNIE GEN-
No. 717 955. { SHEIMER, ménagère,
épouse commune en
biens de Anton Ment, demanderesse *vs* ANTON
MENT, défendeur.

Un emplacement composé des numéros de
subdivision trente-neuf et quarante-trois du lot
originaire numéro cinquante-quatre (No 54-39
et 43) aux plan et livre de renvoi officiels de la
paroisse de St-Martin, avec la bâtisse dessus
érigée portant le numéro civique 509, 97e avenue,
en la ville de L'Abord-à-Plouffe (Laval).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement
du comté de Laval, en la cité de Laval, le QUIN-
ZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1967,
à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 7 août 1967. 20860

Superior Court
District of Montreal

Montreal, to wit: { DAME ANNIE GEN-
No. 717 955. { SHEIMER, housewife,
wife common as to property
of Anton Ment, Plaintiff, *vs* ANTON MENT,
defendant.

An emplacement composed of subdivisions
numbers thirty-nine and forty-three of the
original lot number fifty-four (No. 54-39 and
43) on the official plan and book of reference of
the parish of St. Martin, with the building
thereon erected bearing civic number 509, 97th
avenue, in the town of l'Abord-à-Plouffe (Laval);

To be sold at the registry office of the county
of Laval, in the City of Laval, on the FIF-
TEENTH day of the month of SEPTEMBER
1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal, August 7, 1967. 20860-0

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 14.157. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, demandeur,
vs DAME ÉMILIA VENNE DULONG, 44
rang Petite Noraie, St-Charles Borromée, comté
de Joliette, LUCIEN DULONG, 61, Coulombe,
Joliette, GILLES DULONG, St-Lambert de
Demeloizes comté d'Abitibi Ouest, ANNETTE
DULONG ROY, St-Didace, P.Q., ÉMILIEN-
NE DULONG, 68, rue Visitation, Joliette,
DORIS DULONG MORIN, St-Lambert de
Demeloizes, comté d'Abitibi Ouest, JEAN
PAUL DULONG, 68, rue Visitation, Joliette,
défendeurs.

« Le lot primitif numéro vingt rang neuf (20/9)
canton Demeloizes, correspondant au lot connu
et désigné au cadastre officiel de ce canton, sous
le numéro vingt dudit rang neuf (20/9) avec
bâtisses et autres constructions y dessus érigées,
circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du registrateur,
au Palais de Justice d'Amos, le DIX-HUITIÈME
jour d'OCTOBRE 1967, à TROIS heures de
l'après-midi.

Le Shérif-intérimaire,

Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
Amos, P.Q., ce 2 août 1967. 20817-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { MARCEL LAPOINTE,
Cour Supérieure, { entrepreneur-électricien,
No 149-142. { cien, domicilié à 45, Avenue
des Bouleaux Est, Québec,
contre ALBERT MICHAUD, domicilié à 4950
de Gaulle, Charlesbourg, district de Québec.

« Un emplacement comprenant la partie sud-
ouest du lot mille sept cent soixante-deux (1762)

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respect-
ive times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias de Terris

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 14.157. { CREDIT BUREAU,
body politic and corporate,
having its head office in Québec, plaintiff, *vs*
DAME ÉMILIA VENNE DULONG, 44 Petite
Noraie range, St-Charles Borromée, county of
Joliette, LUCIEN DULONG, 61 Coulombe,
Joliette, GILLES DULONG, St-Lambert de
Demeloizes, county of Abitibi West, ANNETTE
DULONG ROY, St-Didace, P.Q., ÉMILIENNE
DULONG, 68 Visitation St., Joliette, DORIS
DULONG MORIN, St-Lambert de Demeloizes,
county of Abitibi West, JEAN PAUL DULONG,
68 Visitation St., Joliette, defendants.

"Primitive lot number twenty, range nine
(20/9), township of Demeloizes, corresponding
to the lot known and designated in the official
cadaster of said township under number twenty
on said range nine (20/9) with the buildings and
other constructions thereon erected, circum-
stances and dependencies."

To be sold in the registrar's office, in the Amos
Court House, on the EIGHTEENTH day of
OCTOBER, 1967, at THREE o'clock in the
afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,

Sheriff's Office, Interim-Sheriff.
Amos, P.Q., August 2, 1967. 20817

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: { MARCEL LAPOINTE,
Superior Court, { contractor-electrician,
No. 149-142. { domiciled at 45 des Bouleaux
Avenue East, Québec *vs* AL-
BERT MICHAUD, domiciled at 4950 de Gaulle,
Charlesbourg, district of Québec.

"An emplacement comprising the southwest
part of lot one thousand seven hundred and

sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, cité de Québec; lequel dit emplacement mesurant vingt-quatre pieds et six pouces de largeur par cinquante pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné à l'est par la rue St-Dominique, à l'ouest par la propriété de Québec Gaz Company ou représentants, au sud par la rue Baronne, au nord par la propriété de M. Giguère ou représentants, avec la bâtisse portant le numéro civique 540, de la rue St-Dominique, cité de Québec.

Avec et sujet à la convention de mitoyenneté passée devant Me Aurèle Leclerc, notaire, le quinze octobre mille neuf cent quatorze, enregistrée à Québec, le 20 octobre de la même année, sous No 150,177. »

Pour être vendu au bureau du shérif, à 51, rue Desjardins, Québec, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-adjoint,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,
Québec, le 12 août 1967. 20865-o

Fieri Facias

Québec, à savoir: LES PLACEMENTS
Cour Supérieure } L D'AUTEUIL INC., cor-
No 148-801. } poration légalement consti-
tuee, ayant son siège social
à la cité de Sillery, P.Q., contre LÉANDRE LA-
PIERRE et SARTO BERNIER, résidant à
Lévis, P.Q.

« Un terrain situé à Breakeyville, connu comme la subdivision deux du lot originaire trois cent vingt-trois (323-2) du cadastre de St-Jean-Chrysostome de la division d'enregistrement de Lévis.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, comté de Lévis, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-adjoint,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,
Québec, le 12 août 1967. 20866-o

Fieri Facias

Québec, à savoir: LES TUYAUX VIBRÉS
Cour Supérieure, } L INC., corporation lé-
No 150-056. } galement constituée, ayant
son siège social au 75, rue
Dorchester Sud, dans les cité et district de
Québec, contre ÉMILIEN GUILLOT, entre-
preneur-maçon, domicilié et résidant au 458
Seigneuriale, Beauport-ouest, district de Québec.

« Lot 842-8 du cadastre de Beauport borné au nord-ouest par 842 non subdivisé, au nord-est par 841-1, au sud-est par 841-1 et 842 non subdivisé, au sud-ouest par la rue Seigneuriale mesurant cent (100) pieds carrés de largeur, par soixante-seize (76) pieds carrés au nord-ouest, par 68 pieds au sud-est, superficie de 7,080 pieds carrés, avec bâtisse ci-dessus construite, avec dépendance. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif-adjoint,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,
Québec, le 12 août 1967. 20867-o

sixty-two (1762) on the plan and book of reference of the official cadaster for the Jacques-Cartier Ward, city of Québec; said emplacement measuring twenty-four feet and six inches in width by fifty feet in depth, more or less, English measure; bounded on the east by St-Dominique Street, on the west by the property of Québec Gas Company or representatives, on the south by Baronne Street, on the north by the property of M. Giguère or representatives, with the building bearing civic number 540 St-Dominique Street, city of Québec.

With and subject to the joint-ownership agreement passed before Me Aurèle Leclerc, notary, on the fifteenth day of October one thousand nine hundred and fourteen, registered at Québec, on October 20 of the same year, under No. 150,177."

To be sold at the Sheriff's Office, at 51 Desjardins Street, Québec, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Associate Sheriff,
Québec, August 12, 1967. 20865

Fieri Facias

Québec, to wit: LES PLACEMENTS
Superior Court, } L D'AUTEUIL INC., bo-
No. 148-801. } dy legally incorporated, hav-
ing its head office in the city
of Sillery, P.Q., against LÉANDRE LA-
PIERRE and SARTO BERNIER, residing at Lévis, P.Q.

"A lot of land situated in Breakeyville, known as subdivision two of original lot three hundred and twenty-three (323-2) of the cadaster of St-Jean-Chrysostome of the registration division of Lévis.

To be sold in the Lévis registry office, in Lévis, county of Lévis, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Associate Sheriff,
Québec, August 12, 1967. 20866

Fieri Facias

Québec, to wit: LES TUYAUX VIBRÉS
Superior Court, } L INC., body legally in-
No. 150-056. } corporated, having its head
office at 75 Dorchester St.
South, in the city and district of Québec, vs
ÉMILIEN GUILLOT, masonry contractor,
domiciled and residing at 458 Seigneuriale,
Beauport-West, district of Québec.

"Lot 842-8 in the cadaster of Beauport, bounded on the northwest by 842, unsubdivided, on the northeast by 841-1, on the southeast by 841-1 and 842 unsubdivided, on the southwest by Seigneuriale St., measuring one hundred (100) square feet in width by seventy-six (76) square feet on the northwest, by 68 feet on the southeast, and having an area of 7,080 square feet, with the building constructed thereon, with dependency."

To be sold in the Québec registry office, in Québec, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Associate Sheriff,
Québec, August 12, 1967. 20867

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District of Roberval

Cour Supérieure, { **LAWRENCE INVEST-
No 32,930. { MENTS LTD.,** corpo-
ration ayant son établisse-
ment principal à Montréal, demanderesse, *vs* **LES HÉRITIERS DE FEU ANTOINE ST-HILAIRE,** défendeurs.

« Une ferme située en la paroisse de St-Prime avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et se composant des lots No 9 et 1/2 N.O. 10-1 du 2e rang du cadastre du canton Ouïatchouan, contenant 125 acres en superficie et bornée vers le nord-est au chemin public; vers le sud-ouest en profondeur au 3e rang; vers le sud-est à la demi-sud-est du lot No 10-1 et vers le nord-ouest à la ligne séparative des lots 8 et 9 dudit cadastre;

Sauf réserve en faveur de la Coopérative d'aqueducs des cultivateurs de la paroisse de St-Prime de la servitude d'aqueducs et de passages établis suivant contrat enregistré sous le No 31,854;

Et sauf réserve en faveur de Philippe Girard d'un droit de passage sur la partie susdécrite dudit lot No 10-1 pour communiquer du chemin de front jusqu'à la demi-sud-est dudit lot No 10-1, soit sur une longueur de deux arpens;

Et sauf à distraire en outre la partie de terrain appartenant au Ministère de la Voirie de la province de Québec pour l'élargissement de la route régionale. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest à Roberval, district de Roberval, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.

Palais de Justice,

Roberval, le 4 août 1967.

20864-o

ROUYN — NORANDA

Fieri Facias de Bonis et Terris

Cour Supérieure, { **COMMISSION S.C.O.-
No 10,025. { LAIRE DE CADILAC,**

corporation légalement constituée ayant une place d'affaire à Cadilac, canton Cadilac, P. Q., demanderesse, *vs* **GEORGES COUTURE,** domicilié à Belle River a/s St. Pierre Development, P. Q., Box 688 Henry Street, défendeur.

Les lots 46-112, 46-113, 46-114 des plans et livres de renvois de cadastre pour le canton de Cadilac, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu « en bloc » au bureau du registraire au Palais de Justice à Rouyn, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1967 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.

Rouyn-Noranda, ce 7 août 1967.

20819-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Roberval

Superior Court, { **LAWRENCE INVEST-
No. 32,930. { MENTS LTD.,** a corpo-
ration having its head office
in Montreal, plaintiff, *vs* **THE HEIRS OF LATE ANTOINE ST-HILAIRE,** defendants.

"A farm situated in the parish of St-Prime, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and being composed of lots No. 9 and 1/2 N.W. 10-1 of the 2nd range of the cadaster for the township of Ouïatchouan, containing 125 acres in superficial area and bounded towards north-east by the public road; towards south-west in depth by the 3rd range; towards south-east by the south-east half of lot No. 10-1 and towards north-west by the division line between lots 8 and 9 of same cadaster;

Save reserve in favor of the Cooperative of aqueducts of the farmers for the parish of St-Prime of the servitude of aqueducts and rights of way established pursuant to an agreement registered under number 31,854;

And save reserve in favor of Philippe Girard of a right of way on the above described part of said lot No. 10-1 in order to communicate from the front road as far as the south-east half of said lot No. 10-1, namely for a length of two arpents;

And save to withdraw furthermore the part of land belonging to the Department of Roads of the Province of Quebec for the broadening of the regional route."

To be sold at the registration office of the registration division of Lake St-John-West in Roberval, district of Roberval, the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1967, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE.

Sheriff's Office,

Court House,

Roberval, August 4, 1967.

Sheriff.

20864

ROUYN — NORANDA

Fieri Facias de Bonis et Terris

Superior Court, { **THE CADILAC SCHOOL
No. 10,025. { COMMISSION,** a cor-
poration legally incorporated,

having a business place at Cadilac, township of Cadilac, P. Q., plaintiff, *vs* **GEORGES COUTURE,** domiciled at Belle River, c/o St. Pierre Development P. Q., Box 688 Henry Street, defendant.

Lots 46-112, 46-113, 46-114, of the plans and books of reference of the cadastre for the township of Cadilac, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc", at the registrar's office, at the Court House in Rouyn, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE.

Sheriff's Office,

Rouyn-Noranda, August 7, 1967.

Sheriff.

20819-o

SAINT — MAURICE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de St-Maurice

Cour Supérieure, { **M. ABRAHAM DIONNE**,
No 1235. { rentier, de Shawinigandistrict de St-Maurice, demandeur, *vs* **LE CURATEUR PUBLIC**, en sa qualité d'administrateur provisoire à la succession de feu Lorenzo Marineau, de son vivant, opérateur de fournaise, ayant sa principale place d'affaire à 680 ouest, rue Ste-Catherine Montréal, district de Montréal, et le **REGISTRATEUR** pour la division d'enregistrement de Shawinigan, mis en cause.

« Un emplacement à St-Gérard des Laurentides, rang St-Anatole, faisant partie du lot numéro cinq cent soixante et un (P. 561) du cadastre de Ste-Flore, mesurant dans une partie, celle avoisinant le chemin de front, cinquante pieds de largeur, par deux cent six pieds de profondeur, dans une autre partie, celle avoisinant la clôture de l'emplacement sur lequel est érigé la maison d'école, cent dix pieds de profondeur par soixante-huit pieds de largeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par le chemin public, d'un côté par l'emplacement de l'école, en profondeur par le terrain de Luc Philibert, et de l'autre côté par le terrain de Victor Gélinais ou représentants; avec un droit de passage permettant à l'acquéreur de communiquer, tant à pied qu'en voiture, d'une partie de l'emplacement vendu, à l'autre partie du même emplacement, avec maison et autres bâtisses y érigées ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shawinigan, situé au numéro 795, 5^e rue à Shawinigan, le **ONZIÈME** jour de **SEPTEMBRE** 1967 à **DIX** heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,***RENÉ BOISVERT.**

Shawinigan, le 7 août 1967.

20868-0

SAINT — MAURICE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec

District of St-Maurice

Superior Court, { **MR. ABRAHAM DIONNE**,
No. 1235. { NE, annuitant, of Shawinigan, district of St-Maurice, plaintiff, *vs* **THE PUBLIC CURATOR**, in his capacity as provisional administrator of the estate of the late Lorenzo Marineau, in his lifetime, furnace operator, having his head office at 680 St. Catherine St. West, Montreal, district of Montreal, and the **REGISTRAR** for the registration division of Shawinigan, mis en cause.

"An emplacement at St-Gérard des Laurentides, St-Anatole range, forming part of lot number five hundred and sixty-one (P. 561) in the cadastre of Ste-Flore, one part, neighboring on the front road, measuring fifty feet in width by two hundred and six feet in depth, another part bordering on the fence of the emplacement on which the school house is built, measuring one hundred and ten feet in depth by sixty-eight feet in width, the whole English measure and more or less, bounded in front by the public road, on one side by the school emplacement, in depth by the land belonging to Luc Philibert, and on the other side by the land belonging to Victor Gélinais or representatives, with a right of way permitting the purchaser to go, either on foot or in a vehicle, from one part of the sold emplacement to the other part of the same emplacement, with the house and other buildings erected thereon".

To be sold in the Shawinigan registry office, situated at number 795, 5th St., in Shawinigan, on the **ELEVENTH** day of **SEPTEMBER**, 1967, at **TEN** o'clock in the forenoon.

*RENÉ BOISVERT,**Sheriff.*

Shawinigan, August 7, 1967.

20868

Arrêté en Conseil

Numéro 2078

Québec, le 9 août 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts Refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2210 du 18 novembre 1964 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 juin 1967;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

Order in Council

Number 2078

Québec, August 9, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Construction Industry in the Sorel region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry in the Sorel region (made binding by Decree number 2210, dated November 18, 1964, and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit the following amendments to the said decree for the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of June 23, 1967;

WHEREAS, in accordance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2210, soit modifié comme suit:

1^o Le paragraphe « a » de l'article III est remplacé par le suivant:

« III. *Taux de salaires minima*: a) Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers et emplois ci-après mentionnés:

Class « A » — Class "A"

Construction industrielle — Industrial construction

Métiers: — Trades:

		1/10/67	1/4/68	1/10/68
Aplanisseur de parquet — Floor sander	\$3.25	\$3.50	\$3.75	\$4.14
Boutefeu — Shot-firer	3.15	3.35	3.55	3.55
Briqueleur-maçon — Bricklayer-mason	3.85	4.10	4.35	4.35
Calorifugeur — Insulator	3.45	3.70	4.00	4.00
Carreleur — Tile setter	3.25	3.50	3.75	3.75
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	3.64	3.89	4.14	4.14
Chaudronnier en construction — Construction boilermaker	3.85	4.10	4.35	4.40
Cimentier-applicateur — Cement finisher	3.41	3.66	3.91	3.91
Couvreur — Roofer	3.41	3.66	3.91	3.91
Ferblantier — Tinsmith	3.64	3.89	4.14	4.34
Ferrailleur — Reinforcing steel erector	3.31	3.56	3.81	3.91
Marbrier — Marble layer	3.85	4.10	4.35	4.35
Mécanicien-charpentier — Carpenter-mechanic	3.85	4.10	4.35	4.40
Conducteur (mécanicien) de machines fixes — Stationary engineman	3.41	3.66	3.91	3.91
Mécanicien de machinerie — Equipment mechanic	3.54	3.79	4.04	4.04
Appareilleur — Rigger	3.80	3.80	4.15	4.15
Peintre-tapissier — Painter-paperhanger	3.54	3.79	4.04	4.04
Plâtrier — Plasterer	3.85	4.10	4.35	4.35
Soudeur — Welder	3.85	4.10	4.35	4.40
Vitrier — Glazier	3.54	3.79	4.04	4.04
Manoeuvre spécialisé — Special labourer	3.15	3.35	3.55	3.55
Manoeuvre — Labourer	2.92	3.12	3.32	3.32
Poseur de lattis métalliques — Lather (metal)	3.85	4.10	4.35	4.35
Installeur de brûleur au mazout — Oil burner installer	3.36	3.61	3.86	3.86
Serrurier de bâtiment — Ornamental iron worker	3.41	3.66	3.89	3.89
Jointoyeur — Joint-pointer	3.75	4.00	4.25	4.25
Ouvrier-paysagiste — Landscape man	2.92	3.12	3.33	3.33
<i>Opérations: — Operations:</i>				
Affûteur — Sharpener	3.89	4.14	4.39	4.39
Chaineur — Culler's and surveyor's helper	2.92	3.12	3.32	3.32
Magasinier — Storekeeper	2.92	3.12	3.32	3.32
Carrossier — Bodyman	3.54	3.79	4.04	4.04
Chargeur, déchargeur, manutentionnaire de ciment en vrac et en sac — Employee loading, unloading and handling bulk cement	3.15	3.35	3.55	3.55
Conducteur de bétonnière — Operator, concrete mixer	3.36	3.61	3.86	3.86
Conducteur de boudoir avec ou sans équipement — Operator, bulldozer with or without accessories	3.44	3.69	3.94	3.94
Conducteur de camion à quatre roues motrices — Driver, truck (4-wheel drive)	3.08	3.28	3.48	3.48
Aiguiseur de fleurets — Sharpener (drill-bits)	3.89	4.14	4.39	4.39
Épissieur de câbles — Cable splicer	4.20	4.50	4.80	4.80
Conducteur de camion remorque — Driver, tractor-trailer	3.03	3.23	3.43	3.43
Conducteur de camion de service et de routes — Driver, road and service truck	2.97	3.17	3.37	3.37
Grutier (grue mobile) — Operator, mobile cranes	3.92	4.17	4.42	4.42
Conducteur d'épandeur d'asphalte — Operator, asphalt spreader	3.41	3.66	3.91	3.91
Conducteur de pelle mécanique — Operator, shovel	3.92	4.17	4.42	4.42
Conducteur de rouleaux à asphalte — Operator, asphalt roller	3.41	3.66	3.91	3.91
Conducteur de tracteur avec ou sans équipement — Operator, tractor with or without accessories	3.44	3.69	3.94	3.94
Foreur — Driller	3.25	3.50	3.75	3.75
Forgeron — Blacksmith	3.15	3.35	3.55	3.55
Conducteur de chargeur — Operator, loader	3.15	3.35	3.55	3.55
Conducteur de compresseur stationnaire ou portatif — Operator, compressor (stationary or portable)	3.31	3.56	3.81	3.81
Conducteur de concasseur — Operator, crusher	3.31	3.56	3.81	3.81
Opérateur de derrick — Operator, derricks	3.54	3.79	4.04	4.04
Grutier (grue mobile): — Operator, mobile crane:				
Moins de 35 tonnes — Under 35 tons	3.75	4.00	4.25	4.25
Plus de 35 tonnes — Over 35 tons	3.92	4.17	4.42	4.42
Conducteur de décapeuse — Operator, scourer	3.44	3.69	3.94	3.94
Conducteur de monte-charge — Operator, hoist	3.15	3.35	3.55	3.55

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 2210 be amended as follows:

1. Subsection "a" of section III is superseded by the following:

"III. *Minimum wage rates*: (a) Minimum wage rates are as follows for each trade and occupation listed hereunder:

Class « A » — Class "A"

Construction industrielle — Industrial construction

Métiers: — Trades:

Classe « A » — Class "A"
Construction industrielle — Industrial construction

<i>Métiers: — Trades:</i>		<i>1/10/67</i>	<i>1/4/68</i>	<i>1/10/68</i>
Pontonnier — Operator, overhead crane	\$3.92	\$4.17	\$4.42	\$4.42
Conducteur de pompe à béton — Operator, concrete pumps	3.36	3.61	3.86	3.86
Conducteur de pompe (tout genre) — Operator, pumps (all types)	3.25	3.50	3.75	3.75
Conducteur de treuil: — Operator, winch:				
A simple tambour — Single drum	3.25	3.50	3.75	3.75
Double tambour — Double drum	3.54	3.79	4.04	4.04
Conducteur de vibreur — Operator, vibrator	3.36	3.61	3.86	3.86
Basculeur — Operator, scale	3.15	3.35	3.55	3.55
Gardien (60 heures par semaine) — Watchman (60-hour week)	2.50	2.70	2.90	2.90
Huileur et graisseur — Oiler and greaser	3.15	3.35	3.55	3.55
Porteur d'eau — Water boy	2.62	2.82	3.12	3.12
Préposé au fusil pour couler du ciment — Operator, cement-casting gun	3.36	3.61	3.86	3.86
Conducteur de camion-benne — Driver, dump-truck	3.08	3.28	3.48	3.48
Conducteur de sonnettes (pièces de bois) — Pile driver (wooden piles)	3.75	4.00	4.25	4.25
Préposé au service (garage) — Service man (garage)	3.15	3.35	3.55	3.55
Racleur d'asphalte — Raker (asphalt)	2.92	3.12	3.32	3.32
Réparateur de clochers, tours et cheminées d'usines — Steeplejack	3.64	3.89	4.14	4.14
Travailleur de caisson à clairevoix — Cribwork worker	3.15	3.35	3.55	3.55
Pointeau — Material ckecker	3.75	4.00	4.25	4.25
Aplanisseur de parquet — Floor sander	\$3.20	\$3.45	\$3.73	
Boutefeux — Shot firer	2.65	2.90	3.20	
Briqueur-maçon — Bricklayer-mason	3.40	3.65	3.92	
Carreleur — Tile setter	3.40	3.65	3.75	
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	3.20	3.45	3.73	
Cimentier-applicateur — Cement finisher	3.40	3.52	3.52	
Couvreur — Roofer	3.00	3.25	3.52	
Ferblantier — Tinsmith	3.25	3.50	3.80	
Ferrailleur — Reinforcing steel erector	2.95	3.20	3.50	
Marbrier — Marble layer	3.40	3.65	3.92	
Mécanicien-charpentier — Carpenter-mechanic	3.60	3.85	3.96	
Conducteur (mécanicien) de machines fixes — Stationary engineman	3.00	3.25	3.52	
Mécanicien de machinerie — Equipment mechanic	3.10	3.35	3.64	
Appareilleur — Rigger	3.20	3.45	3.74	
Peintre-tapissier — Painter-paperhanger	3.10	3.35	3.64	
Plâtrier — Plasterer	3.40	3.65	3.92	
Soudeur — Welder	3.40	3.65	3.92	
Vitrier — Glazier	3.10	3.35	3.64	
Manoeuvre spécialisé — Special labourer	2.65	2.90	3.20	
Manoeuvre — Labourer	2.60	2.85	2.90	
Poseur de lattes métallique — Lather (metal)	3.20	3.45	3.73	
Installateur de brûleur au mazout — Oil burner installer	3.18	3.43	3.73	
Serrurier de bâtiment — Ornamental iron worker	2.95	3.20	3.50	
Jointoyeur — Joint-pointer	3.20	3.45	3.75	
Ouvrier-paysagiste — Landscape man	2.45	2.70	3.00	

Opérations — Operations

Affuteur — Sharpener	3.45	3.70	3.98
Chaîneur — Culler's and surveyor's helper	2.75	2.99	2.99
Magasinier — Storekeeper	2.65	2.90	2.99
Carrossier — Bodyman	3.19	3.41	3.64
Chargeur, déchargeur, manutentionnaire de ciment en vrac et sac — Employee loading, unloading and handling bulk and bagged cement	2.84	3.02	3.20
Conducteur de bétonnière — Operator, concrete mixer	3.00	3.25	3.47
Conducteur de boudoir avec ou sans équipement — Operator, bulldozer, with or without accessories:			
100 chevaux et plus — 100 H.P. or more	3.05	3.30	3.55
100 chevaux et moins — 100 H.P. or less	2.80	3.05	3.35
Conducteur de camions à 4 roues motrices — Driver, truck (4-wheel drive)	2.75	3.00	3.13
Aiguiseurs de fleurets — Sharpener (drill-bits)	3.45	3.70	3.98
Épisseur de câble — Cable splicer	3.78	4.05	4.32
Conducteur de camion remorque — Driver, tractor-trailer	2.70	2.95	3.09
Conducteur de camion de service et de route — Driver, road and service truck	2.60	2.85	3.03
Grutier (grue mobile) — Operator, mobile crane	3.45	3.70	3.98
Conducteur d'épandeur d'asphalte — Operator, asphalt spreader	2.75	3.00	3.30
Conducteur de pelle mécanique — Operator, shovel	3.30	3.55	3.85
Conducteur de rouleau à asphalte — Operator, asphalt roller	3.05	3.30	3.52
Conducteur de tracteur avec ou sans équipement — Operator, with or without accessories	3.05	3.30	3.55
Foreur — Driller	2.85	3.10	3.38

Classe « B » — Class "B"

Autres constructions — Other construction

Métiers — Trades:		1/4/68	1/10/68
Forgeron — Blacksmith.	\$2.75	\$3.00	\$3.20
Conducteur de chargeur et convoyeur — Operator, loader and conveyor.	2.80	3.05	3.20
Conducteur de compresseur stationnaire ou portatif — Operator, compressor (stationary or portable).	2.85	3.10	3.40
Conducteur de concasseur — Operator, crusher.	2.98	3.20	3.43
Opérateur de dericks — Operator, derricks.	2.85	3.10	3.40
Grutier (grue mobile) — Operator, mobile crane:			
moins de 35 tonnes — under 35 tons.	3.35	3.60	3.83
plus de 35 tonnes — over 35 tons.	3.45	3.70	3.98
Conducteur de découpeuse — Operator, scourer.	3.05	3.30	3.55
Conducteur de monte-charge — Operator, hoist.	2.85	3.10	3.20
Pontonier roulant — Operator, overhead crane.	3.35	3.60	3.90
Conducteur de pompe à béton — Operator, concrete pump.	2.85	3.10	3.40
Conducteur de pompe, tous genres — Operator, pumps (all types).	2.75	3.00	3.30
Conducteur de treuil — Operator, winch:			
simple tambour — single drum.	2.70	2.95	3.25
double tambour — double drum.	2.80	3.05	3.35
Conducteur de vibreur — Operator, vibrator.	2.75	3.00	3.30
Baseleur — Operator, scale.	2.84	3.02	3.20
Gardiennage (60 heures par semaine) — Watchman (60-hour week).	2.20	2.45	2.61
Huileur et graisseur — Oiler and greaser.	2.84	3.02	3.20
Porteur d'eau — Water boy.	2.25	2.50	2.80
Poser de linoléum — Linoleum layer.	2.95	3.20	3.50
Préposé au fusil pour coulée du ciment — Operator, cement-casting gun.	2.85	3.10	3.40
Conducteur de camion-benne — Operator, dump-truck.	2.77	2.95	3.13
Conducteur de sonnette (pièce de bois) — Pile driver, (wooden piles).	3.30	3.55	3.83
Préposé au service (garage) — Service man (garage).	3.10	3.20	3.20
Racleur d'asphalte — Raker (asphalt).	2.63	2.81	2.99
Réparateur de clochers, tours et cheminées d'usines — Steeplejack.	3.25	3.50	3.73
Travailleur à caisson à clairevoie — Cribwork worker.	2.84	3.02	3.20
Pointeau — Material checker.	2.95	3.20	3.50

Note explicative: Les appellations des métiers et des emplois dans le présent décret et les annexes « A » et « B » ont été parfois modifiées dans le texte français, uniquement pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires fixés pour lesdits métiers et emplois qui avaient une autre appellation dans le décret précédent, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures.

2° Le paragraphe « c » de l'article IV est remplacé par le suivant:

« c) *Exceptions:* La durée normale du travail du lundi au samedi inclusivement, mais sans heures fixes de commencement ou de cessation, ni limites journalières d'heures de travail, à moins d'indications contraires, s'établit comme suit:

1) 60 heures par semaine pour tout salarié travaillant à la construction de routes et de ponts y compris les grandes routes, artères, rues, trottoirs, chaînes, et les systèmes de drainage s'y rattachant; des voies de circulation rapide (qu'elles soient construites en voie élevée ou en dépression), des viaducs (comportant les voies de croisement élevées ou surabaissées) et les carrefours s'y rattachant; des tunnels pour véhicules faisant partie des grandes routes et des voies de circulation rapide; à l'installation, au détournement ou au déplacement d'utilités telles qu'égouts, conduites d'eau, conduits électriques etc., qui se trouvent dans l'emprise de telles routes ou voies de circulation rapide, ou qui sont affectés par cette emprise, ainsi que la démo-

Explanatory note: The names of trades and occupations in the present decree and in appendices "A" and "B" have, in certain instances, been modified in the French version solely to make them consistent with the internationally-accepted French terminology; the English nomenclature remains unchanged.

Substitution of the new terms for the old does not affect any vested and current interests. In particular, it does not prevent the application of the new wage rates set forth for the trades and occupations bearing another name in the previous decree; nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use."

2. Subsection "c" of section IV is replaced by the following:

"(c) *Exceptions:* Standard hours of work, Monday through Saturday, but without any specified starting or finishing times or any daily hourly limits shall be:

(1) 60 hours a week for all employees working on road and bridge construction, including roads, highways, streets, sidewalks, curbs and related drainage; expressways (both elevated and depressed), viaducts (including overpasses and under passes) and inter-changes related thereto; vehicular tunnels which are part of highways and expressways; the installation, diversion or relocation of services such as sewers, watermain, electrical ducts, etc., within the right-of-way of such roads or expressways or which are affected by the right-of-way, and the demolition of buildings and structures of any kind, within or affected by the right-of-way; grading work and construction of subway right-of-ways in the open; grading and drainage of

lition des édifices, bâtiments, ou construction, de toute espèce, dans ou affectés par ladite emprise; au nivelage et à la construction de métropolitains en tranchée à ciel ouvert, au nivelage et à l'assèchement des chemins de fer et des gares de triage; à la pose de traverse et de rails pour chemins de fer et métropolitains; au nivelage, pavage et assèchement des pistes d'aéroports, des pistes de circulation, des terrains de stationnement et des entrées pavés.

2) 50 heures par semaine pour tout conducteur de machines et ses compagnons de travail et ouvriers non qualifiés affectés à tout travail d'excavation, roche ou terre, de remplissage, de sonnettes (béton armé, acier et bois), de construction d'égouts et de conduites principales d'eau suivant la méthode d'excavation à ciel ouvert, à l'ouvrage comprenant l'amoncelage, le couvrage et l'étayage de toute excavation, et à n'importe lequel de ces travaux inclus dans la construction d'un métropolitain autrement que selon une méthode d'exécution des souterrains ou de nivellement. Cependant, le présent alinéa ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de travaux décrits à l'alinéa précédent.

3) 40 heures par semaine pour les salariés travaillant aux pipelines de gaz naturel ou de pétrole, y compris le travail d'excavation qui s'y rattache, mais excluant le travail de charpente qui s'y rattache.

4) huit (8) heures par jour, et quarante-huit (48) heures par semaine pour tous les salariés qui travaillent dans un tunnel, à l'excavation et à la mise en place de la paroi structurale dudit tunnel."

3° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. *Congés annuels payés:*

1° Tout salarié bénéficie chaque année d'une semaine de congé qu'il doit prendre au cours de la dernière semaine complète du mois de juillet. Cette semaine-là, tous les chantiers doivent être fermés.

2° L'indemnité de congés est égale à 7% du salaire brut.

3° L'indemnité payable aux salariés par l'employeur s'établit comme suit:

a) à la fin de chaque semaine, l'employeur doit créditer à chacun de ses salariés une somme égale à 7% du salaire brut gagné durant cette semaine;

b) à la fin de chaque mois, l'employeur doit transmettre au Comité paritaire, pour et au nom de chacun de ses salariés, les montants ainsi crédités durant le mois, accompagnés d'un rapport mentionnant le nom, l'adresse, le métier et le taux de salaire. Ce rapport doit parvenir au Comité paritaire dans les premiers quinze (15) jours du mois suivant celui pour lequel il est fait.

4° On pourra se procurer les formules de rapport au Comité paritaire.

5° Le Comité paritaire doit déposer les sommes ainsi perçues dans un compte séparé et en accuser réception à l'employeur et aux salariés. Il doit assigner quatre (4) de ses membres (deux représentants patronaux et deux représentants ouvriers) dont un de chacune des parties de Seconde Part, à la surveillance et à l'administration de ce fond.

6° Pour l'administration des sommes perçues pour les congés payés, le Comité paritaire jouira des intérêts de banque qu'il aura sous sa responsabilité.

7° La période de référence s'étend du 1^{er} janvier de chaque année au 31 décembre de la même année.

railroads and railroad yards, placing of ties and rails for railroads and subways; grading, paving and drainage of airport runways, taxi-strips, parking lots and driveways.

(2) 50 hours a week for all machine operators, associated crews and unskilled workers engaged on all excavation work (rock and earth), back-filling, pile-driving (concrete, steel and wood), open-cut sewer and watermain construction, work involving piling, sheeting and shoring of any excavation, and any of these operations performed in the construction of subways by methods other than tunnelling or grading. However, this paragraph does not apply to work described in the preceding paragraph.

(3) 40 hours a week for any employee working on natural gas or oil pipeline installations, including related excavation work, but not including structural work pertaining thereto.

(4) Eight (8) hours a day and forty-eight (48) hours a week for all employees working in a tunnel, for the excavation and placing of the structural lining of the tunnel."

3. Section VIII is superseded by the following:

"VIII. *Annual vacation with pay:*

1. Every employee is entitled to one week's annual vacation to be taken during the last full week in July. All construction sites shall be closed during the said week.

2. Vacation pay equals 7% of gross earnings.

3. Employers shall grant vacation pay as follows:

(a) at the end of each week, the employer shall credit each employee with an amount equal to 7% of gross weekly earnings;

(b) each month's end, the employer shall forward, for and on behalf of each employee, the amounts so credited during the month, together with a report listing the employee's name, address, trade and wage rate. Such report shall be forwarded to the Parity Committee within fifteen (15) days after the end of the reporting month.

4. Report forms may be obtained from the Parity Committee.

5. The Parity Committee shall deposit the amounts so collected in a separate account and shall acknowledge receipt to both employers and employees. Four committee members (two representing management and two representing labour) of which one shall be from each party of the second part, shall be appointed to supervise and administer the fund.

6. For the administration of such collected vacation pay amounts, the Parity Committee shall be entitled to the bank interest on the amounts for which it is responsible.

7. The qualifying period extends from January 1st of each year through December 31st of the same year.

8° Le Comité paritaire doit remettre l'indemnité de congés perçue aux salariés entre le 1er et le 15 juillet de chaque année, si possible.

9° À l'occasion du décès d'un salarié, ses héritiers légaux peuvent réclamer immédiatement l'indemnité accumulée des congés payés de ce salarié.

10° Nul ne peut réclamer, avant le 1er juillet de chaque année, l'indemnité pour congés payés.

11° Durant la semaine obligatoire stipulée au paragraphe 1, les employeurs peuvent garder à leur service un salarié.

12° Tout travail exécuté durant la semaine de congé obligatoire stipulée à 1 doit être rémunéré au taux de salaire normal majoré de 50%, sauf pour le salarié visé à 11.

13° Les dispositions des paragraphes 1, 11 et 12 ne s'appliquent pas aux salariés exécutant des travaux énumérés au paragraphe « e » de l'article IV.

4° L'alinéa suivant est ajouté à l'article X:

« Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à la construction industrielle. »

5° L'alinéa suivant est ajouté à l'article XI:

« Pour la construction industrielle, les primes ci-dessus prévues sont de \$0.25 l'heure. »

6° L'article III de l'annexe « A » est remplacé par le suivant:

« III. Taux de salaire minima:

Classe « A »

Construction industrielle:

Compagnon plombier, installateur d'appareils de chauffage et
mécanicien en tuyauterie — Journeyman pipe-mechanic,
heating equipment installer and pipe-mechanic.....

\$4.25 \$4.55

Compagnon junior — Junior journeyman.....

3.19 3.41

Soudeur de tuyauterie — Pipe welder.....

4.25 4.55

Ferblantier — Tinsmith.....

\$3.64 1/10/67 \$3.89 1/4/68 \$4.14 1/10/68 \$4.34

Installateur de brûleur au mazout — Oil burner
installer.....

3.64 3.89 4.14 4.14

Taux de salaire minima:

Classe « B »

Autres constructions:

Compagnon plombier, installateur d'appareils de
chauffage et mécanicien en tuyauterie —
Journeyman pipe-mechanic, heating equip-
ment installer, pipe mechanic^{ooo}.....

\$3.45 1/4/68 \$3.70 1/10/68 \$4.00

Compagnon junior — Junior journeyman.....

3.05 3.05 3.05

Soudeur en tuyauterie — Pipe welder.....

3.45 3.70 4.00

Ferblantier — Tinsmith.....

3.25 3.50 3.80

Installateur de brûleur de mazout — Oil burner
installer.....

3.20 3.45 3.73

Taux minima des apprentis:

Classe « A »

Construction industrielle:

1er avril 1968 — April 1st, 1968.....

2.06 2.06 2.75 2.75

Classe « B »

Autres constructions Other construction

1er avril 1968 — April 1st, 1968.....

1.60 1.92 2.24 2.56

1er octobre — October 1st, 1968.....

1.70 2.02 2.34 2.66

1.80 2.02 2.40 2.66

8. If possible, the Parity Committee shall give employees their vacation pay between July 1st and 15th of every year.

9. Should an employee pass away, his legal heirs may immediately claim such employee's accumulated vacation pay credits.

10. No one may claim his vacation pay before July 1st of each year.

11. During the compulsory vacation week specified in subsection 1, employers may keep one employee on staff.

12. Except for employees mentioned in subsection 6.11 above, time and one half shall be paid for all work performed during the compulsory vacation week.

13. The provisions of subsections 1, 11 and 12 do not apply to employees performing work listed in subsection "e" of section IV."

4. The following paragraph is added to section X:

"The provisions of this section do not apply to industrial construction."

5. The following paragraph is added to section XI:

"For industrial construction, the abovementioned bonus shall be 25¢ an hour."

6. Section III of Appendix "A" is superseded by the following:

"III. Minimum wage rates:

Class "A"

Industrial construction:

1/4/68

Minimum wage rates:

Class "B"

Other building:

1/4/68

1/10/68

Minimum rates for apprentices:

Class "A"

Industrial construction:

	Année — Year			
	1e	2e	3e	4e
	1st	2nd	3rd	4th
	\$1.91	\$2.06	\$2.55	\$2.75
	2.06	2.06	2.75	2.75
	Class "B"			
	1.60	1.92	2.24	2.56
	1.70	2.02	2.34	2.66
	1.80	2.02	2.40	2.66

Pour les apprentis débutants (nouveaux apprentis) le taux de salaire sera de 45% du taux du salaire du compagnon, pour la première et la deuxième année, et 60% pour la troisième et quatrième année, pour la classe « A » et « C ».

Pour les apprentis ferblantiers, le taux de salaire sera :

1 ^{re} année	50%
2 ^e année	60%
3 ^e année	70%
4 ^e année	85%

L'article III de l'annexe « B » est remplacé par le suivant :

« III. Taux de salaire minima :

Classe « A »

Construction industrielle :

Compagnon électricien — Journeyman electrician.	
Compagnon junior — Junior journeyman	

Taux de salaire minima :

Classe « B »

Autres constructions :

Compagnon électricien — Journeyman electrician.	
Compagnon junior — Junior journeyman	

Taux de salaires minima des apprentis :

Classe « A »

Construction industrielle :

1 ^{er} octobre 1967 — October 1, 1967	
1 ^{er} avril 1968 — April 1, 1968	

Taux de salaires minima des apprentis :

Classe « B »

Autres constructions :

1 ^{er} avril 1968 — April 1, 1968	
1 ^{er} octobre 1968 — October 1, 1968	

Pour les apprentis débutants (nouveaux apprentis) les taux de salaires seront de 40%, 50%, 60% et 75% du taux de salaire du compagnon.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

20754-0

JACQUES PRÉMONT.

Beginning apprentices (new apprentices) shall be paid 45% of the journeyman's wage rate for the first and second years and 60% for the third and fourth years, in classes "A" and "C".

Wage rate for apprentice tinsmiths shall be:

1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%
4th year	85%

Section III of Appendix "B" is replaced by the following:

" III Minimum wage rates:

Class "A"

Industrial construction:

	1/10/68	1/4/68
\$3.95	\$4.25	\$4.55
3.36	3.61	3.87

Minimum wage rates:

Class "B"

Other construction:

	1/4/68	1/10/68
\$3.35	\$3.60	\$4.00
2.85	3.06	3.40

Minimum wage rates for apprentices:

Class "A"

Industrial construction:

Année — Year			
1 ^e	2 ^e	3 ^e	4 ^e
1st	2nd	3rd	4th
\$1.70	\$2.05	\$2.40	\$2.96
1.70	2.13	2.55	3.19
1.82	2.28	2.73	3.41

Minimum wage rates for apprentices:

Class "B"

Other construction:

Année — Year			
1 ^e	2 ^e	3 ^e	4 ^e
1st	2nd	3rd	4th
\$1.55	\$1.86	\$2.17	\$2.64
1.65	1.96	2.27	2.74
1.65	2.00	2.40	3.00

Beginning apprentices (new apprentices) shall be paid 40%, 50%, 60% and 75% of the journeyman's wage rate.

JACQUES PRÉMONT,

Clerk of the Executive Council.

20754

INDEX N° 32

ARRÊTÉ en Conseil

2078 — Construction, Sorel

ORDER in Council

4900

AVIS divers

MISCELLANEOUS Notices

Alice, Ronald (Dem.-Appl.)	4936
Azimov, Harry (Dem.-Appl.)	4936
Chevaliers de Colomb de Notre-Dame de la Salette inc., Conseil 5910	4935
Chevaliers de Colomb SS. Anges de New Richmond, Conseil 5763	4934
Chevaliers de Colomb St-François-Xavier de Magog, Conseil 2383	4936
Chevaliers de Colomb St-Lambert, Conseil 2267	4935
Chevaliers de Colomb St-Louis de Montréal inc., Conseil 5664	4935
Dummeldinger, Dietmar Karl (Dem.-Appl.)	4934
Église Baptiste Évangélique de Chomedey (L') (Requête - Petition)	4933
Jolicœur, Joseph, Eugène, Yves (Dem.-Appl.)	4934
Knights of Columbus of Notre-Dame de la Salette Inc., Council 5910	4935
Knights of Columbus SS. Anges de New Richmond, Council 5763	4934

AVIS divers

(suite)

Knights of Columbus St-François-Xavier of Magog, Council 2383	4936
Knights of Columbus St-Lambert, Council 2267	4935
Knights of Columbus St-Louis of Montreal Inc. Council 5664	4935
Licorish, Archibald, Dalrymple (<i>Dem.-Appl.</i>)	4934
Malkiewicz, Jan Kazimierz (<i>Dem.-Appl.</i>)	4934
Schiettekatte, Fernand (<i>Dem.-Appl.</i>)	4936
Scarlet, Alexandru Ion (<i>Dem.-Appl.</i>)	4934
Seguier, John James (<i>Dem.-Appl.</i>)	4936
Wilschut, Maarten (<i>Dem.-Appl.</i>)	4835
Wilson, Donald Lorne (<i>Dem.-Appl.</i>)	4935

COMPAGNIES

Avis relatifs

à la loi des

Autorisées

à faire des affaires

COMPANIES

Notices relative

to the Act of

Licensed

to do Business

Centrotexil	4953
Moore Dry Kiln Company of Canada Limited	4953
Sir Vis Equipment Company	4953
Tri-State Mortgage Corporation	4953

**Chartes —
abandon de**

**Charters —
Surrender of**

Airlee Development Corporation	4942
Bargins Inc.	4941
Brook Realty Corp.	4942
Contract Fabric Sales Inc.	4942
Dalli-Wear Inc.	4943
Dombard Canada Limited	4942
Dombard Canada limitée	4942
Eastern Realty & Investment Corporation	4943
Grosserie Centrale Groceries Inc.	4941
L. & M. Jewellery Inc.	4941
Nite'N Day Casuals Inc.	4943
R. M. & R. Investment Corp.	4942
St. Elzéar Lumber Limited	4943
Slumber Sleepwear Inc.	4943
Société Canadienne de Dynamique des Groupes	4941
Varsity Realty Corp.	4942

Dissoutes

Dissolved

Mondeco inc.	4937
Placements de Biencourt inc.	4937

Divers

Miscellaneous

Adanac Funds Inc. (<i>Dir.</i>)	4940
Auxiliary of Maimonides Hospital and Home for the Aged, Inc. (<i>Règl.-By-law</i>)	4937
Brodeur Hydromecanix inc. (<i>Dir.</i>)	4940
Canadian Tire & Repair (Mauricie) Co. Ltd. (<i>Dir.</i>)	4937
Centre d'achat Maisonneuve ltée (<i>Dir.</i>)	4937
Chantecler Enterprises Inc. (<i>Dir.</i>)	4938
Conseil des Oeuvres (Le) (<i>Règl.-By-law</i>)	4939
Corporation Professionnelle des Formateurs de Maîtres (<i>Règl.-By-law</i>)	4937
Corporation Professionnelle des Formateurs de Maîtres (<i>Règl.-By-law</i>)	4938
Fondations Fafard (Les) (<i>Règl.-By-law</i>)	4939
Fonds Adanac inc. (<i>Dir.</i>)	4940
Frego Construction Inc. (<i>Dir.</i>)	4938
École de Prothèse et Orthèse du Québec inc. (<i>Règl.</i>)	4940
Ideal Machinery Co. Ltd. (<i>Dir.</i>)	4938
Inbec inc. (<i>Dir.</i>)	4941
Machinerie Idéale Cie ltée (<i>Dir.</i>)	4938
Maisonneuve Shopping Centre Ltd. (<i>Dir.</i>)	4937

MISCELLANEOUS Notices

(continued)

Massabky (Mary) Foundation Inc. (<i>Règl.-By-law</i>)	4938
Morgan, Ostiguy & Hudon inc. (<i>Dir.</i>)	4940
National Polyform Ltd. (<i>Dir.</i>)	4938
Place Ville Marie Barber Shops Inc. (<i>Dir.</i>)	4938
Pont Mercier Shopping Centre Inc. (<i>Dir.</i>)	4938
Prodelec inc. (<i>Dir.</i>)	4940
Publications l'Éveil inc. (Les) (<i>Dir.</i>)	4939
Relève inc. (La) (<i>Règl.-By-laws</i>)	4941
Richelieu Knitting Inc. (<i>Dir.</i>)	4939
School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc. (<i>By-laws</i>)	4940
Service Social Ville Marie (Édifice Papineau) (<i>Règl.-By-law</i>)	4939
Talarico Ltd. (<i>Dir.</i>)	4939
Tex-El inc. (<i>Dir.</i>)	4940
Tricot Richelieu inc. (<i>Dir.</i>)	4939
United Cigar Stores, Inc. (<i>Dir.</i>)	4939
United Customs Brokers Limited (<i>Dir.</i>)	4939
Vista Fashions Inc. (<i>Dir.</i>)	4940
Zimcor Company (<i>Dir.</i>)	4940

Lettres patentes

Letters Patent

Acme Sprinklers Ltd.	4897
Angers construction inc.	4888
Arpin (Jean-Paul) inc.	4888
Art and Home Co. Ltd.	4889
Art et Foyer Cie ltée	4889
Association des Adultes de Granby inc. (L')	4889
Beattie inc. (<i>Correction</i>)	4889
Bonaventure Distributors Inc.	4890
Boulangerie et Pâtisserie Adriatica inc.	4890
Brault-Clément inc.	4890
Butz Automobile Inc.	4891
Canadian Customized Ltd.	4891
Centre d'Orientation l'Étape inc.	4891
Cercle Femina de Montréal	4892
Chevalier & frères inc.	4892
Club de Raquetteurs « Le Boucanier inc. »	4892
Club P. M. R. 67 inc.	4893
Conseil de Développement du Territoire de la Métis inc.	4893
Corpad inc.	4893
Décarie (Jean-Guy) & Associates Inc.	4894
Décarie (Jean-Guy) & associés inc.	4894
Diraddo Cartage Inc.	4894
Domaine des Bouleaux Gris inc.	4894
Domco Construction Inc.	4895
Du Bois Pastry Inc.	4905
Durocher (A. N.) inc.	4895
Écho des Îles (L')	4895
Éditions du Bélier inc. (Les)	4896
Fonbec Ltd.	4896
Fonbec ltée	4896
Frontenac Accomodations Ltd.	4896
Gaby Corset Shoppe Inc.	4897
Gieleurs Acme ltée (Les)	4897
Gi-Mont inc.	4897

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)	Sièges sociaux	Head Offices
Girard (Raymond) inc.	4898	Adminex inc.	4950
Goldmark Hosiery Mfg. Co. Inc.	4898	B. M. F. Metals Co. Ltd.	4948
Golf Site Construction Inc.	4898	Beaver Quarries Ltd.	4949
Gosselin (Nap.) & fils inc.	4899	Belley (C.) Construction Inc.	4948
Habitations Duchesne inc. (Les)	4899	Blue-Veteran Taxi Inc.	4948
Hazel (Jean Guy) inc.	4899	Canadian Rock Company Limited.	4948
Importations P. L. inc.	4905	Direct Home Improvement Service Inc.	4949
Institut de Beauté Thérèse Lorange inc.	4900	Eastern Business Forms Inc.	4949
Jeune Chambre de Charlesbourg inc. (La)	4900	Eli Shapiro Trading Corp.	4951
Kiamika Investments Co. Ltd.	4900	Encans de Chevaux du Québec inc. (Les)	4949
Komac inc.	4901	Équipements Duberger inc. (Les)	4946
Lafrenière & Labelle inc.	4901	Formule Mécanographique de l'Est inc.	4949
Lapierre (Fabre) inc.	4901	Framur Investments Ltd.	4949
Longue Pointe Greenhouses Co. Ltd.	4902	Gardner Steel Limited	4948
Marcotte (H.) (1967) ltée	4902	Girard (Henri) (Québec) inc.	4946
Martel autobus inc.	4902	Girard (Henri) Transport inc.	4947
Massicotte (Roger) inc.	4902	Gold Buddha Restaurant Inc.	4950
Mec-Paco inc.	4903	Lanetot (J. C.) Inc.	4950
Medico Loans Inc.	4907	Martap Inc.	4949
Merit Building Corp.	4903	Motels Bourassa Inc. (Les)	4946
Meubles Marin inc.	4903	Papeterie Pigeon ltée	4950
Mont Gabriel Curling Club (Correction)	4904	Peintres Tural ltée (Les)	4951
Norib inc.	4904	Penthouse Design Inc.	4947
Occidental Development Co. Ltd.	4904	Quebec Horse Sales Inc.	4949
P. L. Imports Inc.	4905	Restaurant Bouddha d'Or inc.	4950
Panorama Publishing Inc.	4905	Seabrook Farms Frozen Foods (Quebec) Limited	4947
Pâtisserie Du Bois inc.	4905	Société Canadienne d'Études et de Recherches Psychiatriques	4950
Piché (J.) et fils inc.	4906	Société d'Administration Déro inc.	4949
Place Lonchamps inc.	4906	Société Financière Mercure inc.	4947
Placements Belaco inc. (Les)	4906	Société Henri Girard inc. (La)	4948
Placements Desrochers inc. (Les)	4906	Telex Electric Inc.	4947
Prêts Medico inc.	4907		
Productions Roger Pilon inc.	4907	LIQUIDATION	WINDING
Produits Claudette limitée (Les)	4907	avis de	up Notices
Produits laitiers Crête de la Mauricie inc.	4908	Caisse Populaire Desjardins de St-Bruno, Kamouraska (La)	4951
Projets C. Levesque inc. (Les)	4908		
Publications Panorama inc. (Les)	4905	MINISTÈRES	DEPARTMENTS
Quebec-Haiti Mutual Aid Society	4911	Affaires municipales	Municipal Affairs
R & B Auto-Lave inc.	4909	St-Mathieu-de-Rieux, par. (Publ.)	4922
Raymond auto (Matane) ltée	4909		
Révélation de la Future Ménagère inc.	4909	Éducation	Education
Rhéault & Brouillard inc.	4909	Municipalité scolaire de:	School Municipality of:
Rheault (Noel) Esso Service Inc.	4910	Beauchastel (Dem.-Appl.)	4951
Ruffo (Jean) ltée	4910	Collège s'enseignement général et professionnel de Limoilou (L.P.)	4952
Sabern Ltd.	4910	Collège d'enseignement général et professionnel de Sainte-Foy (L.P.)	4952
Sobela inc.	4911	St-Germain, par. (Dem.-Appl.)	4951
Société d'Entraide Québec-Haiti	4911	St-Liguori, (Dem.-Appl.)	4951
Société d'Évaluation du Québec inc.	4911		
Société d'Appraisal of Quebec Inc.	4911		
T. L. construction inc.	4912	Finances	Finance
Telex Electric Inc.	4912	Assurances:	Insurance:
Toupin (Armand) inc.	4912	Anglo-Scottish Insurance Company Limited	4922
Twenty-Nine Bellevue Avenue Inc.	4913		
Vergers Deux-Montagnes inc. (Les)	4913	Industrie	Industry
Voyageurs T. P. M. inc.	4913	et Commerce	and Commerce
		Avis de pêche aux coques	4952
		Shell fishing notices	4952
		Terres et Forêts	Lands and Forests
		Cadastre:	Cadastre:
		Longue-Pointe, par.	4924
		Natashquan, canton-township	4924
		Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny, par.	4923
Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent		
Arlen Mills Inc.	4914		
Collinsville Industries inc.	4914		
Côté (Gaston) inc.	4914		
Longueuil Meat Exporting Company Limited	4914		
Rainbow Industries Inc.	4915		
Samuels & Company Limited	4915		
Société Unie de Location & d'Hypothèque	4915		
Sogemines Investment Limited	4915		
United Leasing & Mortgage Corporation	4915		
Willing and Brunet Inc.	4915		

Terres et Forêts	Lands and Forests
<i>Cadastré:</i>	<i>Cadastré:</i>
(suite)	(continued)
St-Adèle, par.	4924
St-Antoine de Longueuil, par.	4924
St-Cécile, par.	4924
St-Georges, par.	4923
St-Laurent, par.	4923
St-Martin, par.	4923
St-Thomas, par.	4924
St-Vincent de Paul, par.	4922
Trois-Rivières, par.	4923

Tavail	Labour
<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>
Camionnage, Québec (Mod.)	4919
Cartage, Québec (Amend.)	4919
Coiffeurs pour dames, Montréal (Mod.)	4920
Coiffeur, (Statut) province (Mod.)	4943
Clothing, (Men and Boys), Province (Amend.)	4918
Confection, hommes et garçons, province (Mod.)	4918
Construction, Abitibi (Mod.-Amend.)	4918
Construction, St-Hyacinthe, St-Jean et Granby (Mod.-Amend.)	4916
Hairdresser's Code, province (Amend.)	4943
Hairdressers (Ladies) Montreal, (Amend.)	4920

SOUMISSIONS	TENDERS
Douville, munic.	4929
Pierrefonds, cité-city	4930
Rimouski, c.s.-s.c.	4925
St-Adèle, munic.	4928
St-Gervais, c.s.-s.c.	4932
St-Hubert, c.s.-s.c.	4926
St-Marie, ville-town	4927
St-Mathias, par. (Correction)	4933

SYNDICATS	SYNDICATES
<i>Professionnels</i>	<i>Professional</i>
Association des Employés de Montréal-Matin inc. F.C.A.I. (Const.-Inc.)	4954

Association des Moniteurs Professionnels de Conduite Automobile du Québec (L')	4954
Syndicat des Producteurs Spécialisés de Pommes de Terre de Semences de St-Philémon, comté de Bellechasse (Const.-Inc.)	4954

VENTES	SALES
<i>Licitation</i>	<i>Licitation</i>
Guay vs Payeur	4954
Gensheimer vs Ment.	4957

SHÉRIFS	SHERIFFS
<i>Abitibi</i>	<i>Abitibi</i>
Office du crédit agricole du Québec vs Venne Dulong	4957
Quebec Farm Credit Bureau vs Venne Dulong	4957

Québec	Quebec
Lapointe vs Michaud	4957
Placements d'Auteuil inc. vs Lapierre et al.	4958
Tuyaux vibrés inc. (Les) vs Guillot	4958

Roberval	Roberval
Lawrence Investment Ltd. vs Heirs-Héritiers Antoine St-Hilaire	4959

Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
Cadillac, c.s.-s.c. vs Couture	4959

Saint-Maurice	Saint-Maurice
Dionne vs Le Curateur Public	4960
Dionne vs Public Curator	4960

Taxes	Taxes
Duparquet, ville - town	4921

